



Sommaire

II Actes non législatifs

RÈGLEMENTS

- ★ Règlement d'exécution (UE) 2023/1406 de la Commission du 28 juin 2023 approuvant la modification du cahier des charges relatif à une appellation d'origine protégée ou à une indication géographique protégée [«Bianco di Castelfranco Emilia» (IGP)] 1
- ★ Règlement d'exécution (UE) 2023/1407 de la Commission du 4 juillet 2023 modifiant les annexes I et II du règlement d'exécution (UE) 2023/594 établissant des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine ⁽¹⁾ 3

DÉCISIONS

- ★ Décision d'exécution (UE) 2023/1408 de la Commission du 3 juillet 2023 écartant du financement de l'Union européenne certaines dépenses effectuées par les États membres au titre du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) [notifiée sous le numéro C(2023) 3494] 46
- ★ Décision (UE) 2023/1409 de la Commission du 4 juillet 2023 donnant instruction à l'administrateur central du registre de l'Union de restituer aux États membres et au Royaume-Uni l'excédent de l'Union à la fin de la deuxième période d'engagement du protocole de Kyoto 100
- ★ Décision d'exécution (UE) 2023/1410 de la Commission du 4 juillet 2023 modifiant la décision d'exécution (UE) 2021/1182 en ce qui concerne des normes harmonisées pour la stérilisation des produits de santé et l'évaluation biologique des dispositifs médicaux 102
- ★ Décision d'exécution (UE) 2023/1411 de la Commission du 4 juillet 2023 modifiant la décision d'exécution (UE) 2021/1195 en ce qui concerne une norme harmonisée pour la stérilisation des produits de santé 105

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE.

II

(Actes non législatifs)

RÈGLEMENTS

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2023/1406 DE LA COMMISSION

du 28 juin 2023

approuvant la modification du cahier des charges relatif à une appellation d'origine protégée ou à une indication géographique protégée [«Bianco di Castelfranco Emilia» (IGP)]

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil ⁽¹⁾, et notamment son article 99,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a examiné la demande d'approbation d'une modification du cahier des charges de l'indication géographique protégée «Bianco di Castelfranco Emilia», transmise par l'Italie conformément à l'article 105 du règlement (UE) n° 1308/2013. Cette modification comprend un changement de nom de «Bianco di Castelfranco Emilia» en «Castelfranco Emilia».
- (2) La Commission a publié la demande d'approbation de la modification du cahier des charges, en application de l'article 97, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1308/2013 ⁽²⁾, au *Journal officiel de l'Union européenne*.
- (3) Aucune déclaration d'opposition n'a été notifiée à la Commission au titre de l'article 98 du règlement (UE) n° 1308/2013.
- (4) Il convient donc d'approuver la modification du cahier des charges conformément à l'article 99 du règlement (UE) n° 1308/2013.
- (5) Les mesures prévues par le présent règlement sont conformes à l'avis du comité de l'organisation commune des marchés agricoles,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

La modification du cahier des charges publiée au *Journal officiel de l'Union européenne* concernant la dénomination «Bianco di Castelfranco Emilia» (IGP) est approuvée.

⁽¹⁾ JO L 347 du 20.12.2013, p. 671.

⁽²⁾ JO C 60 du 17.2.2023, p. 46.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 28 juin 2023.

*Par la Commission,
au nom de la présidente,
Janusz WOJCIECHOWSKI
Membre de la Commission*

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2023/1407 DE LA COMMISSION**du 4 juillet 2023****modifiant les annexes I et II du règlement d'exécution (UE) 2023/594 établissant des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale («législation sur la santé animale») ⁽¹⁾, et notamment son article 71, paragraphe 3,

considérant ce qui suit:

- (1) La peste porcine africaine est une maladie virale infectieuse qui touche les porcins détenus et les porcins sauvages et peut avoir une incidence grave sur la population animale concernée et la rentabilité des élevages, perturbant ainsi les mouvements des envois de ces animaux et des produits qui en sont issus au sein de l'Union et leurs exportations vers les pays tiers.
- (2) Le règlement d'exécution (UE) 2023/594 ⁽²⁾ de la Commission établit les mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine à appliquer pendant une période limitée par les États membres qui sont inscrits ou dans lesquels se trouvent des zones inscrites dans ses annexes I et II (ci-après les «États membres concernés»). L'annexe I dudit règlement d'exécution répertorie les zones réglementées I, II et III à la suite de l'apparition de foyers de cette maladie.
- (3) Les zones répertoriées en tant que zones réglementées I, II et III à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594 ont été établies sur la base de la situation épidémiologique dans l'Union en ce qui concerne la peste porcine africaine. L'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594 a été modifiée en dernier lieu par le règlement d'exécution (UE) 2023/1300 de la Commission ⁽³⁾, à la suite d'évolutions de la situation épidémiologique relative à cette maladie en Grèce, en Hongrie, en Pologne et en Slovaquie. Depuis l'adoption dudit règlement d'exécution, la situation épidémiologique de cette maladie dans certains des États membres concernés a évolué.
- (4) Les modifications des zones réglementées I, II et III répertoriées à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594 devraient être fondées sur la situation épidémiologique en ce qui concerne la peste porcine africaine dans les zones touchées par cette maladie et sur la situation épidémiologique globale de la peste porcine africaine dans l'État membre concerné, sur le niveau de risque de propagation de cette maladie, sur des principes et critères scientifiquement fondés utilisés pour la définition géographique de la régionalisation consécutive à la peste porcine africaine et sur les lignes directrices de l'Union convenues avec les États membres au sein du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et accessibles au public sur le site web de la Commission ⁽⁴⁾. Ces modifications devraient également tenir compte des normes internationales, telles que le Code sanitaire pour les animaux terrestres ⁽⁵⁾ de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA), et des justifications relatives à la régionalisation fournies par les autorités compétentes des États membres concernés.
- (5) De nouveaux foyers de peste porcine africaine sont apparus chez des porcins détenus en Grèce, en Italie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne, ainsi que chez des porcins sauvages en Italie et en Pologne.

⁽¹⁾ JO L 84 du 31.3.2016, p. 1.

⁽²⁾ Règlement d'exécution (UE) 2023/594 de la Commission du 16 mars 2023 établissant des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2021/605 (JO L 79 du 17.3.2023, p. 65).

⁽³⁾ Règlement d'exécution (UE) 2023/1300 de la Commission du 22 juin 2023 modifiant l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594 établissant des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine (JO L 161 du 27.6.2023, p. 1).

⁽⁴⁾ Document de travail SANTE/7112/2015/Rev. 3 «Principles and criteria for geographically defining ASF regionalisation», disponible à l'adresse suivante: https://ec.europa.eu/food/animals/animal-diseases/control-measures/asf_fr.

⁽⁵⁾ OIE, Code sanitaire pour les animaux terrestres, 29^e édition, 2021. Volumes I et II ISBN 978-92-95115-40-8; <https://www.woah.org/fr/ce-que-nous-faisons/normes/codes-et-manuels/acces-en-ligne-au-code-terrestre/>

- (6) En juin 2023, un foyer de peste porcine africaine a été observé chez des porcins détenus dans la région de Macédoine centrale, en Grèce, dans une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594. Ce nouveau foyer de peste porcine africaine chez des porcins détenus entraîne une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, cette zone de Grèce actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594, touchée par ce foyer récent, devrait plutôt être répertoriée en tant que zone réglementée III à ladite annexe et les limites actuelles de la zone réglementée I devraient être redéfinies pour tenir compte de ce foyer.
- (7) En outre, en juin 2023, plusieurs foyers de peste porcine africaine ont été observés chez des porcins sauvages dans la région de Calabre, en Italie, dans une zone actuellement non répertoriée en tant que zone réglementée à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594. Ces nouveaux foyers de peste porcine africaine chez des porcins sauvages entraînent une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, cette zone d'Italie actuellement non répertoriée en tant que zone réglementée à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594, touchée par ces foyers récents, devrait plutôt être répertoriée en tant que zone réglementée II dans ladite annexe, et les limites actuelles des zones réglementées I devraient être redéfinies pour tenir compte de ces foyers.
- (8) En outre, en juin 2023, deux foyers de peste porcine africaine ont été observés chez des porcins sauvages dans la région de Calabre, en Italie, dans une zone actuellement non répertoriée en tant que zone réglementée à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594. Ces nouveaux foyers de peste porcine africaine chez des porcins détenus entraînent une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, cette zone d'Italie actuellement non répertoriée en tant que zone réglementée à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594, touchée par ces foyers récents, devrait plutôt être répertoriée en tant que zone réglementée III dans ladite annexe, et les limites actuelles de la zone réglementée I devraient être redéfinies pour tenir compte de ces foyers.
- (9) En outre, en juin 2023, deux foyers de peste porcine africaine ont été observés chez des porcins détenus dans le comté de Marijampolė, en Lituanie, dans une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée II à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594. Ces nouveaux foyers de peste porcine africaine chez des porcins détenus entraînent une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, cette zone de Lituanie actuellement répertoriée en tant que zone réglementée II à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594, touchée par ces foyers récents, devrait plutôt être répertoriée en tant que zone réglementée III dans ladite annexe et les limites actuelles de la zone réglementée II devraient être redéfinies pour tenir compte de ces foyers.
- (10) En outre, en juin 2023, un foyer de peste porcine africaine a été observé chez des porcins détenus dans la région de Lubelskie, en Pologne, dans une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée II dans l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594. Ce nouveau foyer de peste porcine africaine chez des porcins détenus entraîne une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, cette zone de Pologne actuellement répertoriée en tant que zone réglementée II à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594, touchée par ce foyer récent, devrait plutôt être répertoriée en tant que zone réglementée III à ladite annexe et les limites actuelles de la zone réglementée II devraient être redéfinies pour tenir compte de ce foyer.
- (11) En outre, en juin 2023, plusieurs foyers de peste porcine africaine ont été observés chez des porcins sauvages dans les régions de Mazowieckie et de Zachodniopomorskie, en Pologne, dans des zones actuellement répertoriées en tant que zones réglementées I dans l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594. Ces nouveaux foyers de peste porcine africaine chez des porcins sauvages entraînent une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594. En conséquence, ces zones de Pologne actuellement répertoriées en tant que zones réglementées I à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594 devraient être répertoriées en tant que zones réglementées II à ladite annexe et les limites actuelles des zones réglementées I devraient être redéfinies pour tenir compte de ces foyers.
- (12) En outre, en juin 2023, un foyer de peste porcine africaine a été observé chez un porc sauvage dans la région des Podkarpackie, en Pologne, dans une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée II dans l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594 et située à proximité immédiate d'une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I dans ladite annexe. Ce nouveau foyer de peste porcine africaine chez un porc sauvage entraîne une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, cette zone de Pologne actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I dans l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594, qui se trouve à proximité immédiate de la zone répertoriée en tant que zone réglementée II touchée par ce foyer récent, devrait être répertoriée en tant que zone réglementée II dans ladite annexe, et les limites actuelles de la zone réglementée I devraient être redéfinies pour tenir compte de ce foyer.

- (13) Enfin, en juin 2023, un foyer de peste porcine africaine a été observé chez des porcins détenus dans la région de Vidzemes, en Lettonie, dans une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée II dans l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594. Ce nouveau foyer de peste porcine africaine chez des porcins détenus entraîne une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, cette zone de Lettonie actuellement répertoriée en tant que zone réglementée II à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594, touchée par ce foyer récent, devrait plutôt être répertoriée en tant que zone réglementée III à ladite annexe et les limites actuelles de la zone réglementée II devraient être redéfinies pour tenir compte de ce foyer.
- (14) À la suite de l'apparition récente de ces foyers de peste porcine africaine chez des porcins détenus en Grèce, en Italie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne et chez des porcins sauvages en Italie et en Pologne, et compte tenu de la situation épidémiologique actuelle en ce qui concerne la peste porcine africaine dans l'Union, la régionalisation dans ces États membres a été réévaluée et mise à jour conformément aux articles 5, 6 et 7 du règlement d'exécution (UE) 2023/594. Par ailleurs, les mesures de gestion des risques mises en place ont été réexaminées et actualisées. Il convient d'incorporer ces modifications à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594.
- (15) Enfin, en mai 2023, plusieurs foyers de peste porcine africaine chez des porcins détenus et sauvages ont été observés dans des zones auparavant indemnes de la maladie dans la région de Calabre, en Italie. La décision d'exécution (UE) 2023/985 de la Commission ⁽⁶⁾ et le règlement d'exécution (UE) 2023/1080 ⁽⁷⁾ de la Commission ont été adoptés en réponse à ces foyers. Le règlement d'exécution (UE) 2023/1080 a abrogé la décision d'exécution (UE) 2023/985 et énuméré, dans les parties A et B de l'annexe II du règlement d'exécution (UE) 2023/594, les zones identifiées dans la décision d'exécution (UE) 2023/985 en Italie.
- (16) Compte tenu de la situation épidémiologique générale de la peste porcine africaine en Italie et des nouveaux foyers de peste porcine africaine chez des porcins détenus et sauvages dans la région de Calabre, les zones d'Italie touchées par ces foyers de peste porcine africaine devraient désormais être répertoriées en tant que zones réglementées II et III dans l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594 et radiées de l'annexe II, parties A et B, dudit règlement d'exécution.
- (17) Pour tenir compte des évolutions récentes de la situation épidémiologique de la peste porcine africaine dans l'Union, et en vue de lutter de manière proactive contre les risques liés à la propagation de cette maladie, il convient que de nouvelles zones réglementées d'une dimension suffisante soient délimitées en Grèce, en Italie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne et répertoriées en tant que zones réglementées I, II et III dans l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594. Étant donné que la situation en ce qui concerne la peste porcine africaine est très dynamique dans l'Union, il a été tenu compte de la situation épidémiologique dans les zones environnantes lors de la délimitation de ces nouvelles zones réglementées.
- (18) Les zones d'Italie concernant la région de Calabre recensées à l'annexe II, parties A et B, du règlement d'exécution (UE) 2023/594 devraient être retirées de cette annexe et répertoriées en tant que zones réglementées II et III à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2023/594.
- (19) Compte tenu de l'urgence de la situation épidémiologique dans l'Union en ce qui concerne la propagation de la peste porcine africaine, il importe que les modifications apportées aux annexes I et II du règlement d'exécution (UE) 2023/594 par le présent règlement prennent effet le plus rapidement possible.
- (20) Les mesures prévues par le présent règlement sont conformes à l'avis du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux,

⁽⁶⁾ JO L 134 du 22.5.2023, p. 63.

⁽⁷⁾ JO L 144 du 5.6.2023, p. 14.

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Modification du règlement d'exécution (UE) 594/2023

Les annexes I et II du règlement d'exécution (UE) 2023/594 sont remplacées par le texte figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 4 juillet 2023.

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN

ANNEXE

Les annexes I et II du règlement d'exécution (UE) 2023/594 sont remplacées par le texte suivant:

«ANNEXE I

ZONES RÉGLEMENTÉES I, II ET III

PARTIE I

1. Allemagne

Les zones réglementées I suivantes en Allemagne:

Bundesland Brandenburg:

— Landkreis Dahme-Spreewald:

- Gemeinde Alt Zauche-Wußwerk,
- Gemeinde Byhleguhre-Byhlen,
- Gemeinde Märkische Heide, mit den Gemarkungen Alt Schadow, Neu Schadow, Pretschen, Plattkow, Wittmannsdorf, Schuhlen-Wiese, Bückchen, Kuschkow, Gröditsch, Groß Leuthen, Leibchel, Glietz, Groß Leine, Dollgen, Krugau, Dürrenhofe, Biebersdorf und Klein Leine,
- Gemeinde Neu Zauche,
- Gemeinde Schwielochsee mit den Gemarkungen Groß Liebitz, Guhlen, Mochow und Siegadel,
- Gemeinde Spreewaldheide,
- Gemeinde Straupitz,

— Landkreis Märkisch-Oderland:

- Gemeinde Müncheberg mit den Gemarkungen Müncheberg, Eggersdorf bei Müncheberg und Hoppegarten bei Müncheberg,
- Gemeinde Bliesdorf mit den Gemarkungen Kunersdorf - westlich der B167 und Bliesdorf - westlich der B167
- Gemeinde Märkische Höhe mit den Gemarkungen Reichenberg und Batzlow,
- Gemeinde Wriezen mit den Gemarkungen Haselberg, Frankenfelde, Schulzendorf, Lüdersdorf Biesdorf, Rathsdorf - westlich der B 167 und Wriezen - westlich der B167
- Gemeinde Buckow (Märkische Schweiz),
- Gemeinde Strausberg mit den Gemarkungen Hohenstein und Ruhlsdorf,
- Gemeine Garzau-Garzin,
- Gemeinde Waldsiefersdorf,
- Gemeinde Rehfelde mit der Gemarkung Werder,
- Gemeinde Reichenow-Mögelin,
- Gemeinde Prötzel mit den Gemarkungen Harnekop, Sternebeck und Prötzel östlich der B 168 und der L35,
- Gemeinde Oberbarnim,
- Gemeinde Bad Freienwalde mit der Gemarkung Sonnenburg,
- Gemeinde Falkenberg mit den Gemarkungen Dannenberg, Falkenberg westlich der L 35, Gersdorf und Krüge,
- Gemeinde Höhenland mit den Gemarkungen Steinbeck, Wollenberg und Wölsickendorf,

— Landkreis Barnim:

- Gemeinde Joachimsthal östlich der L220 (Eberswalder Straße), östlich der L23 (Töpferstraße und Templiner Straße), östlich der L239 (Glambecker Straße) und Schorfheide (JO) östlich der L238,

- Gemeinde Friedrichswalde mit der Gemarkung Glambeck östlich der L 239,
- Gemeinde Althüttendorf,
- Gemeinde Ziethen mit den Gemarkungen Groß Ziethen und Klein Ziethen westlich der B198,
- Gemeinde Chorin mit den Gemarkungen Golzow, Senftenhütte, Buchholz, Schorfheide (Ch), Chorin westlich der L200 und Sandkrug nördlich der L200,
- Gemeinde Britz,
- Gemeinde Schorfheide mit den Gemarkungen Altenhof, Werbellin, Lichterfelde und Finowfurt,
- Gemeinde (Stadt) Eberswalde mit den Gemarkungen Finow und Spechthausen und der Gemarkung Eberswalde südlich der B167 und westlich der L200,
- Gemeinde Breydin,
- Gemeinde Melchow,
- Gemeinde Sydower Fließ mit der Gemarkung Grüntal nördlich der K6006 (Landstraße nach Tuchen), östlich der Schönholzer Straße und östlich Am Postweg,
- Hohenfinow südlich der B167,
- Landkreis Uckermark:
 - Gemeinde Passow mit den Gemarkungen Briest, Passow und Schönow,
 - Gemeinde Mark Landin mit den Gemarkungen Landin nördlich der B2, Grünow und Schönermark,
 - Gemeinde Angermünde mit den Gemarkungen Frauenhagen, Mürow, Angermünde nördlich und nordwestlich der B2, Dobberzin nördlich der B2, Kerkow, Welsow, Bruchhagen, Greiffenberg, Günterberg, Biesenbrow, Görldorf, Wolletz und Altkünkendorf,
 - Gemeinde Zichow,
 - Gemeinde Casekow mit den Gemarkungen Blumberg, Wartin, Luckow-Petershagen und den Gemarkungen Biesendahlshof und Casekow westlich der L272 und nördlich der L27,
 - Gemeinde Hohenselchow-Groß Pinnow mit der Gemarkung Hohenselchow nördlich der L27,
 - Gemeinde Tantow,
 - Gemeinde Mescherin mit der Gemarkung Radekow, der Gemarkung Rosow südlich der K 7311 und der Gemarkung Neurochlitz westlich der B2,
 - Gemeinde Gartz (Oder) mit der Gemarkung Geesow westlich der B2 sowie den Gemarkungen Gartz und Hohenreinkendorf nördlich der L27 und der B2 bis zur Kastanienallee, dort links abbiegend dem Schülerweg folgend bis Höhe Bahnhof, von hier in östlicher Richtung den Salveybach kreuzend bis zum Tantower Weg, diesen in nördlicher Richtung bis zu Stettiner Straße, diese weiter folgend bis zur B2, dieser in nördlicher Richtung folgend,
 - Gemeinde Pinnow nördlich und westlich der B2,
- Landkreis Oder-Spree:
 - Gemeinde Storkow (Mark),
 - Gemeinde Spreenhagen mit den Gemarkungen Braunsdorf, Markgrafpieske, Lebbin und Spreenhagen,
 - Gemeinde Grünheide (Mark) mit den Gemarkungen Kagel, Kienbaum und Hangelsberg,
 - Gemeinde Fürstenwalde westlich der B 168 und nördlich der L 36,
 - Gemeinde Rauen,
 - Gemeinde Wendisch Rietz bis zur östlichen Uferzone des Scharmützelsees und von der südlichen Spitze des Scharmützelsees südlich der B246,
 - Gemeinde Reichenwalde,

- Gemeinde Bad Saarow mit der Gemarkung Petersdorf und der Gemarkung Bad Saarow-Pieskow westlich der östlichen Uferzone des Scharmützelsees und ab nördlicher Spitze westlich der L35,
- Gemeinde Tauche mit der Gemarkung Werder,
- Gemeinde Steinhöfel mit den Gemarkungen Jänickendorf, Schönfelde, Beerfelde, Gölsdorf, Buchholz, Tempelberg und den Gemarkungen Steinhöfel, Hasenfelde und Heinersdorf westlich der L36 und der Gemarkung Neuendorf im Sande nördlich der L36,
- Landkreis Spree-Neiße:
 - Gemeinde Turnow-Preilack mit der Gemarkung Turnow,
 - Gemeinde Drachhausen,
 - Gemeinde Schmogrow-Fehrow,
 - Gemeinde Drehnow,
 - Gemeinde Guhrow,
 - Gemeinde Werben,
 - Gemeinde Dissen-Striesow,
 - Gemeinde Briesen,
 - Gemeinde Kolkwitz mit den Gemarkungen Babow, Eichow und Milkersdorf,
 - Gemeinde Burg (Spreewald),
- Landkreis Oberspreewald-Lausitz:
 - Gemeinde Lauchhammer,
 - Gemeinde Schwarzheide,
 - Gemeinde Schipkau,
 - Gemeinde Senftenberg mit den Gemarkungen Brieske, Niemtsch, Senftenberg und Reppist,
 - die Gemeinde Schwarzbach mit der Gemarkung Biehlen,
 - Gemeinde Großräschen mit den Gemarkungen Wormlage, Saalhausen, Barzig, Freienhufen, Großräschen,
 - Gemeinde Vetschau/Spreewald mit den Gemarkungen: Naundorf, Fleißdorf, Suschow, Stradow, Göritz, Koßwig, Vetschau, Repten, Tornitz, Missen und Orgosen,
 - Gemeinde Calau mit den Gemarkungen: Kalkwitz, Mlode, Saßleben, Reuden, Bolschwitz, Säritz, Calau, Kemmen, Werchow und Gollmitz,
 - Gemeinde Luckaitztal,
 - Gemeinde Bronkow,
 - Gemeinde Altdöbern mit der Gemarkung Altdöbern westlich der Bahnlinie,
 - Gemeinde Tettau,
- Landkreis Elbe-Elster:
 - Gemeinde Großthiemig,
 - Gemeinde Hirschfeld,
 - Gemeinde Gröden,
 - Gemeinde Schraden,
 - Gemeinde Merzdorf,
 - Gemeinde Röderland mit der Gemarkung Wainsdorf, Präsen, Stolzenhain a.d. Röder,
 - Gemeinde Plessa mit der Gemarkung Plessa,

- Landkreis Prignitz
 - Gemeinde Karstädt mit den Gemarkungen Neuhoft südöstlich der Neuhausener Straße, Kribbe südlich der Kreisstraße 7045, Dallmin südlich der L133 und K7045 begrenzt durch die Bahnstrecke Berlin-Hamburg, , Groß Warnow östlich der Bahnstrecke Berlin-Hamburg, Reckenzin östlich der Bahnstrecke Berlin-Hamburg, Klein Warnow östlich der Bahnstrecke Berlin-Hamburg, Streesow östlich der Bahnstrecke Berlin-Hamburg
 - Gemeinde Putlitz mit den Gemarkungen Porep nördlich der A24, Telschow nördlich der A24, Lütendorf östlich der L13, Weitgendorf östlich der L 13, Putlitz südlich des Hülsebecker Damm, Nettelbeck nördlich der A24, Sagast südlich des Grabens 1/12/05
 - Gemeinde Pirow mit den Gemarkungen Pirow, Burow, Bresch und Hülsebeck südlich der L104
 - Gemeinde Berge mit den Gemarkungen Neuhausen östlich der L10, Berge südlich der Schulstraße/östlich der Perleberger Straße,

Bundesland Sachsen:

- Stadt Dresden:
 - Stadtgebiet, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Landkreis Meißen:
 - Gemeinde Diera-Zehren, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
 - Gemeinde Glaubitz, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
 - Gemeinde Hirschstein,
 - Gemeinde Käbschütztal,
 - Gemeinde Klipphausen, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
 - Gemeinde Niederau, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
 - Gemeinde Nünchritz, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
 - Gemeinde Röderaue, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
 - Gemeinde Stadt Gröditz, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
 - Gemeinde Stadt Lommatzsch,
 - Gemeinde Stadt Meißen, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
 - Gemeinde Stadt Nossen,
 - Gemeinde Stadt Riesa,
 - Gemeinde Stadt Strehla,
 - Gemeinde Stauchitz,
 - Gemeinde Wülknitz, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
 - Gemeinde Zeithain,
- Landkreis Mittelsachsen:
 - Gemeinde Großweitzschen mit den Ortsteilen Döschütz, Gadewitz, Niederranschütz, Redemitz,
 - Gemeinde Ostrau mit den Ortsteilen Auerschütz, Beutig, Binnewitz, Clanzschwitz, Delmschütz, Döhlen, Jahna, Kattnitz, Kiebitz, Merschütz, Münchhof, Niederlützschera, Noschkowitz, Oberlützschera, Obersteina, Ostrau, Pulsitz, Rittnitz, Schlagwitz, Schmorren, Schrebitz, Sömnitz, Trebanitz, Zschochau,
 - Gemeinde Reinsberg,
 - Gemeinde Stadt Döbeln mit den Ortsteilen Beicha, Bormitz, Choren, Döbeln, Dreißig, Geleitshäuser, Gertitzsch, Gödelitz, Großsteinbach, Juchhöf, Kleinmockritz, Leschen, Lüttewitz, Maltitz, Markritz, Meila, Mochau, Nelkanitz, Oberranschütz, Petersberg, Präbschütz, Prüfern, Schallhausen, Schweinnitz, Simselwitz, Theeschütz, Zschackwitz, Zschäsütz,
 - Gemeinde Stadt Großschirma mit den Ortsteilen Obergruna, Siebenlehn,

- Gemeinde Stadt Roßwein mit den Ortsteilen Gleisberg, Haßlau, Klinge, Naußlitz, Neuseifersdorf, Niederforst, Ossig, Roßwein, Seifersdorf, Wetersdorf, Wetterwitz,
 - Gemeinde Striegistal mit den Ortsteilen Gersdorf, Kummersheim, Marbach,
 - Gemeinde Zschaitz-Ottewig,
 - Landkreis Nordsachsen:
 - Gemeinde Arzberg mit den Ortsteilen Stehla, Tauschwitz,
 - Gemeinde Cavertitz mit den Ortsteilen Außig, Cavertitz, Klingenhain, Schirmenitz, Treptitz,
 - Gemeinde Liebschützberg mit den Ortsteilen Borna, Bornitz, Clanzschwitz, Ganzig, Kleinragewitz, Laas, Leckwitz, Liebschütz, Sahlissan, Schönnewitz, Terpitz östlich der Querung am Käferberg, Wadewitz, Zaußwitz,
 - Gemeinde Naundorf mit den Ortsteilen Casabra, Gastewitz, Haage, Hof, Hohenwussen, Kreina, Nasenberg, Raitzen, Reppen, Salbitz, Stennschütz, Zeicha,
 - Gemeinde Stadt Belgern-Schildau mit den Ortsteilen Ammelgoßwitz, Dröschkau, Liebersee östlich der B182, Oelzschau, Seydewitz, Staritz, Wohlau,
 - Gemeinde Stadt Mügeln mit den Ortsteilen Mahris, Schweta südlich der K8908, Zschannewitz,
 - Gemeinde Stadt Oschatz mit den Ortsteilen Lonnewitz östlich des Sandbaches und nördlich der B6, Oschatz östlich des Schmorkauer Wegs und nördlich der S28, Rechau, Schmorkau, Zöschau,
 - Landkreis Sächsische Schweiz-Osterzgebirge:
 - Gemeinde Bannewitz,
 - Gemeinde Dürrröhrsdorf-Dittersbach,
 - Gemeinde Kreischa,
 - Gemeinde Lohmen,
 - Gemeinde Mügglitztal,
 - Gemeinde Stadt Dohna,
 - Gemeinde Stadt Freital,
 - Gemeinde Stadt Heidenau,
 - Gemeinde Stadt Hohnstein,
 - Gemeinde Stadt Neustadt i. Sa.,
 - Gemeinde Stadt Pirna,
 - Gemeinde Stadt Rabenau mit den Ortsteilen Lübau, Obernaundorf, Oelsa, Rabenau und Spechtritz,
 - Gemeinde Stadt Stolpen,
 - Gemeinde Stadt Tharandt mit den Ortsteilen Fördergersdorf, Großopitz, Kurort Hartha, Pohrsdorf und Spechtshausen,
 - Gemeinde Stadt Wilsdruff, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Bundesland Mecklenburg-Vorpommern:
- Landkreis Vorpommern Greifswald
 - Gemeinde Penkun,
 - Gemeinde Nadrensee,
 - Gemeinde Krackow,
 - Gemeinde Glasow,
 - Gemeinde Grambow,
 - Landkreis Ludwigslust-Parchim:
 - Gemeinde Balow mit den Ortsteilen und der Ortslage: Balow,

- Gemeinde Dambeck mit den Ortsteilen und der Ortslage: Dambeck (bei Ludwigslust),
- Gemeinde Groß Godems mit den Ortsteilen und den Ortslagen: Groß Godems und Klein Godems,
- Gemeinde Karrenzin mit den Ortsteilen und der Ortslage: Repzin,
- Gemeinde Möllenbeck mit den Ortsteilen und den Ortslagen: Carlshof (bei Neustadt-Glewe), Menzendorf (bei Neustadt-Glewe), Möllenbeck (bei Ludwigslust),
- Gemeinde Muchow mit den Ortsteilen und der Ortslage: Muchow,
- Gemeinde Parchim mit den Ortsteilen und der Ortslage: Slate,
- Gemeinde Prislisch mit den Ortsteilen und den Ortslagen: Marienhof (bei Grabow), Neese, Prislisch, Werle (bei Ludwigslust / mv),
- Gemeinde Ruhner Berge mit den Ortsteilen und den Ortslagen: Drenkow, Jarchow, Poitendorf, Polnitz, Suckow (bei Parchim), Zachow (bei Parchim),
- Gemeinde Stolpe mit den Ortsteilen und den Ortslagen: Barkow (bei Parchim), Granzin (bei Parchim), Stolpe (bei Neustadt-Glewe),
- Gemeinde Zierzow mit den Ortsteilen und den Ortslagen: Kolbow, Zierzow (bei Ludwigslust).

2. Estonie

Les zones réglementées I suivantes en Estonie:

- Hiiu maakond.

3. Lettonie

Les zones réglementées I suivantes en Lettonie:

- Dienvidkurzemes novada, Nīcas pagasta daļa uz ziemeļiem no apdzīvotas vietas Bernāti, autoceļā V1232, A11, V1222, Bārtas upes, Otaņķu pagasts,
- Ropažu novada Stopiņu pagasta daļa, kas atrodas uz rietumiem no autoceļā V36, P4 un P5, Acones ielas, Daugulupes ielas un Daugulupītes.

4. Lituanie

Les zones réglementées I suivantes en Lituanie:

- Klaipėdos rajono savivaldybė: Agluonėnų, Dovių, Gargždų, Priekulės, Vėžaičių, Kretingalės ir Dauparų-Kvietinių seniūnijos,
- Palangos miesto savivaldybė.

5. Hongrie

Les zones réglementées I suivantes en Hongrie:

- Békés megye 950150, 950250, 950350, 950450, 950550, 950650, 950660, 950750, 950850, 950860, 950950, 950960, 950970, 951050, 951150, 951250, 951260, 951350, 951950, 952050, 952150, 952250, 952550, 952750, 952850, 952950, 953050, 953150, 953250, 953260, 953270, 953350, 953450, 953550, 953560, 953650, 953660, 953750, 953850, 953950, 953960, 954050, 954060, 954150, 954250, 954260, 954350, 954450, 954550, 954650, 954750, 954850, 954860, 954950, 955050, 955150, 955250, 955260, 955270, 955350, 955450, 955510, 955650, 955750, 955760, 955850, 955950, 956050, 956060, 956150, 956160, 956250, 956450, 956550, 956650 és 956750 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Bács-Kiskun megye 600150, 600850 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Budapest 1 kódszámú, vadgazdálkodási tevékenységre nem alkalmas területe,
- Fejér megye 400150, 400250, 400351, 400352, 400450, 400550, 401150, 401250, 401350, 402050, 402350, 402360, 402850, 402950, 403050, 403450, 403550, 403650, 403750, 403950, 403960, 403970, 404650, 404750, 404850, 404950, 404960, 405050, 405750, 405850, 405950,
- 406050, 406150, 406550, 406650 és 406750 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Győr-Moson-Sopron megye 100550, 100650, 100950, 101050, 101350, 101450, 101550, 101560 és 102150 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

- Jász-Nagykun-Szolnok megye 750150, 750160, 750260, 750350, 750450, 750460, 751250, 751260, 751350, 751360, 751750, 751850, 751950, 753650, 753750, 753850, 753950, 753960, 754050, 754360, 754450, 754550, 754560, 754570, 754650, 754750, 754850 és 755450 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Komárom-Esztergom megye 250150, 250250, 250450, 250460, 250550, 250650, 250750, 251050, 251150, 251250, 251350, 251360, 251650, 251750, 251850, 252250, kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Pest megye 571550, 572150, 572250, 572350, 572550, 572650, 572750, 572850, 572950, 573150, 573250, 573260, 573350, 573360, 573450, 573850, 573950, 573960, 574050, 574150, 574350, 574360, 574550, 574650, 574750, 574850, 574860, 574950, 575050, 575150, 575250, 575350, 575550, 575650, 575750, 575850, 575950, 576050, 576150, 576250, 576350, 576450, 576650, 576750, 576850, 576950, 577050, 577150, 577250, 577350, 577450, 577650, 577850, 577950, 578050, 578150, 578250, 578350, 578360, 578450, 578550, 578560, 578650, 578850, 578950, 579050, 579150, 579250, 579350, 579450, 579460, 579550, 579650, 579750, 580250 és 580450 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe.

6. Pologne

Les zones réglementées I suivantes en Pologne:

w województwie kujawsko - pomorskim:

- powiat rypiński,
- powiat brodnicki,
- powiat grudziądzki,
- powiat miejski Grudziądz,
- powiat wąbrzeski,

w województwie warmińsko-mazurskim:

- gmina Rozogi w powiecie szczycieńskim,

w województwie podlaskim:

- gminy Wysokie Mazowieckie z miastem Wysokie Mazowieckie, Czyżew i część gminy Kulesze Kościelne położona na południe od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie wysokomazowieckim,
- powiat łomżyński,
- gminy Turośl, Mały Płock w powiecie kolneńskim,
- powiat zambrowski,
- powiat miejski Łomża,

w województwie mazowieckim:

- powiat ostrołęcki,
- powiat miejski Ostrołęka,
- gminy Bodzanów, Bulkowo, Gąbin, Mała Wieś, Słubice, Słupno, Wyszogród w powiecie płockim,
- powiat ciechanowski,
- powiat płoński,
- gminy Rościszewo i Szczutowo w powiecie sierpeckim,
- gminy Nowa Sucha, Teresin, Sochaczew z miastem Sochaczew w powiecie sochaczewskim,
- część powiatu żyrardowskiego niewymieniona w części II załącznika I,
- część powiatu grodziskiego niewymieniona w części II załącznika I,
- gminy Baranów i Jaktorów w powiecie grodziskim

- gmina Biezuń, Lutocin, Siemiątkowo i Żuromin w powiecie żuromińskim,
 - część powiatu ostrowskiego niewymieniona w części II załącznika I,
 - gminy Dzieżgowo, Lipowiec Kościelny, Mława, Radzanów, Strzegowo, Stupsk, Szreńsk, Szydłowo, Wiśniewo w powiecie mławskim,
 - powiat przasnyski,
 - powiat makowski,
 - powiat pułtuski,
 - część powiatu wyszkowskiego niewymieniona w części II załącznika I,
 - część powiatu węgrowskiego niewymieniona w części II załącznika I,
 - część powiatu wołomińskiego niewymieniona w części II załącznika I,
 - gminy Mokobody i Suchożebry w powiecie siedleckim,
 - gminy Ceglów, Dębe Wielkie, Dobrze, Halinów, Jakubów, Mińsk Mazowiecki z miastem Mińsk Mazowiecki, Kałuszyn, Mrozy, Stanisławów w powiecie mińskim,
 - gminy Bielany i gmina wiejska Sokołów Podlaski w powiecie sokołowskim,
 - gminy Pacyna, Sanniki w powiecie gostyński,
 - gminy Gózd, Iłża, Skaryszew w powiecie radomskim,
 - gminy Ciepeliów, Lipsko, Rzecznów, Siemno w powiecie lipskim,
 - gminy Kazanów, Policzna, Tczów, Zwolen w powiecie zwoleńskim,
- w województwie podkarpackim:
- gminy Tarnowiec, miasto Jasło, część gminy wiejskiej Jasło położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 28 biegnącą od zachodniej granicy gminy do granicy miasta Jasło oraz na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 992 biegnącą od południowej granicy gminy do granicy miasta Jasło, część gminy Nowy Żmigród położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 993, część gminy Skołyszyn położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 28 w powiecie jasielskim,
 - gmina Grodzisko Dolne w powiecie leżajskim,
 - część powiatu ropczycko – sędziszowskiego niewymieniona w części II załącznika I,
 - gminy Chłopice, Pawłosiów, Jarosław z miastem Jarosław w powiecie jarosławskim,
 - gminy Fredropol, Krasiczyn, Krzywca, Przemyśl, część gminy Orły położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 77, część gminy Żurawica na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 77 w powiecie przemyskim,
 - powiat miejski Przemyśl,
 - gminy Adamówka, Sieniawa, Tryńcza, Przeworsk z miastem Przeworsk, część gminy Zarzecze położona na północ od linii wyznaczonej przez rzekę Mleczka w powiecie przeworskim,
 - gminy Rakszawa, Żółnia w powiecie łańcuckim,
 - gminy Trzebownik, Głogów Małopolski, część gminy Świlcza położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 94 i część gminy Sokołów Małopolski położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 875 w powiecie rzeszowskim,
 - gmina Raniżów w powiecie kolbuszowskim,
 - część powiatu dębickiego niewymieniona w części II załącznika I,
 - gminy Chorkówka, Iwonicz Zdrój, Jedlicze, Miejsce Piastowe, Krościenko Wyżne, część gminy Dukla położona na północ od linii wyznaczonej przez drogi: nr 993 biegnącą od zachodniej granicy gminy do miejscowości Dukla i drogę łączącą miejscowości Dukla – Cergowa - Jasionka biegnącą do wschodniej granicy gminy w powiecie krośnieńskim,
 - powiat miejski Krosno,

— gminy Bukowsko, Zagórz, część gminy Zarszyn położona na północ od linii wyznaczonej przez linię kolejową biegnącą od zachodniej do wschodniej granicy gminy, część gminy wiejskiej Sanok położona na zachód od linii wyznaczonej przez droge nr 886 biegnącą od północnej granicy gminy do granicy gminy miejskiej Sanok oraz na południe od granicy miasta Sanok, część gminy Komańcza położona na wschód od linii wyznaczonej przez linię kolejową biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 889 oraz na północ od drogi nr 889 biegnącej od tego skrzyżowania do północnej granicy gminy w powiecie sanockim,

— gmina Cisna w powiecie leskim,

— gminy Lutowska, Czarna, Ustrzyki Dolne w powiecie bieszczadzkim,

— gmina Haczów, część gminy Brzozów położona na zachód od linii wyznaczonej przez droge nr 886 biegnącą od północnej do południowej granicy gminy w powiecie brzozowskim,

w województwie świętokrzyskim:

— powiat buski,

— powiat skarżyski,

— część powiatu opatowskiego niewymieniona w części II załącznika I,

— część powiatu sandomierskiego niewymieniona w części II załącznika I,

— powiat staszowski,

— gminy Mirzec, Brody, część gminy Wąchock położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 42 w powiecie starachowickim,

— powiat ostrowiecki,

— gminy Gowarczów, Końskie, Stąporków w powiecie koneckim,

w województwie łódzkim:

— gminy Łyszkowice, Kocierzew Południowy, Kiernozia, Chaśno, Nieborów, część gminy wiejskiej Łowicz położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 92 biegnącą od granicy miasta Łowicz do zachodniej granicy gminy oraz część gminy wiejskiej Łowicz położona na wschód od granicy miasta Łowicz i na północ od granicy gminy Nieborów w powiecie łowickim,

— gminy Cielądz, Rawa Mazowiecka z miastem Rawa Mazowiecka w powiecie rawskim,

— gminy Bolimów, Głuchów, Godzianów, Lipce Reymontowskie, Maków, Nowy Kawęczyn, Skierniewice, Słupia w powiecie skierniewickim,

— powiat miejski Skierniewice,

— powiat opoczyński,

— gminy Czerniewice, Inowłódz, Lubochnia, Rzeczyca, Tomaszów Mazowiecki z miastem Tomaszów Mazowiecki, Zelechlinek w powiecie tomaszowskim,

w województwie pomorskim:

— gminy Ostaszewo, miasto Krynica Morska oraz część gminy Nowy Dwór Gdański położona na południowy - zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 55 biegnącą od południowej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 7, następnie przez drogę nr 7 i S7 biegnącą do zachodniej granicy gminy w powiecie nowodworskim,

— gminy Lichnowy, Miłoradz, Malbork z miastem Malbork, część gminy Nowy Staw położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 55 w powiecie malborskim,

— gmina Sztum w powiecie sztumskim,

— gminy Cedry Wielkie, Suchy Dąb, Pszczółki, miasto Pruszcz Gdański, część gminy wiejskiej Pruszcz Gdański położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę A1 w powiecie gdańskim,

— Miasto Gdańsk,

— powiat tczewski,

— część powiatu kwidzyńskiego niewymieniona w części II załącznika I,

w województwie lubuskim:

- gmina Lubiszyn w powiecie gorzowskim,
- powiat strzelecko – drezdenecki,

w województwie dolnośląskim:

- gminy Międzybórz, Syców, Twardogóra, część gminy wiejskiej Oleśnica położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr S8, część gminy Dobroszyce położona na wschód od linii wyznaczonej przez linię kolejową biegnącą od północnej do południowej granicy gminy w powiecie oleśnickim,
- gminy Jordanów Śląski, Kobierzyce, Sobótka, część gminy Żórawina położona na zachód od linii wyznaczonej przez autostradę A4, część w powiecie wrocławskim,
- część gminy Domaniów położona na południowy zachód od linii wyznaczonej przez autostradę A4 w powiecie oławskim,
- gmina Wiązów w powiecie strzelińskim,
- gminy Pielgrzymka, miasto Złotoryja, część gminy wiejskiej Złotoryja położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę biegnącą od północnej granicy gminy w miejscowości Nowa Wieś Złotoryjska do granicy miasta Złotoryja oraz na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 382 biegnącą od granicy miasta Złotoryja do wschodniej granicy gminy w powiecie złotoryjskim,
- gminy Janowice Wielkie, Mysłakowice, Stara Kamienica, Szklarska Poręba w powiecie karkonoskim,
- część powiatu miejskiego Jelenia Góra położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 366,
- gminy Bolków, Paszowice, miasto Jawor, część gminy Męcinka położona na południe od drogi nr 363 w powiecie jaworskim,
- gminy Dobromierz i Marcinowice w powiecie świdnickim,
- gminy Dzierżoniów, Pieszyce, miasto Bielawa, miasto Dzierżoniów w powiecie dzierżoniowskim,
- gminy Głuszycza, Mioszów w powiecie wałbrzyskim,
- gmina Nowa Ruda i miasto Nowa Ruda w powiecie kłodzkim,
- gminy Kamienna Góra, Marciszów i miasto Kamienna Góra w powiecie kamiennogórskim,

w województwie wielkopolskim:

- gminy Koźmin Wielkopolski, Rozdrażew w powiecie krotoszyńskim,
- gminy Książ Wielkopolski, część gminy Dolsk położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 434 biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 437, a następnie na wschód od drogi nr 437 biegnącej od skrzyżowania z drogą nr 434 do południowej granicy gminy, w powiecie śremskim,
- gminy Borek Wielkopolski, Piaski, Pogorzela, w powiecie gostyńskim,
- gminy Kleszczewo, Kostrzyn, Pobiedziska, w powiecie poznańskim,
- gmina Kiszkowo i część gminy Kłecko położona na zachód od rzeki Mała Wełna w powiecie gnieźnieńskim,
- powiat czarnkowsko-trzcianecki,
- część gminy Wronki położona na północ od linii wyznaczonej przez rzekę Wartę biegnącą od zachodniej granicy gminy do przecięcia z drogą nr 182, a następnie na wschód od linii wyznaczonej przez drogi nr 182 oraz 184 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 182 do południowej granicy gminy w powiecie szamotulskim,
- gmina Budzyń w powiecie chodzieskim,
- gminy Mieścisko, Skoki i Wągrowiec z miastem Wągrowiec w powiecie wągrowieckim,
- gmina Dobrzyca w powiecie pleszewskim,

- gminy Odolanów, Przygodzice, Raszków, Sośnie, miasto Ostrów Wielkopolski, część gminy wiejskiej Ostrów Wielkopolski położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Sulisław – Łąkociny – Wierzбно i na zachód od miasta Ostrów Wielkopolski oraz część gminy wiejskiej Ostrów Wielkopolski położona na wschód od miasta Ostrów Wielkopolski w powiecie ostrowskim,
- gmina Kobyła Góra w powiecie ostrzeszowskim,
- gminy Baranów, Bralin, Perzów, Rychtal, Trzcينica, Łęka Opatowska w powiecie kępińskim,
- część powiatu średzkiego niewymieniona w części II załącznika I,

w województwie opolskim:

- gmina Byczyna, część gminy Kluczbork położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 42 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 45, a następnie od tego skrzyżowania na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 45 do skrzyżowania z ulicą Fabryczną w miejscowości Kluczbork i dalej na północ od linii wyznaczonej przez ulicę Fabryczna -Dzierżonia – Strzelecka w miejscowości Kluczbork do wschodniej granicy gminy, część gminy Wołczyn położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 42 w powiecie kluczborskim,
- gminy Praszka, Gorzów Śląski, Radłów, Olesno, Zębowice, część gminy Rudniki położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 42 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 43 i na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 43 biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 42 w powiecie oleskim,
- część gminy Grodków położona na zachód od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie brzeskim,
- gminy Łambinowice, Pakosławice, Skoroszyce, część gminy Korfantów położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 407 w powiecie nyskim,
- część gminy Biała położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 407 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 414 i dalej na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 414 biegnącą od tego skrzyżowania do skrzyżowania z drogą nr 409, a następnie na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 409 biegnącą od tego skrzyżowania do wschodniej granicy gminy w powiecie prudnickim,
- gminy Chrzastowice, Ozimek, Komprachcice, Prószków, część gminy Łubniany położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Świerkle – Masów, ulicę Leśną w miejscowości Masów oraz na południe od ulicy Kolanowskiej biegnącej do wschodniej granicy gminy, część gminy Turawa położona na południe od linii wyznaczonej przez ulicę Powstańców Śląskich -Kolanowską -Opolską – Koterską w miejscowości Węgry i dalej na południe od drogi łączącej miejscowości Węgry- Kotórz Mały – Turawa – Rzędów – Kadłub Turawski – Zakrzów Turawski biegnącą do wschodniej granicy gminy w powiecie opolskim,
- powiat miejski Opole,

w województwie zachodniopomorskim:

- gminy Nowogródek Pomorski, Barlinek, część gminy Myślibórz położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 23 biegnącej od południowej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 26, następnie na wschód od drogi nr 26 biegnącej od tego skrzyżowania do skrzyżowania z drogą nr 119 i dalej na wschód od drogi nr 119 biegnącej od skrzyżowania z drogą nr 26 do północnej granicy gminy, część gminy Dębno położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 126 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 23 w miejscowości Dębno, następnie na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 23 do skrzyżowania z ul. Jana Pawła II w miejscowości Cychry, następnie na północ od ul. Jana Pawła II do skrzyżowania z ul. Ogrodową i dalej na północ od linii wyznaczonej przez ul. Ogrodową, której przedłużenie biegnie do wschodniej granicy gminy w powiecie myśliborskim,
- gminy Lipiany, Przelevice, Pyrzyce, Warnice w powiecie pyrzyckim,
- gminy Bierzwnik, Krzęcin, Pełczyce w powiecie choszczeńskim,
- część powiatu miejskiego Szczecin położona na zachód od linii wyznaczonej przez rzekę Odra Zachodnia biegnącą od północnej granicy gminy do przecięcia z drogą nr 10, następnie na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 10 biegnącą od przecięcia z linią wyznaczoną przez rzekę Odra Zachodnia do wschodniej granicy gminy,

- gminy Dobra (Szczecińska), Police w powiecie polickim,
- gmina Kobylanka, część gminy wiejskiej Stargard położona na południowy zachód od linii wyznaczonej przez południową i zachodnią granicę miasta Stargard w powiecie stargardzkim,

w województwie małopolskim:

- gminy Bobowa, Moszczenica, Łuzna, Ropa, część gminy wiejskiej Gorlice położona na północ od linii wyznaczonej przez linię kolejową biegnącą od wschodniej do zachodniej granicy gminy, część gminy Biecz położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 28 w powiecie gorlickim,
- powiat nowosądecki,
- gminy Czorsztyn, Krościenko nad Dunajcem, Ochotnica Dolna, Szczawnica w powiecie nowotarskim,
- powiat miejski Nowy Sącz,
- gminy Skrzyszów, Lisia Góra, Radłów, Wietrzychowice, Żabno, część gminy wiejskiej Tarnów położona na wschód od miasta Tarnów w powiecie tarnowskim,
- powiat dąbrowski,
- gminy Klucze, Bolesław, Bukowno w powiecie olkuskim,

w województwie śląskim:

- gmina Sławków w powiecie będzińskim,
- powiat miejski Jaworzno,
- powiat miejski Mysłowice,
- powiat miejski Katowice,
- powiat miejski Siemianowice Śląskie,
- powiat miejski Chorzów,
- powiat miejski Piekary Śląskie,
- powiat miejski Bytom,
- gminy Kalety, Ożarówce, Świerklaniec, Miasteczko Śląskie, Radzionków w powiecie tarnogórskim,
- gmina Woźniki w powiecie lublinieckim,
- gminy Myszków i Koziegłowy w powiecie myszkowskim,
- gminy Ogrodzieniec, Zawiercie, Włodowice w powiecie zawierciańskim.

7. Slovaquie

Les zones réglementées I suivantes en Slovaquie:

- dans le district de Nové Zámky, Sikenička, Pavlová, Bíňa, Kamenín, Kamenný Most, Malá nad Hronom, Belá, Lubá, Šarkan, Gbelce, Bruty, Mužla, Obid, Štúrovo, Nána, Kamenica nad Hronom, Chľaba, Leľa, Bajtava, Salka, Malé Kosihy,
- dans le district de Veľký Krtíš, les municipalités suivantes: Ipeľské Predmostie, Veľká nad Ipľom, Hrušov, Kleňany, Sečianky,
- dans le district de Levice, les municipalités suivantes: Keť, Čata, Pohronský Ruskov, Hronovce, Želiezovce, Zalaba, Malé Ludince, Šalov, Sikenica, Pastovce, Bielovce, Ipeľský Sokolec, Lontov, Kubáňovo, Szadice, Demandice, Dolné Semerovce, Vyškovce nad Ipľom, Preseľany nad Ipľom, Hrkovce, Tupá, Horné Semerovce, Hokovce, Slatina, Horné Turovce, Veľké Turovce, Šahy, Tešmak, Plášťovce, Ipeľské Uľany, Bátovce, Pečenice, Jabloňovce, Bohunice, Pukanec, Uhliská, Kalná nad Hronom, Nový Tekov, Malé Kozmálovce, Veľké Kozmálovce, Tlmače, Rybník, Hronské Kosihy, Čajkov, Nová Dedina, Devičany,
- dans le district de Krupina, les municipalités suivantes: Dudince, Terany, Hontianske Moravce, Sudince, Súdovce, Lišov,

- l'ensemble du district de Ružomberok, à l'exception des municipalités incluses dans la zone II,
- l'ensemble du district de Turčianske Teplice, à l'exception des municipalités incluses dans la zone II,
- dans le district de Martin, les municipalités suivantes: Blatnica, Folkušová, Necpaly, Belá-Dulice, Ďanová, Karlová, Laskár, Rakovo, Príbovce, Košťany nad Turcom, Socovce, Turčiansky Ďur, Kláštor pod Znievom, Slovany, Ležiachov, Benice,
- dans le district de Dolný Kubín, les municipalités suivantes: Kraľovany, Žaškov, Jasenová, Vyšný Kubín, Oravská Poruba, Leštiny, Osádka, Malatiná, Chlebnice, Krivá,
- dans le district de Tvrdošín, les municipalités suivantes: Oravský Biely Potok, Habovka, Zuberec,
- dans le district de Prievidza, les municipalités suivantes: Handlová, Cígeľ, Podhradie, Lehota pod Vtáčnikom, Ráztočno,
- l'ensemble du district de Partizánske, à l'exception des municipalités incluses dans la zone II,
- dans le district de Topoľčany, les municipalités suivantes: Krnča, Prázdnovce, Solčany, Nitrianska Streda, Čeladince, Kovarce, Súlovce, Oponice,
- dans le district de Nitra, les municipalités suivantes: Horné Lefantovce, Dolné Lefantovce, Bádice, Jelenec, Žirany, Podhorany, Nitrianske Hrnčiarovce, Štitáre, Pohranice, Hostová, Koliňany, Malý Lapáš, Dolné Obdokovce, Čeladice, Veľký Lapáš, Babindol, Malé Chyndice, Golianovo, Klasov, Veľké Chyndice, Nová Ves nad Žitavou, Paňa, Vrábľa, Tajná, Lúčnica nad Žitavou, Žitavce, Melek, Telince, Čifáre.

8. Italie

Les zones réglementées I suivantes en Italie:

Région Piémont:

- dans la province d'Alessandria, les municipalités suivantes: Casale Monferrato, Oviglio, Viguzzolo, Bergamasco, Castellar Guidobono, Berzano Di Tortona, Carentino, Frascaro, Borgoratto Alessandrino, Volpeglino, Gamalero, Volpedo, Pontecurone, Castelnuovo Scrivia, Alluvione Piovera, Sale, Bassignana, Pecetto di Valenza, Rivarone, Montecastello, Valenza, San Salvatore Monferrato, Castelletto Monferrato, Quargento, Solero, Pietra Marazzi,
- dans la province d'Asti, les municipalités suivantes: Nizza Monferrato, Incisa Scapaccino, Mombaruzzo, Maranzana, Castelletto Molina, Castelnuovo Belbo, Quaranti, Fontanile, Calamandrana, Bruno, Canelli, San Marzano Oliveto,
- dans la province de Cuneo, les municipalités suivantes: Bergolo, Pezzolo Valle Uzzone, Cortemilia, Levice, Castelletto Uzzone, Perletto, Castino, Cossano Belbo, Rocchetta Belbo, Santo Stefano Belbo, Gottasecca, Monesiglio, Sale delle Langhe, Camerana, Castelnuovo di Ceva, Priero, Prunetto, Montezemolo, Perlo,

Région Ligurie:

- dans la province de Gênes, les municipalités suivantes: Rovegno, Portofino, Santa Margherita Ligure, Camogli, Fontanigorda, Rezzoaglio, Orero, Coreglia Ligure, San Colombano Certenoli, Zoagli, Leivi, Chiavari, Borzonasca,
- dans la province de Savona, les municipalités suivantes: Bergeggi, Spotorno, Vezzi Portio, Noli, Orco Feglino, Bormida, Calice Ligure, Rialto, Osiglia, Murialdo,

Région Émilie-Romagne:

- dans la province de Piacenza, les municipalités suivantes: Cerignale, Ottone (est fiume Trebbia), Corte Brugnatella, Bobbio, Alta Val Tidone.

Région Lombardie:

- dans la province de Pavie, les municipalités suivantes: Rocca Susella, Montesegale, Godiasco, Borgoratto Mormorolo, Fortunago, Volpara, Borgo Priolo, Rocca De' Giorgi, Rivanazzano, Colli Verdi – Ruino e Canevino,

Région Lazio:

- dans la province de Rome:

Nord: les municipalités suivantes: Riano, Castelnuovo di Porto, Capena, Fiano Romano, Morlupo, Sacrofano, Magliano Romano, Formello, Campagnano di Roma, Anguillara,

Ouest: la municipalité de Fiumicino,

- Sud: la municipalité de Rome, entre les limites de la zone 2 (Nord), les limites de la municipalité de Fiumicino (Ouest), la rivière Tibre jusqu'à l'intersection avec l'autoroute Grande Raccordo Anulare, l'autoroute Grande Raccordo Anulare jusqu'à l'intersection avec l'autoroute A24, l'autoroute A24 jusqu'à l'intersection avec Viale del Tecnopolo, viale del Tecnopolo jusqu'à l'intersection avec les limites de la municipalité de Guidonia Montecelio,

Est: les municipalités suivantes: Guidonia Montecelio, Montelibretti, Palombara Sabina, Monterotondo, Mentana, Sant'Angelo Romano, Fonte Nuova.

Région Sardaigne:

- dans la province de Sardaigne du Sud, les municipalités suivantes: Escalaplano, Genuri, Gesico, Goni, Las Plassas, Setzu, Seui Isola Amministrativa, Siurgus Donigala, Suelli, Tuili, Villanovafranca

- dans la province de Nuoro, les municipalités suivantes: Atzara, Bitti, Bolotana, Bortigali, Dorgali, Elini, Elini Isola Amministrativa, Gairo, Girasole, Ilbono, Lanusei, Lei, Loceri, Lotzorai, Macomer a Ovest della SS 131, Noragugume, Oliena, Ortueri, Orune, Osini, Perdasefogu, Silanus, Sorgono, Tortolì, Ulassai

- dans la province d'Oristano, les municipalités suivantes: Albagiara, Ardauli, Assolo, Asuni, Bidonì, Gonnosnò, Neoneli, Nughedu Santa Vittoria, Samugheo, Sedilo, Senis, Sini, Sorradile

- dans la province de Sassari, les municipalités suivantes: Alà Dei Sardi, Ardara, Berchidda, Bonnanaro, Bonorva a ovest della SS 131, Borutta, Cheremule, Cossoine, Giave a ovest della SS 131, Mores a nord della SS 128bis - SP 63, Oschiri a nord della E 840, Ozieri a nord della Sp 63 - SP 1 - SS 199, Torralba a ovest della SS 131, Tula.

Région Calabre:

- dans la province de Reggio Calabria, les municipalités suivantes: Taurianova, Locri, Cittanova, Gerace, Rizziconi, Canolo, Antonimina, Portigliola, Gioia Tauro, Sant'Ilario dello Ionio, Agnana Calabria, Mammola, Melicucco, Polistena, Rosarno, San Ferdinando, San Giorgio Morgeto, Siderno, Placanica, Riace, San Giovanni di Gerace, Martone, Stilo, Marina di Gioiosa Jonica, Roccella Jonica, Maropati, Laureana di Borrello, Candidoni, Camini, Grotteria, Monasterace, Giffone, Pazzano, Gioiosa Ionica, Bivongi, Galatro, Stignano, San Pietro di Caridà, Serrata, Feroleto della Chiesa, Caulonia, Cinquefrondi, Anoaia.

9. Tchéquie

Les zones réglementées I suivantes en Tchéquie:

Liberecký kraj:

- v okrese Liberec katastrální území obcí Hrádek nad Nisou, Oldřichov v Hájích, Grabštejn, Václavice u Hrádku nad Nisou, Horní Vítkov, Dolní Vítkov, Bílý Kostel nad Nisou, Dolní Chrastava, Horní Chrastava, Chrastava I, Nová Ves u Chrastavy, Mlýnice, Albrechtice u Frýdlantu, Kristiánov, Heřmanice u Frýdlantu, Dětrichov u Frýdlantu, Mníšek u Liberce, Oldřichov na Hranicích, Machnín, Svárov u Liberce, Desná I, Krásná Studánka, Stráž nad Nisou, Fojtka, Radčice u Krásné Studánky, Kateřinky u Liberce, Staré Pavlovice, Nové Pavlovice, Růžodol I, Františkov u Liberce, Liberec, Ruprechtice, Rudolfov, Horní Růžodol, Rochlice u Liberce, Starý Harcov, Vratislavice nad Nisou, Kunratice u Liberce, Proseč nad Nisou, Lukášov, Rýnovice, Jablonec nad Nisou, Jablonecké Paseky, Jindřichov nad Nisou, Mšeno nad Nisou, Lučany nad Nisou, Smržovka, Tanvald, Jiřetín pod Bukovou, Dolní Maxov, Antonínov, Horní Maxov, Karlov u Josefova Dolu, Loučná nad Nisou, Hraničná nad Nisou, Janov nad Nisou, Bedřichov u Jablonce nad Nisou, Josefův Důl u Jablonce nad Nisou, Albrechtice v Jizerských horách, Desná III, Polubný, Harrachov, Jizerka, Hejnice, Bílý Potok pod Smrkem, Andělská Hora u Chrastavy, Benešovice u Všelibic, Cetenov, Česká Ves v Podještědí, Dolní Sedlo, Dolní Suchá u Chotyně, Donín u Hrádku nad Nisou, Družcov, Hlavice, Hrubý Lesnov, Chotyně, Chrastava II, Chrastná, Jablonné v Podještědí, Janovice v Podještědí, Janův Důl, Jítrava, Kněžice v Lužických horách, Kotel, Kryštofovo Údolí, Křižany, Lázně Kundratice, Loučná, Lvová, Malčice u Všelibic, Markvartice v Podještědí, Nesvačily u Všelibic, Novina u Liberce, Osečná, Panenská Hůrka, Polesí u Rynoltic, Postřelná, Přibyslavice, Rynoltice, Smržov u Českého Dubu, Vápno, Všelibice, Zábrdí u Osečné, Zdislava, Žibřidice,

- v okrese Česká Lípa katastrální území obcí Bezděz, Blatce, Brniště, Břevniště pod Ralskem, Česká Lípa, Deštná u Dubé, Dobranov, Dražejov u Dubé, Drchlava, Dřevčice, Dubá, Dubice u České Lípy, Dubnice pod Ralskem, Hamr na Jezeře, Heřmaničky u Dobranova, Hlemýždí, Holany, Horky u Dubé, Horní Krupá, Houska, Chlum u Dubé, Jabloneček, Jestřebí u České Lípy, Kamenice u Zákup, Korce, Kruh v Podbezdězí, Kvítkov u České Lípy, Lasvice, Loubí pod Vlhostí, Luhov u Mimoně, Luka, Maršovice u Dubé, Náhlov, Nedamov, Noviny pod Ralskem, Obora v Podbezdězí, Okna v Podbezdězí, Okřešice u České Lípy, Pavlovice u Jestřebí, Písečná u Dobranova, Skalka u Doks, Sosnová u České Lípy, Srní u České Lípy, Stará Lípa, Starý Šidlov, Stráž pod Ralskem, Šváby, Tachov u Doks, Tubož, Újezd u Jestřebí, Velenice u Zákup, Velký Grunov, Velký Valtinov, Vítkov u Dobranova, Vlčí Důl, Vojetín, Vrchovany, Zahrádky u České Lípy, Zákupy, Zbyny, Žďár v Podbezdězí, Ždírec v Podbezdězí, Žizníkov,

Středočeský kraj

- v okrese Mladá Boleslav katastrální území obcí Bezdědice, Březovice pod Bezdězem, Víška u Březovic, Dolní Krupá u Mnichova Hradiště, Mukařov u Jiviny, Neveklovice, Strážiště u Jiviny, Vicmanov, Vrchbělá, Březinka pod Bezdězem, Bělá pod Bezdězem, Dolní Rokytá, Horní Rokytá, Rostkov, Kozmice u Jiviny.

10. Grèce

Les zones réglementées I suivantes en Grèce:

- dans l'unité régionale de Drama:
 - les départements communaux de Sidironero et Skaloti et les départements municipaux de Livadero et Ksiropotamo (dans la municipalité de Drama),
 - le département municipal de Paranesti (dans la municipalité de Paranesti),
 - les départements municipaux de Prosotsani, Kokkinogeia, Mikropoli, Panorama, Pyrgoi (dans la municipalité de Prosotsani),
 - les départements municipaux de Kato Nevrokopi, Chrysokefalo, Achladea, Vathytopos, Volakas, Granitis, Dasotos, Eksohi, Katafyto, Lefkogeia, Mikrokleisoura, Mikromilea, Ochyro, Pagoneri, Perithorio, Kato Vrontou et Potamoi (dans la municipalité de Kato Nevrokopi),
- dans l'unité régionale de Xanthi:
 - les départements municipaux de Kimmerion, Stavroupoli, Gerakas, Dafnonas, Komnina, Kariofyto et Neochori (dans la municipalité de Xanthi),
 - les départements communaux de Satres, Thermes, Kotyli, et les départements municipaux de Myki, Echinis et Oraio (dans la municipalité de Myki),
 - le département communal de Selero et le département municipal de Sounio (dans la municipalité d'Avdira),
- dans l'unité régionale de Rodopi:
 - les départements municipaux de Komotini, Anthochorio, Gratini, Thrylorio, Kalhas, Karydia, Kikidio, Kosmio, Pandrosos, Aigeiros, Kallisti, Meleti, Neo Sidirochori et Mega Doukato (dans la municipalité de Komotini),
 - les départements municipaux d'Ipio, Arriana, Darmeni, Archontika, Fillyra, Ano Drosini, Aratos et les départements communaux de Kehros et Organi (dans la municipalité d'Arriana),
 - les départements municipaux d'Iasmos, Sostis, Asomatoi, Polyanthos et Amvrosia et le département communal d'Amaxades (dans la municipalité d'Iasmos),
 - le département municipal d'Amaranta (dans la municipalité de Maroneia Sapon),
- dans l'unité régionale d'Evros:
 - les départements municipaux de Kyriaki, Mandra, Mavroklisi, Mikro Dereio, Protokklisi, Roussa, Goniko, Geriko, Sidirochori, Megalo Derio, Sidiro, Giannouli, Agriani et Petrolofos (dans la municipalité de Soufli),
 - les départements municipaux de Dikaia, Arzos, Elaia, Therapio, Komara, Marasia, Ormenio, Pentalofos, Petroti, Plati, Ptelea, Kyprinos, Zoni, Fulakio, Spilaio, Nea Vyssa, Kavili, Kastanies, Rizia, Sterna, Ampelakia, Valtos, Megali Doxipara, Neochori et Chandras (dans la municipalité d'Orestiada),

- les départements municipaux d'Asvestades, Ellinochori, Karoti, Koufovouno, Kiani, Mani, Sitochori, Alepochori, Asproneri, Metaxades, Vrysika, Doksa, Elafoxori, Ladi, Paliouri et Poimeniko (dans la municipalité de Didymoteixo),
- dans l'unité régionale de Serres:
 - les départements municipaux de Melenikitsi, Nea Tyroloi, Palaiokastros et Skotoussa (municipalité d'Irakleia),
 - le département municipal de Vamvakofyto, une partie du département municipal de Sidirokastros et des départements communaux d'Agkistro, Kapnofyto et Achladochori (municipalité de Sintiki),
 - les départements municipaux de Serres, Elaionas, Leukonas, Kala Dendra, Christos, Monokklisia, Ano Kamila, Mitrousi, Oinoussa, Agia Eleni, Adelfiko, Vamvakoussa, Kato Kamila, Kouvouklia, Koumaria, Konstantinatos, Peponia, Skoutari et les départements communaux d'Orini et d'Ano Vrontou (municipalité de Serres),
 - les départements municipaux de Choumniko, Agia Paraskevi, Ligaria, Sisamia, Anthi, Therma, Nigrita, Terpni et Flampouro (municipalité de Visaltia),
 - les départements municipaux de Valtopos, Neos Skopos, Neochori Serron (municipalité d'Emmanouil Pappas),
- dans l'unité régionale de Kilkis:
 - les départements municipaux de Kilkis, Terpyllo, Anavryto, Elliniko, Efkarpia, Isoma, Koiladi, Eptalofos, Melanthi, Theodosia, Koronouda, Megali Vrisi, Leipsidrio, Cherso, Megali Sterna, Akrita, Kastaneon, Stavrochori, Iliolousto et Plagia (municipalité de Kilkis),
 - les départements municipaux d'Eiriniko, Euzonoi et Pontoirakleia (municipalité de Peonias),
- dans l'unité régionale de Thessalonique:
 - les départements municipaux d'Assiros, Krithia, Exalofos, Lofiskos, Analipsi, Irakleio, Kolchiko, Lagadas, Perivolaki, Chrisavgi et Askos (municipalité de Lagadas),
 - les départements municipaux d'Arethousa, Maurouda, Skepastro, Stefanina, Filadelfio, Evagelismos, Nimfopetra, Profitis, Scholari et Volvi (municipalité de Volvi),
 - le département municipal de Drimos (municipalité d'Oreokastro),

PARTIE II

1. Bulgarie

Les zones réglementées II suivantes en Bulgarie:

- l'ensemble de la région de Haskovo,
- l'ensemble de la région de Yambol,
- l'ensemble de la région de Stara Zagora,
- l'ensemble de la région de Pernik,
- l'ensemble de la région de Kyustendil,
- l'ensemble de la région de Plovdiv,
- l'ensemble de la région de Pazardzhik, sauf les zones incluses dans la partie III,
- l'ensemble de la région de Smolyan,
- l'ensemble de la région de Dobrich,
- l'ensemble de la région de Sofia city,
- l'ensemble de la région de Sofia Province,
- l'ensemble de la région de Blagoevgrad,
- l'ensemble de la région de Razgrad,
- l'ensemble de la région de Kardzhali,
- l'ensemble de la région de Burgas,

- l'ensemble de la région de Varna,
- l'ensemble de la région de Silistra,
- l'ensemble de la région de Ruse,
- l'ensemble de la région de Veliko Tarnovo,
- l'ensemble de la région de Pleven,
- l'ensemble de la région de Targovishte,
- l'ensemble de la région de Shumen,
- l'ensemble de la région de Sliven,
- l'ensemble de la région de Vidin,
- l'ensemble de la région de Gabrovo,
- l'ensemble de la région de Lovech,
- l'ensemble de la région de Montana,
- l'ensemble de la région de Vratza.

2. Allemagne

Les zones réglementées II suivantes en Allemagne:

Bundesland Brandenburg:

— Landkreis Oder-Spree:

- Gemeinde Grunow-Dammendorf,
- Gemeinde Mixdorf
- Gemeinde Schlaubetal,
- Gemeinde Neuzelle,
- Gemeinde Neißemünde,
- Gemeinde Lawitz,
- Gemeinde Eisenhüttenstadt,
- Gemeinde Vogelsang,
- Gemeinde Ziltendorf,
- Gemeinde Wiesenau,
- Gemeinde Friedland,
- Gemeinde Siehdichum,
- Gemeinde Müllrose,
- Gemeinde Briesen,
- Gemeinde Jacobsdorf
- Gemeinde Groß Lindow,
- Gemeinde Brieskow-Finkenheerd,
- Gemeinde Ragow-Merz,
- Gemeinde Beeskow,
- Gemeinde Rietz-Neuendorf,
- Gemeinde Tauche mit den Gemarkungen Stremmen, Ranzig, Trebatsch, Sabrodt, Sawall, Mitweide, Lindenberg, Falkenberg (T), Görsdorf (B), Wulfersdorf, Giesensdorf, Briescht, Kossenblatt und Tauche,
- Gemeinde Langewahl,
- Gemeinde Berkenbrück,
- Gemeinde Steinhöfel mit den Gemarkungen Arensdorf und Demitz und den Gemarkungen Steinhöfel, Hasenfelde und Heinersdorf östlich der L 36 und der Gemarkung Neuendorf im Sande südlich der L36,

- Gemeinde Fürstenwalde östlich der B 168 und südlich der L36,
- Gemeinde Diensdorf-Radlow,
- Gemeinde Wendisch Rietz östlich des Scharmützelsees und nördlich der B 246,
- Gemeinde Bad Saarow mit der Gemarkung Neu Golm und der Gemarkung Bad Saarow-Pieskow östlich des Scharmützelsees und ab nördlicher Spitze östlich der L35,
- Landkreis Dahme-Spreewald:
 - Gemeinde Jamlitz,
 - Gemeinde Lieberose,
 - Gemeinde Schwielochsee mit den Gemarkungen Goyatz, Jessern, Lamsfeld, Ressen, Speichrow und Zaue,
- Landkreis Spree-Neiße:
 - Gemeinde Schenkendöbern,
 - Gemeinde Guben,
 - Gemeinde Jänschwalde,
 - Gemeinde Tauer,
 - Gemeinde Peitz,
 - Gemeinde Turnow-Preilack mit der Gemarkung Preilack,
 - Gemeinde Teichland,
 - Gemeinde Heinersbrück,
 - Gemeinde Forst,
 - Gemeinde Groß Schacksdorf-Simmersdorf,
 - Gemeinde Neiße-Malxetal,
 - Gemeinde Jämlitz-Klein Düben,
 - Gemeinde Tschernitz,
 - Gemeinde Döbern,
 - Gemeinde Felixsee,
 - Gemeinde Wiesengrund,
 - Gemeinde Spremberg mit den Gemarkungen Wolkenberg, Stradow, Jessen, Pulsberg und Perpe,
 - Gemeinde Welzow,
 - Gemeinde Neuhausen/Spree mit der Gemarkung Gablenz,
 - Gemeinde Drebkau mit den Gemarkungen Greifenhain und Kausche,
- Landkreis Märkisch-Oderland:
 - Gemeinde Bleyen-Genschmar,
 - Gemeinde Neuhardenberg
 - Gemeinde Golzow,
 - Gemeinde Küstriner Vorland,
 - Gemeinde Alt Tucheband,
 - Gemeinde Reitwein,
 - Gemeinde Podelzig,
 - Gemeinde Gusow-Platkow,
 - Gemeinde Seelow,
 - Gemeinde Vierlinden,
 - Gemeinde Lindendorf,
 - Gemeinde Fichtenhöhe,

- Gemeinde Lietzen,
- Gemeinde Falkenhagen (Mark),
- Gemeinde Zeschdorf,
- Gemeinde Treplin,
- Gemeinde Lebus,
- Gemeinde Müncheberg mit den Gemarkungen Jahnsfelde, Trebnitz, Obersdorf, Münchehofe und Hermersdorf,
- Gemeinde Märkische Höhe mit der Gemarkung Ringenwalde,
- Gemeinde Bliesdorf mit der Gemarkung Metzdorf und Gemeinde Bliesdorf – östlich der B167 bis östlicher Teil, begrenzt aus Richtung Gemarkungsgrenze Neutrebbin südlich der Bahnlinie bis Straße „Sophienhof“ dieser westlich folgend bis „Ruesterchegraben“ weiter entlang Feldweg an den Windrädern Richtung „Herrnhof“, weiter entlang „Letschiner Hauptgraben“ nord-östlich bis Gemarkungsgrenze Alttrebbin und Kunersdorf – östlich der B167,
- Gemeinde Bad Freienwalde mit den Gemarkungen Altglietzen, Altranft, Bad Freienwalde, Bralitz, Hohenwutzen, Schiffmühle, Hohensaaten und Neuenhagen,
- Gemeinde Falkenberg mit der Gemarkung Falkenberg östlich der L35,
- Gemeinde Oderaue,
- Gemeinde Wriezen mit den Gemarkungen Altwriezen, Jäckelsbruch, Neugaul, Bearegard, Eichwerder, Rathsdorf – östlich der B167 und Wriezen – östlich der B167,
- Gemeinde Neulewin,
- Gemeinde Neutrebbin,
- Gemeinde Letschin,
- Gemeinde Zechin,
- Landkreis Barnim:
 - Gemeinde Lunow-Stolzenhagen,
 - Gemeinde Parsteinsee,
 - Gemeinde Oderberg,
 - Gemeinde Liepe,
 - Gemeinde Hohenfinow (nördlich der B167),
 - Gemeinde Niederfinow,
 - Gemeinde (Stadt) Eberswalde mit den Gemarkungen Eberswalde nördlich der B167 und östlich der L200, Sommerfelde und Tornow nördlich der B167,
 - Gemeinde Chorin mit den Gemarkungen Brodowin, Chorin östlich der L200, Serwest, Neuehütte, Sandkrug östlich der L200,
 - Gemeinde Ziethen mit der Gemarkung Klein Ziethen östlich der Serwester Dorfstraße und östlich der B198,
- Landkreis Uckermark:
 - Gemeinde Angermünde mit den Gemarkungen Crussow, Stolpe, Gellmersdorf, Neukünkendorf, Bölkendorf, Herzsprung, Schmargendorf und den Gemarkungen Angermünde südlich und südöstlich der B2 und Dobberzin südlich der B2,
 - Gemeinde Schwedt mit den Gemarkungen Criewen, Zützen, Schwedt, Stendell, Kummerow, Kunow, Vierraden, Blumenhagen, Oderbruchwiesen, Enkelsee, Gatow, Hohenfelde, Schöneberg, Flemsdorf und der Gemarkung Felchow östlich der B2,
 - Gemeinde Pinnow südlich und östlich der B2,
 - Gemeinde Berkholz-Meyenburg,
 - Gemeinde Mark Landin mit der Gemarkung Landin südlich der B2,

- Gemeinde Casekow mit der Gemarkung Woltersdorf und den Gemarkungen Biesendahlshof und Casekow östlich der L272 und südlich der L27,
- Gemeinde Hohenselchow-Groß Pinnow mit der Gemarkung Groß Pinnow und der Gemarkung Hohenselchow südlich der L27,
- Gemeinde Gartz (Oder) mit der Gemarkung Friedrichsthal und den Gemarkungen Gartz und Hohenreinkendorf südlich der L27 und der B2 bis Kastanienallee, dort links abbiegend dem Schülerweg folgend bis Höhe Bahnhof, von hier in östlicher Richtung den Salveybach kreuzend bis zum Tantower Weg, diesen in nördlicher Richtung bis zu Stettiner Straße, diese weiter folgend bis zur B2, dieser in nördlicher Richtung folgend,
- Gemeinde Mescherin mit der Gemarkung Mescherin, der Gemarkung Neurochlitz östlich der B2 und der Gemarkung Rosow nördlich der K 7311,
- Gemeinde Passow mit der Gemarkung Jamikow,
- Kreisfreie Stadt Frankfurt (Oder),
- Landkreis Prignitz
 - Gemeinde Karstädt mit den Gemarkungen Neuhof nordwestlich der Neuhausener Straße, Kribbe nördlich der Kreisstraße 7045 Dallmin nördlich der L133 und K7045 begrenzt durch die Bahnstrecke Berlin-Hamburg
 - Gemeinde Berge mit den Gemarkungen Grenzheim, Kleeste, Neuhausen westlich der L10, Berge nördlich der Schulstraße/östlich der Perleberger Straße
 - Gemeinde Pirow mit den Gemarkungen Hülsebeck nördlich der L104, Bresch Dreieck an der nordwestlichen Gemarkungsgrenze am Bach Karwe
 - Gemeinde Putlitz mit den Gemarkungen Sagast nördlich des Grabens 1/12/05, Nettelbeck südwestlich der A24, Porep südlich der A24, Lütkenhof westlich der L13, Putlitz nördlich des Hülsebecker Damm, Weitgendorf westlich der L13 und Telschow südwestlich der A24,
- Landkreis Oberspreewald-Lausitz:
 - Gemeinde Vetschau mit den Gemarkungen Wüstenhain und Laasow,
 - Gemeinde Altdöbern mit den Gemarkungen Reddern, Ranzow, Pritzen, Altdöbern östlich der Bahnstrecke Altdöbern –Großräschen,
 - Gemeinde Großräschen mit den Gemarkungen Woschkow, Dörrwalde, Allmosen,
 - Gemeinde Neu-Seeland,
 - Gemeinde Neupetershain,
 - Gemeinde Senftenberg mit der Gemarkungen Peickwitz, Sedlitz, Kleinkoschen, Großkoschen und Hosena,
 - Gemeinde Hohenbocka,
 - Gemeinde Grünewald,
 - Gemeinde Hermsdorf,
 - Gemeinde Kroppen,
 - Gemeinde Ortrand,
 - Gemeinde Großmehlen,
 - Gemeinde Lindenau,
 - Gemeinde Frauendorf,
 - Gemeinde Ruhland,
 - Gemeinde Guteborn,
 - Gemeinde Schwarzbach mit der Gemarkung Schwarzbach,

Bundesland Sachsen:

- Landkreis Bautzen,
- Stadt Dresden:
 - Stadtgebiet nördlich der BAB4 bis zum Verlauf westlich der Elbe, dann nördlich der B6,
- Landkreis Görlitz,
- Landkreis Meißen:
 - Gemeinde Diera-Zehren östlich der Elbe,
 - Gemeinde Ebersbach,
 - Gemeinde Glaubitz östlich des Grödel-Elsterwerdaer-Floßkanals,
 - Gemeinde Klipphausen östlich der S177,
 - Gemeinde Lampertswalde,
 - Gemeinde Moritzburg,
 - Gemeinde Niederau östlich der B101,
 - Gemeinde Nünchritz östlich der Elbe und südlich des Grödel-Elsterwerdaer-Floßkanals,
 - Gemeinde Priestewitz,
 - Gemeinde Röderaue östlich des Grödel-Elsterwerdaer-Floßkanals,
 - Gemeinde Schönhof,
 - Gemeinde Stadt Coswig,
 - Gemeinde Stadt Gröditz östlich des Grödel-Elsterwerdaer-Floßkanals,
 - Gemeinde Stadt Großenhain,
 - Gemeinde Stadt Meißen östlich des Straßenverlaufs der S177 bis zur B6, dann B6 bis zur B101, ab der B101 Elbtalbrücke Richtung Norden östlich der Elbe,
 - Gemeinde Stadt Radebeul,
 - Gemeinde Stadt Radeburg,
 - Gemeinde Thiendorf,
 - Gemeinde Weinböhla,
 - Gemeinde Wülknitz östlich des Grödel-Elsterwerdaer-Floßkanals,
- Landkreis Sächsische Schweiz-Osterzgebirge:
 - Gemeinde Stadt Wilsdruff nördlich der BAB4 zwischen den Abfahrten Wilsdruff und Dreieck Dresden-West,

Bundesland Mecklenburg-Vorpommern:

- Landkreis Ludwigslust-Parchim:
 - Gemeinde Brunow mit den Ortsteilen und den Ortslagen: Bauerkuhl, Brunow (bei Ludwigslust), Klüß, Löcknitz (bei Parchim),
 - Gemeinde Karrenzin mit den Ortsteilen und den Ortslagen: Herzfeld (bei Parchim), Karrenzin, Karrenzin-Ausbau, Neu Herzfeld, Wulfsahl (bei Parchim),
 - Gemeinde Möllenbeck mit den Ortsteilen und der Ortslage: Horst (bei Grabow),
 - Gemeinde Ruhner Berge mit den Ortsteilen und den Ortslagen: Dorf Poltnitz, Griebow, Leppin (bei Marwitz), Mentin,
 - Gemeinde Ziegendorf mit den Ortsteilen und den Ortslagen: Drefahl, Meierstorf (bei Parchim), Neu Drefahl, Pampin, Platschow, Stresendorf, Ziegendorf (bei Parchim).

3. Estonie

Les zones réglementées II suivantes en Estonie:

- Eesti Vabariik (välja arvatud Hiiu maakond).

4. Lettonie

Les zones réglementées II suivantes en Lettonie:

- Aizkraukles novads,
- Alūksnes novads,
- Augšdaugavas novads,
- Ādažu novads,
- Balvu novads,
- Bauskas novads,
- Cēsu novads,
- Dienvidkurzemes novada Aizputes, Cīravas, Lažas, Durbes, Dunalkas, Tadaikū, Vecpils, Bārtas, Sakas, Bunkas, Priekules, Gramzdas, Kalētu, Virgas, Dunikas, Vaiņodes, Gaviezes, Grobiņas, Rucavas, Vērgales, Medzes pagasts, Nīcas pagasta daļa uz dienvidiem no apdzīvotas vietas Bernāti, autoceļa V1232, A11, V1222, Bārtas upes, Embūtes pagasta daļa uz dienvidiem no autoceļa P116, P106, autoceļa no apdzīvotas vietas Dinsdurbe, Kalvenes pagasta daļa uz rietumiem no ceļa pie Vārtājas upes līdz autoceļam A9, uz dienvidiem no autoceļa A9, uz rietumiem no autoceļa V1200, Kazdangas pagasta daļa uz rietumiem no ceļa V1200, P115, P117, V1296, Aizputes, Durbes, Pāvilostas, Priekules pilsēta, Grobiņas,
- Dobeles novads,
- Gulbenes novada Daukstu, Druvienas, Galgauskas, Jaungulbenes, Lejasciema, Lizuma, Līgo, Rankas, Tirzas pagasts,
- Jelgavas novads,
- Jēkabpils novads,
- Krāslavas novads,
- Kuldīgas novada Alsungas, Gudenieku, Kurmāles, Rendas, Kables, Vārmes, Pelču, Snēpeles, Turlavas, Ēdoles, Īvandes, Rumbas, Padures pagasts, Laidu pagasta daļa uz ziemeļiem no autoceļa V1296, Kuldīgas pilsēta,
- Ķekavas novads,
- Limbažu novads,
- Līvānu novads,
- Ludzas novads,
- Madonas novads,
- Mārupes novads,
- Ogres novads,
- Olaines novads,
- Preiļu novads,
- Rēzeknes novads,
- Ropažu novada Garkalnes, Ropažu pagasts, Stopiņu pagasta daļa, kas atrodas uz austrumiem no autoceļa V36, P4 un P5, Acones ielas, Dauguļupes ielas un Dauguļupītes, Vangažu pilsēta,
- Salaspils novads,
- Saldus novads,
- Saulkrastu novads,
- Siguldas novads,

- Smiltenes novads,
- Talsu novads,
- Tukuma novads,
- Valkas novads,
- Valmieras novads,
- Varakļānu novads,
- Ventspils novads,
- Daugavpils valstspilsētas pašvaldība,
- Jelgavas valstspilsētas pašvaldība,
- Jūrmalas valstspilsētas pašvaldība,
- Rēzeknes valstspilsētas pašvaldība.

5. Lituanie

Les zones réglementées II suivantes en Lituanie:

- Alytaus miesto savivaldybė,
- Alytaus rajono savivaldybė,
- Anykščių rajono savivaldybė,
- Akmenės rajono savivaldybė,
- Birštono savivaldybė,
- Biržų miesto savivaldybė,
- Biržų rajono savivaldybė,
- Druskininkų savivaldybė,
- Elektrėnų savivaldybė,
- Ignalinos rajono savivaldybė,
- Jonavos rajono savivaldybė,
- Joniškio rajono savivaldybė,
- Jurbarko rajono savivaldybė: Eržvilko, Juodaičių, Seredžiaus, Smalininkų ir Viešvilės seniūnijos,
- Kaišiadorių rajono savivaldybė,
- Kauno miesto savivaldybė,
- Kauno rajono savivaldybė,
- Kazlų rūdos savivaldybė: Kazlų Rūdos seniūnija, išskyrus vakarinė dalis iki kelio 2602 ir 183, Plutiškių seniūnija,
- Kelmės rajono savivaldybė: Kelmės, Kražių, Liolių, Tytuvėnų, Tytuvėnų apylinkių, Pakražančio ir Vaiguvos seniūnijos,
- Kėdainių rajono savivaldybė,
- Klaipėdos rajono savivaldybė: Judrėnų, Endriejavo ir Veiviržėnų seniūnijos,
- Kupiškio rajono savivaldybė,
- Kretingos rajono savivaldybė,
- Lazdijų rajono savivaldybė,
- Mažeikių rajono savivaldybė,
- Molėtų rajono savivaldybė: Alantos, Balninkų, Čiulėnų, Inturkės, Joniškio, Luokesos, Mindūnų, Suginčių ir Videniškių seniūnijos,
- Pagėgių savivaldybė,
- Pakruojo rajono savivaldybė,

- Panevėžio rajono savivaldybė,
- Panevėžio miesto savivaldybė,
- Pasvalio rajono savivaldybė,
- Radviliškio rajono savivaldybė,
- Rietavo savivaldybė,
- Prienų rajono savivaldybė,
- Plungės rajono savivaldybė,
- Raseinių rajono savivaldybė,
- Rokiškio rajono savivaldybė,
- Skuodo rajono savivaldybė,
- Šakių rajono savivaldybė: Kriūkų, Lekėčių ir Lukšių seniūnijos,
- Šalčininkų rajono savivaldybė,
- Šiaulių miesto savivaldybė,
- Šiaulių rajono savivaldybė: Ginkūnų, Gruzdžių, Kairių, Kužių, Meškuičių, Raudėnų, Šakynos ir Šiaulių kaimiškosios seniūnijos,
- Šilutės rajono savivaldybė,
- Širvintų rajono savivaldybė: Čiobiškio, Gelvonų, Jauniūnų, Kernavės, Musninkų ir Širvintų seniūnijos,
- Šilalės rajono savivaldybė,
- Švenčionių rajono savivaldybė,
- Tauragės rajono savivaldybė,
- Telšių rajono savivaldybė,
- Trakų rajono savivaldybė,
- Ukmergės rajono savivaldybė: Deltuvos, Lyduokių, Pabaisko, Pivonijos, Siesikų, Šešuolių, Taujėnų, Ukmergės miesto, Veprių, Vidiškių ir Žemaitkiemo seniūnijos,
- Utenos rajono savivaldybė,
- Varėnos rajono savivaldybė,
- Vilniaus miesto savivaldybė,
- Vilniaus rajono savivaldybė: Avižienių, Bezdonių, Buivydžių, Dūkštų, Juodšilių, Kalvelių, Lavoriškių, Maišiagalos, Marijampolio, Medininkų, Mickūnų, Nemenčinės, Nemenčinės miesto, Nemėžio, Pagirių, Riešės, Rudaminos, Rukainių, Sudervės, Sužionių, Šatrininkų ir Zujūnų seniūnijos,
- Visagino savivaldybė,
- Zarasų rajono savivaldybė.

6. Hongrie

Les zones réglementées II suivantes en Hongrie:

- Békés megye 951450, 951460, 951550, 951650, 951750, 952350, 952450, 952650 és 956350 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Borsod-Abaúj-Zemplén megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe,
- Fejér megye 403150, 403160, 403250, 403260, 403350, 404250, 404550, 404560, 404570, 405450, 405550, 405650, 406450 és 407050 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Hajdú-Bihar megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe,

- Heves megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe,
- Jász-Nagykun-Szolnok megye 750250, 750550, 750650, 750750, 750850, 750970, 750980, 751050, 751150, 751160, 751450, 751460, 751470, 751550, 751650, 752150, 752250, 752350, 752450, 752460, 752550, 752560, 752650, 752750, 752850, 752950, 753060, 753070, 753150, 753250, 753310, 753450, 753550, 753660, 754150, 754250, 754370, 755550, 755650 és 755750 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Komárom-Esztergom megye 250350, 250850, 250950, 251450, 251550, 251950, 252050, 252150, 252350, 252450, 252460, 252550, 252650, 252750, 252850, 252860, 252950, 252960, 253050, 253150, 253250, 253350, 253450 és 253550 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Nógrád megye valamennyi vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Pest megye 570150, 570250, 570350, 570450, 570550, 570650, 570750, 570850, 570950, 571050, 571150, 571250, 571350, 571650, 571750, 571760, 571850, 571950, 572050, 573550, 573650, 574250, 580050 és 580150 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Szabolcs-Szatmár-Bereg megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe.

7. Pologne

Les zones réglementées II suivantes en Pologne:

w województwie warmińsko-mazurskim:

- gminy Kalinowo, Stare Juchy, Prostki oraz gmina wiejska Elk w powiecie ełckim,
- powiat elbląski,
- powiat miejski Elbląg,
- część powiatu gołdapskiego niewymieniona w części III załącznika I,
- powiat piski,
- powiat bartoszycki,
- powiat olecki,
- część powiatu giżyckiego niewymieniona w części III załącznika I,
- powiat braniewski,
- powiat kętrzyński,
- powiat lidzbarski,
- gminy Dźwierzuty Jedwabno, Pasym, Świętajno, Wielbark, Szczytno i miasto Szczytno w powiecie szczycieńskim,
- powiat mrągowski,
- część powiatu węgorzewskiego niewymieniona w części III załącznika I,
- powiat olsztyński,
- powiat miejski Olsztyn,
- powiat nidzicki,
- powiat ostródzki,
- powiat nowomiejski,
- powiat iławski,
- powiat działdowski,

w województwie podlaskim:

- powiat bielski,
- powiat grajewski,
- powiat moniecki,
- powiat sejneński,
- powiat siemiatycki,

- powiat hajnowski,
 - gminy Ciechanowiec, Klukowo, Szepietowo, Kobylin-Borzymy, Nowe Piekuty, Sokoły i część gminy Kulesze Kościelne położona na północ od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie wysokomazowieckim,
 - powiat białostocki,
 - powiat suwalski,
 - powiat miejski Suwałki,
 - powiat augustowski,
 - powiat sokólski,
 - powiat miejski Białystok,
 - gminy Grabowo, Stawiski, Kolno z miastem Kolno w powiecie kolneńskim,
- w województwie mazowieckim:
- gminy Domanice, Korczew, Kotuń, Mordy, Paprotnia, Przesmyki, Siedlce, Skórzec, Wiśniew, Wodynie, Zbuczyn w powiecie siedleckim,
 - powiat miejski Siedlce,
 - gminy Ceranów, Jabłonna Lacka, Kosów Lacki, Repki, Sabnie, Sterdyń w powiecie sokołowskim,
 - powiat łosicki,
 - część powiatu sochaczewskiego niewymieniona w części I załącznika I,
 - gmina Przyłek w powiecie zwoleńskim,
 - powiat kozienicki,
 - gminy Chotcza i Solec nad Wisłą w powiecie lipskim,
 - gminy Jastrzębia, Jedlińsk, Jedlnia – Letnisko, Kowala, Pionki z miastem Pionki, Przytyk, Wierzbica, Wolanów, Zakrzew w powiecie radomskim,
 - powiat miejski Radom,
 - powiat szydłowiecki,
 - gminy Lubowidz i Kuczbork Osada w powiecie żuromińskim,
 - gmina Wieczfnia Kościelna w powiecie mławskim,
 - powiat nowodworski,
 - gminy Radzymin, Wołomin, miasto Kobyłka, miasto Marki, miasto Ząbki, miasto Zielonka, część gminy Tuszcz położona na północ od linii kolejowej łączącej miejscowości Łochów – Wołomin, część gminy Jadów położona na północ od linii kolejowej biegnącej od wschodniej do zachodniej granicy gminy, część gminy Dąbrówka położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr S8 w powiecie wołomińskim,
 - powiat garwoliński,
 - gminy Boguty – Pianki, Brok, Zaręby Kościelne, Nur, Małkinia Górna, część gminy Wąsewo położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 60, część gminy wiejskiej Ostrów Mazowiecka położona na południe od miasta Ostrów Mazowiecka i na południe od linii wyznaczonej przez drogę 60 biegnącą od zachodniej granicy miasta Ostrów Mazowiecka do zachodniej granicy gminy w powiecie ostrowskim,
 - część gminy Sadowne położona na północny- zachód od linii wyznaczonej przez linię kolejową, część gminy Łochów położona na północny – zachód od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie węgrowskim,
 - gminy Brańszczyk, Długosiodło, Rząśnik, Wyszaków, część gminy Zabrodzie położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr S8 w powiecie wyszkowskim,
 - gminy Latowicz, Siennica, Sulejówek w powiecie mińskim,
 - powiat otwocki,

- część powiatu warszawskiego zachodniego niewymieniona w części I załącznika I,
 - powiat warszawski zachodni,
 - powiat legionowski,
 - powiat piaseczyński,
 - powiat pruszkowski,
 - powiat grójecki,
 - gminy Grodzisk Mazowiecki, Żabia Wola, miasto Milanówek, miasto Podkowa Leśna w powiecie grodziskim,
 - gmina Mszczonów w powiecie żyrardowskim,
 - powiat białobrzeski,
 - powiat przysuski,
 - powiat miejski Warszawa,
- w województwie lubelskim:
- część powiatu bialskiego niewymieniona w części III załącznika I,
 - powiat miejski Biała Podlaska,
 - powiat janowski,
 - powiat puławski,
 - powiat rycki,
 - powiat łukowski,
 - powiat lubelski,
 - powiat miejski Lublin,
 - gminy Abramów, Firlej, Jeziorzany, Kamionka, Kock, Lubartów z miastem Lubartów, Michów, Ostrówek, Serniki w powiecie lubartowskim,
 - powiat łęczyński,
 - powiat świdnicki,
 - powiat biłgorajski,
 - powiat hrubieszowski,
 - powiat krasnostawski,
 - powiat chełmski,
 - powiat miejski Chełm,
 - powiat tomaszowski,
 - powiat kraśnicki,
 - część powiatu parczewskiego niewymieniona w części III załącznika I,
 - powiat parczewski,
 - powiat włodawski,
 - część powiatu radzyńskiego niewymieniona w części III załącznika I,
 - powiat miejski Zamość,
 - powiat zamojski,
- w województwie podkarpackim:
- powiat stalowowolski,
 - powiat lubaczowski,
 - gminy Medyka, Stubno, część gminy Orły położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 77, część gminy Żurawica na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 77 w powiecie przemyskim,

- gmina Laszki, Wiązownica, Radymno z miastem Radymno w powiecie jarosławskim,
 - gmina Kamień, część gminy Sokołów Małopolski położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 875 w powiecie rzeszowskim,
 - gminy Cmolas, Dzikowiec, Kolbuszowa, Majdan Królewski i Niwiska powiecie kolbuszowskim,
 - część powiatu leżajskiego niewymieniona w części I załącznika I,
 - powiat niżański,
 - powiat tarnobrzeski,
 - powiat miejski Tarnobrzeg,
 - gmina Ostrów, część gminy Sędziszów Małopolski położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr A4 w powiecie ropczycko – sędziszowskim,
 - część gminy Czarna położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr A4, część gminy Żyraków położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr A4, część gminy wiejskiej Dębica położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr A4 w powiecie dębickim,
 - powiat mielecki,
 - gminy Dębowiec, Krempna, Osiek Jasielski, część gminy wiejskiej Jasło położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 28 biegnącą od zachodniej granicy gminy do granicy miasta Jasło oraz na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 992 biegnącą od południowej granicy gminy do granicy miasta Jasło, część gminy Nowy Żmigród położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 993, część gminy Skołyszyn położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 28 w powiecie jasielskim,
 - gminy Jaśliska, Rymanów, część gminy Dukla położona na południe od linii wyznaczonej przez drogi: nr 993 biegnącą od zachodniej granicy gminy do miejscowości Dukla i drogę łączącą miejscowości Dukla – Cergowa - Jasionka biegnącą do wschodniej granicy gminy w powiecie krośnieńskim,
 - gmina Besko, część gminy Zarszyn położona na południe od linii wyznaczonej przez linię kolejową biegnącą od zachodniej do wschodniej granicy gminy, część gminy Komańcza położona na zachód od linii wyznaczonej przez linię kolejową biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 889 oraz na południe od drogi nr 889 biegnącej od tego skrzyżowania do północnej granicy gminy w powiecie sanockim,
- w województwie małopolskim:
- gminy Lipinki, Sękowa, Uście Gorlickie, miasto Gorlice, część gminy wiejskiej Gorlice położona na południe od linii wyznaczonej przez linię kolejową biegnącą od wschodniej do zachodniej granicy gminy, część gminy Biecz położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 28 w powiecie gorlickim,
- w województwie pomorskim:
- gminy Mikołajki Pomorskie, Dziergoń i Stary Dziergoń, Stary Targ w powiecie sztumskim,
 - gmina Stare Pole, część gminy Nowy Staw położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 55 w powiecie malborskim,
 - gminy Stegny, Sztutowo i część gminy Nowy Dwór Gdański położona na północny - wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 55 biegnącą od południowej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 7, następnie przez drogę nr 7 i S7 biegnącą do zachodniej granicy gminy w powiecie nowodworskim,
 - gmina Prabuty w powiecie kwidzyńskim,
- w województwie świętokrzyskim:
- gmina Tarłów i część gminy Ożarów położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 74 biegnącą od miejscowości Honorów do zachodniej granicy gminy w powiecie opatowskim,
 - gminy Dwikozy i Zawichost w powiecie sandomierskim,

w województwie lubuskim:

- gminy Bogdaniec, Deszczno, Kłodawa, Kostrzyn nad Odrą, Santok, Witnica w powiecie gorzowskim,
- powiat miejski Gorzów Wielkopolski,
- powiat żarski,
- powiat słubicki,
- powiat zagański,
- powiat krośnieński,
- powiat zielonogórski
- powiat miejski Zielona Góra,
- powiat nowosolski,
- powiat sulęciński,
- część powiatu międzyrzeckiego niewymieniona w części III załącznika I,
- powiat świebodziński,
- powiat wschowski,

w województwie dolnośląskim:

- część powiatu zgorzeleckiego niewymieniona w części III załącznika I,
- część powiatu polkowickiego niewymieniona w części III załącznika I,
- część powiatu wołowskiego niewymieniona w części III załącznika I,
- gmina Jeżów Sudecki w powiecie karkonoskim,
- gminy Rudna, Ścinawa, miasto Lubin i część gminy Lubin niewymieniona w części III załącznika I w powiecie lubińskim,
- powiat średzki,
- gmina Mściwojów, Wądroże Wielkie, część gminy Męcinka położona na północ od drogi nr 363 w powiecie jaworskim,
- gminy Kunice, Legnickie Pole, Prochowice, Ruja w powiecie legnickim,
- gminy Wisznia Mała, Trzebnica, Zawonia, część gminy Oborniki Śląskie położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 340 w powiecie trzebnickim,
- miasto Świeradów Zdrój w powiecie lubańskim,
- powiat miejski Wrocław,
- gminy Czernica, Długołęka, Siechnice, Mietków, Kąty Wrocławskie, część gminy Żórawina położona na wschód od linii wyznaczonej przez autostradę A4 w powiecie wrocławskim,
- gminy Jelcz - Laskowice, Oława z miastem Oława i część gminy Domaniów położona na północny wschód od linii wyznaczonej przez autostradę A4 w powiecie oławskim,
- gmina Bierutów, Dziadowa Kłoda, miasto Oleśnica, część gminy wiejskiej Oleśnica położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr S8, część gminy Dobroszyce położona na zachód od linii wyznaczonej przez linię kolejową biegnącą od północnej do południowej granicy gminy w powiecie oleśnickim,
- część powiatu bolesławieckiego niewymieniona w części III załącznika I,
- powiat milicki,
- powiat górowski,
- powiat głogowski,
- gmina Świerzawa, Wojcieszów, część gminy Zagrodno położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Jadwisin – Modlikowice Zagrodno oraz na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 382 biegnącą od miejscowości Zagrodno do południowej granicy gminy w powiecie złotoryjskim,

- część powiatu lwóweckiego niewymieniona w części III załącznika I,
 - gminy Czarny Bór, Stare Bogaczowice, Walim, miasto Boguszów - Gorce, miasto Jedlina – Zdrój, miasto Szczawno – Zdrój w powiecie wałbrzyskim,
 - powiat miejski Wałbrzych,
 - część powiatu świdnickiego niewymieniona w części I załącznika I,
- w województwie wielkopolskim:
- powiat wolsztyński,
 - powiat grodziski,
 - część powiatu kościańskiego niewymieniona w części III załącznika I,
 - gminy Brodnica, Śrem, część gminy Dolsk położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 434 biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 437, a następnie na zachód od drogi nr 437 biegnącej od skrzyżowania z drogą nr 434 do południowej granicy gminy w powiecie śremskim,
 - gmina Zaniemyśl w powiecie średzkim,
 - część powiatu międzychodzkiego niewymieniona w części III załącznika I,
 - powiat nowotomyśki,
 - powiat obornicki,
 - część gminy Połajewo na położona na południe od drogi łączącej miejscowości Chraplewo, Tarnówko-Boruszyn, Krosin, Jakubowo, Połajewo - ul. Ryczywolska do północno-wschodniej granicy gminy w powiecie czarnkowsko-trzcianeckim,
 - powiat miejski Poznań,
 - część powiatu poznańskiego niewymieniona w części I załącznika I,
 - powiat rawicki,
 - część powiatu szamotulskiego niewymieniona w części I załącznika I,
 - część powiatu gostyńskiego niewymieniona w części I załącznika I,
 - gminy Kobylin, Zduny, Krotoszyn, miasto Sulmierzyce w powiecie krotoszyńskim,
 - część gminy wiejskiej Ostrów Wielkopolski położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Sulisław – Łąkociny – Wierzbno w powiecie ostrowskim,
 - gminy Włoszakowice, Świąciechowa, Wijewo, część gminy Rydzyna położona na południe od linii wyznaczonej przez kanał Kopanica (Rów Polski) w powiecie leszczyńskim,
- w województwie łódzkim:
- gminy Biała Rawska, Regnów i Sadkowice w powiecie rawskim,
 - gmina Kowiesy w powiecie skierniewickim,
- w województwie zachodniopomorskim:
- gmina Boleszkowice, część gminy Myślibórz położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 23 biegnącej od południowej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 26, następnie na zachód od drogi nr 26 biegnącej od tego skrzyżowania do skrzyżowania z drogą nr 119 i dalej na zachód od drogi nr 119 biegnącej od skrzyżowania z drogą nr 26 do północnej granicy gminy, część gminy Dębno położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 126 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 23 w miejscowości Dębno, następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 23 do skrzyżowania z ul. Jana Pawła II w miejscowości Cychry, następnie na południe od ul. Jana Pawła II do skrzyżowania z ul. Ogrodową i dalej na południe od linii wyznaczonej przez ul. Ogrodową, której przedłużenie biegnie do wschodniej granicy gminy w powiecie myśliborskim,
 - gminy Bielice, Kozielice w powiecie pyrzyckim,
 - powiat gryfiński,
 - gmina Kołbaskowo w powiecie polickim,

w województwie opolskim:

- gminy Brzeg, Lubsza, Lewin Brzeski, Olszanka, Skarbimierz, część gminy Grodków położona na wschód od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie brzeskim,
- gminy Dąbrowa, Dobrzeń Wielki, Popielów, Murów, Niemodlin, Tułowice, część gminy Łubniany położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Świerkle – Masów, ulicę Leśną w miejscowości Masów oraz na północ od ulicy Kolanowskiej biegnącej do wschodniej granicy gminy, część gminy Turawa położona na północ od linii wyznaczonej przez ulice Powstańców Śląskich -Kolanowską -Opolską – Kotorską w miejscowości Węgry i dalej na północ od drogi łączącej miejscowości Węgry- Kotórz Mały – Turawa – Rzędów – Kadłub Turawski – Zakrzów Turawski biegnącą do wschodniej granicy gminy w powiecie opolskim,
- gmina Lasowice Wielkie, część gminy Kluczbork położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 42 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 45, a następnie od tego skrzyżowania na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 45 do skrzyżowania z ulicą Fabryczną w miejscowości Kluczbork i dalej na południe od linii wyznaczonej przez ulice Fabryczna -Dzierżonia – Strzelecka w miejscowości Kluczbork do wschodniej granicy gminy, część gminy Wołczyn położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 42 w powiecie kluczborskim,
- powiat namysłowski,

w województwie śląskim:

- powiat miejski Sosnowiec,
- powiat miejski Dąbrowa Górnicza,
- gminy Bobrowniki, Mierzęcice, Psary, Siewierz, miasto Będzin, miasto Czeladź, miasto Wojkowice w powiecie będzińskim,
- gminy Łazy i Poręba w powiecie zawierciańskim.

8. Slovaquie

Les zones réglementées II suivantes en Slovaquie:

- l'ensemble du district de Gelnica,
- l'ensemble du district de Poprad,
- l'ensemble du district de Spišská Nová Ves,
- l'ensemble du district de Levoča,
- l'ensemble du district de Kežmarok,
- l'ensemble du district de Michalovce, sauf les municipalités incluses dans la zone III,
- l'ensemble du district de Medzilaborce,
- l'ensemble du district de Košice-okolie,
- l'ensemble du district de Rožnava,
- l'ensemble de la ville de Košice,
- l'ensemble du district de Sobrance sauf les municipalités incluses dans la zone III,
- l'ensemble du district de Vranov nad Topľou,
- l'ensemble du district de Humenné,
- l'ensemble du district de Snina,
- l'ensemble du district de Prešov,
- l'ensemble du district de Sabinov,
- l'ensemble du district de Svidník,
- l'ensemble du district de Stropkov,
- l'ensemble du district de Bardejov,
- l'ensemble du district de Stará Lubovňa,
- l'ensemble du district de Revúca,

- l'ensemble du district de Rimavská Sobota,
- l'ensemble du district de Veľký Krtíš, l'ensemble des municipalités non incluses dans la partie I,
- l'ensemble du district de Lučenec,
- l'ensemble du district de Poltár,
- l'ensemble du district de Zvolen,
- l'ensemble du district de Detva,
- l'ensemble du district de Krupina, sauf les municipalités incluses dans la zone I,
- l'ensemble du district de Banská Stiaňnica,
- l'ensemble du district de Źarnovica,
- l'ensemble du district de Banská Bystica,
- l'ensemble du district de Brezno,
- l'ensemble du district de Liptovský Mikuláš,
- l'ensemble du district de Trebišov',
- l'ensemble du district de KeŹmarok,
- dans le district de Levice, les municipalités de Kozárovce, Kalná nad Hronom, Nový Tekov, Malé Kozmálovce, Veľké Kozmálovce, Tlmače, Rybník, Hronské Kosihy, Čajkov, Nová Dedina, Devičany, Bátorce, Pečenice, Jabloňovce, Bohunice, Pukanec, Uhliská, Drženice,
- dans le district de Turčianske Teplice, les municipalités de Turček, Horná Štubňa, Čremošné, Háj, Rakša, Mošovce,
- dans le district de RuŹomberok, les municipalités de Liptovské revúce, Liptovská osada, Liptovská Lúžna,
- l'ensemble du district de Źiar nad Hronom.
- dans le district de Prievidza, les municipalités de Kamenec pod Vtáčnikom, Bystričany, Čereňany, Oslany, Horná Ves, Radobica,
- dans le district de Partizánske, les municipalités de Veľké Uherce, PaŹit', Kolačno, Veľký Klíž, Ješkova Ves, Klátová Nová Ves.

9. Italie

Les zones réglementées II suivantes en Italie:

Région Piémont:

- dans la province d'Alessandria, les municipalités suivantes: Alessandria, Tortona, Carbonara Scrivia, Frugarolo, Paderna, Spineto Scrivia, Castellazzo Bormida, Bosco Marengo, Castelspina, Casal Cermelli, Alice Bel Colle, Terzo, Bistagno, Cavatore, Castelnuovo Bormida, Cabella Ligure, Carrega Ligure, Francavilla Bisio, Carpeneto, Costa Vescovato, Grogardo, Orsara Bormida, Pasturana, Melazzo, Mornese, Ovada, Predosa, Lerma, Fraconalto, Rivalta Bormida, Fresonara, Malvicino, Ponzone, San Cristoforo, Sezzadio, Rocca Grimalda, Garbagna, Tassarolo, Mongiardino Ligure, Morsasco, Montaldo Bormida, Prasco, Montaldeo, Belforte Monferrato, Albera Ligure, Bosio, Cantalupo Ligure, Castelletto D'orba, Cartosio, Acqui Terme, Arquata Scrivia, Parodi Ligure, Ricaldone, Gavi, Cremolino, Brignano-Frascata, Novi Ligure, Molare, Cassinelle, Morbello, Avolasca, Carezzano, Basaluzzo, Dernice, Trisobbio, Strevi, Sant'Agata Fossili, Pareto, Visone, Voltaggio, Tagliolo Monferrato, Casaleggio Boiro, Capriata D'orba, Castellania, Carrosio, Cassine, Vignole Borbera, Serravalle Scrivia, Silvano D'orba, Villalvernia, Roccaforte Ligure, Rocchetta Ligure, Sardigliano, Stazzano, Borghetto Di Borbera, Grondona, Cassano Spinola, Montacuto, Gremiasco, San Sebastiano Curone, Fabbrica Curone, Spigno Monferrato, Montechiaro d'Acqui, Castelletto d'Erro, Ponti, Denice, Pozzolo Formigaro, Cerreto Grue, Casasco, Montegioco, Montemarzino, Momperone, Merana, Pozzol Groppo, Villaromagnano, Sarezzano, Monleale,
- dans la province d'Asti, les municipalités suivantes: Mombaldone, Castel Rocchero, Montabone, Sessame, Monatero Bormida, Roccaerverano, Vesime, Cessole, Loazzolo, San Giorgio Scarampi, Olmo Gentile, Bubbio, Rocchetta Palafea, Cassinasco, Castel Boglione, Serole,
- dans la province de Cuneo, la municipalité de Saliceto,

Région Ligurie:

- dans la province de Gênes, les municipalités suivantes: Bogliasco, Arenzano, Ceranesi, Ronco Scrivia, Mele, Isola Del Cantone, Lumarzo, Genova, Masone, Serra Riccò, Campo Ligure, Mignanego, Busalla, Bargagli, Savignone, Torriglia, Rossiglione, Sant'Olcese, Valbrevenna, Sori, Tiglieto, Campomorone, Cogoleto, Pieve Ligure, Davagna, Casella, Montoggio, Crocefieschi, Vobbia, Fascia, Gorreto, Propata, Rondanina, Neirone, Montebruno, Uscio, Avegno, Recco, Tribogna, Moconesi, Favale Di Malvaro, Cicagna, Lorsica, Rapallo,
- dans la province de Savona, les municipalités suivantes: Savona, Cairo Montenotte, Quiliano, Altare, Albisola Superiore, Celle Ligure, Stella, Pontinvrea, Varazze, Urbe, Sassello, Mioglia, Giusvalla, Dego, Vado Ligure, Albissola Marina, Carcare, Plodio, Cosseria, Piana Crixia, Mallare, Pallare, Roccavignale, Millesimo, Cengio,

Région Lombardie:

- dans la province de Pavie, les municipalités suivantes: Ponte Nizza, Bagnaria, Brallo Di Pregola, Menconico, Zavattarello, Romagnese, Varzi, Val Di Nizza, Santa Margherita Di Staffora, Cecima, Colli Verdi – Valverde,

Région Émilie-Romagne:

- dans la province de Piacenza, les municipalités suivantes: Ottone (ovest fiume Trebbia), Zerba,

Région Lazio:

- la zone de la municipalité de Rome, dans les limites administratives de l'unité sanitaire locale "ASL RM1",

Région Sardaigne:

- Province de Sardaigne du Sud: Barumi, Escolca, Escolca Isola Amministrativa, Esterzili, Genoni, Gergei, Gesturi, Isili, Mandas, Nuragas, Nurallao, Nurri, Orroli, Sadali, Serri, Seui, Seulo, Villanova Tulo,
- Province de Nuoro: Aritzo, Austis, Belvi, Fonni, Gadoni, Gavoi, Lodine, Macomer (East of SS 131), Meana Sardo, Ollolai, Olzai, Orotelli, Osidda, Ottana, Ovodda, Sarule, Teti, Tiana, Tonara, Ussassai,
- Province d'Oristano: Laconi, Nureci,
- Province de Sassari: Anela, Benetutti, Boni, Bonorva (East SS 131), Bottidda, Buddusò, Bultei, Burgos, Esporlatu, Giave (East SS 131), Illorai, Ittireddu, Mores (South SS 128 bis – SP 63), Nughedu di San Nicolò, Nule, Oschiri (South E 840), Ozieri (South SP 63 – SP 1 – SS 199), Pattada et Torralba (East SS 131)

Région Calabre:

- dans la province de Reggio Calabria, les municipalités suivantes: Cardeto, Motta San Giovanni, Montebello Ionico, Sant'eufemia D'aspromonte, Sant'Alessio in Aspromonte, Sinopoli, San Roberto, San Lorenzo, San Procopio, Palmi, Melito di Porto Salvo, Laganadi, Calanna, Melicuccà, Santo Stefano in Aspromonte, Seminara, Reggio Calabria, Scilla, Condofuri, Bagaladi, Bagnara Calabria, Fiumara, Bova Marina, Villa San Giovanni, Campo Calabro.

10. Tchéquie

Les zones réglementées II suivantes en the Tchéquie:

Liberecký kraj:

- v okrese Liberec katastrální území obcí Arnoltice u Bulovky, Hajniště pod Smrkem, Nové Město pod Smrkem, Děřichovec, Bulovka, Horní Řasnice, Dolní Pertoltice, Krásný Les u Frýdlantu, Jindřichovice pod Smrkem, Horní Pertoltice, Dolní Řasnice, Raspenava, Dolní Oldřiš, Ludvíkov pod Smrkem, Lázně Libverda, Háj u Habartic, Habartice u Frýdlantu, Kunratice u Frýdlantu, Víška u Frýdlantu, Poustka u Frýdlantu, Višňová u Frýdlantu, Předlánc, Černousy, Boleslav, Ves, Andělka, Frýdlant, Srbská.
- v okrese Česká Lípa katastrální území obcí Bohatice u Zákup, Boreček, Božíkov, Brenná, Doksy u Máchova jezera, Hradčany nad Ploučnicí, Kuřívody, Mimoň, Pertoltice pod Ralskem, Plouznice pod Ralskem, Provodín, Svěbořice, Veselí nad Ploučnicí, Vranov pod Ralskem.

PARTIE III

1. Bulgarie

Les zones réglementées III suivantes en Bulgarie:

dans la région de Pazardzhik:

- la municipalité de Pazardzhik, les villages d'Apriltsi, Sbor, Tsar Asen, Rosen, Ovtchepoltsi, Gelemenovo, Saraya, Yunatsite, Velitchkovo,
- dans la municipalité de Panagyurishte, les villages de Popintsi, Levski, Elshitsa,
- dans la municipalité de Lesitchovo, les villages de Pamidovo, Dinkata, Shtarkovo, Kalugerovo,
- dans la municipalité de Septemvri, le village de Karabunar,
- dans la municipalité de Streltcha, le village de Svoboda.

2. Italie

Les zones réglementées III suivantes en Italie:

Région Sardaigne:

- Municipalité de Nuoro: Arzana, Baunei, Desulo, Mamoiada, Nuoro, Oniferi, Orani, Orgosolo, Talana, Triei, Urzulei, Villagrande Strisaili.

Région Calabre:

- dans la province de Reggio Calabria, les municipalités suivantes: Cosoleto, Delianuova, Varapodio, Oppido Mamertina, Molochio, Terranova Sappo Minulio, Platì, Ciminà, Santa Cristina D'aspromonte, Scido, Ardore, Benestare, Careri, Casignana, Bianco, Bovalino, Sant'agata del Bianco, Samo, Africo, Brancaleone, Palizzi, Staiti, Ferruzzano, Bova, Caraffa del Bianco, Bruzzano Zeffirio, San Luca, Roghudi, Roccaforte del Greco, Roghudi, Roccaforte del Greco.

3. Lettonie

Les zones réglementées III suivantes en Lettonie:

- Dienvidkurzemes novada Embūtes pagasta daļa uz ziemeļiem autoceļa P116, P106, autoceļa no apdzīvotas vietas Dinsdurbe, Kalvenes pagasta daļa uz austrumiem no ceļa pie Vārtājas upes līdz autoceļam A9, uz ziemeļiem no autoceļa A9, uz austrumiem no autoceļa V1200, Kazdangas pagasta daļa uz austrumiem no ceļa V1200, P115, P117, V1296,
- Gulbenes novada Beļavas, Litenes, Stāmerienas, Stradu pagasts, Gulbenes pilsēta,
- Kuldīgas novada Rudbāržu, Nīkrāces, Raņķu, Skrundas pagasts, Laidu pagasta daļa uz dienvidiem no autoceļa V1296, Skrundas pilsēta.

4. Lituanie

Les zones réglementées III suivantes en Lituanie:

- Jurbarko rajono savivaldybė: Jurbarko miesto seniūnija, Girdžių, Jurbarkų Raudonės, Skirsnemunės, Veliunos ir Šimkaičių seniūnijos,
- Molėtų rajono savivaldybė: Dubingių ir Giedraičių seniūnijos,
- Marijampolės savivaldybė,
- Šakių rajono savivaldybė: Barzdų, Gelgaudiškio, Griškabūdžio, Kidulių, Kudirkos Naumiesčio, Sintautų, Slavikų, Sudargo, Šakių, Plokščių ir Žvirgždaičių seniūnijos.
- Kalvarijos savivaldybė,
- Kazlų rūdos savivaldybė: Antanavos, Jankų ir Kazlų Rūdos seniūnijos: vakarinė dalis iki kelio 2602 ir 183,
- Kelmės rajono savivaldybė: Kelmės apylinkių, Kukečių, Šaukėnų ir Užvenčio seniūnijos,
- Vilkaviškio rajono savivaldybė,
- Širvintų rajono savivaldybė: Alionių ir Zibalų seniūnijos,

- Šiaulių rajono savivaldybė: Bubių, Kuršėnų kaimiškoji ir Kuršėnų miesto seniūnijos,
- Ukmergės rajono savivaldybė: Želvos seniūnija,
- Vilniaus rajono savivaldybė: Paberžės seniūnija.

5. Pologne

Les zones réglementées III suivantes en Pologne:

w województwie warmińsko-mazurskim:

- gmina Banie Mazurskie w powiecie godłapskim,
- gmina Budry, część gminy Pozezdrze położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 63, część gminy Węgorzewo położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 650 biegnącą od wschodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 63 w miejscowości Węgorzewo, a następnie od tego skrzyżowania na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 63 biegnącą do południowej granicy gminy w powiecie węgorzewskim,
- część gminy Kruklanki położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę biegnącą od wschodniej do północnej granicy gminy i łączącej miejscowości Leśny Zakątek – Podleśne – Jeziorowskie – Jasieniec – Jakunówko w powiecie giżyckim,

w województwie wielkopolskim:

- gminy Krzemieniewo, Lipno, Osieczna, część gminy Rydzyna położona na północ od linii wyznaczonej przez kanał Kopanica (Rów Polski) w powiecie leszczyńskim,
- powiat miejski Leszno,
- gmina Śmigiel, miasto Kościan, część gminy Kościan położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Spytkówka – Stary Lubosz – Kościan, biegnącą od wschodniej granicy gminy do granicy miasta Kościan oraz na wschód od linii wyznaczonej przez drogę biegnącą od granicy miasta Kościan i łączącą miejscowości Czarkowo – Ponin do południowej granicy gminy, część gminy Krzywiń położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 308 w powiecie kościańskim,
- gmina Międzychód, część gminy Sieraków położona za zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 150 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Sieraków, a następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 133 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 150 do skrzyżowania z drogą nr 182 i dalej na zachód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowość Sieraków od skrzyżowania z drogą nr 182 i łączącą miejscowości Góra – Śrem – Kurnatowice do południowej granicy gminy, część gminy Kwilcz położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 186 biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 24 w miejscowości Kwilcz, a następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogę biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 24 do zachodniej granicy gminy i łączącą miejscowości Kwilcz – Stara Dąbrowa – Miłostowo w powiecie międzychodzkiem,

w województwie lubuskim:

- część gminy Przytoczna położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 192 biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 24, a następnie na wschód od linii wyznaczonej przez drogę biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 24 i łączącą miejscowości Goraj – Lubikowo – Dziubielewo – Szarcz do południowej granicy gminy, część gminy Pszczew położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Dziubielewo – Szarcz – Pszczew – Świechocin – Łowyń, biegnącą od północnej do wschodniej granicy gminy w powiecie międzyrzeczkiem,

w województwie dolnośląskim:

- część gminy Lubin położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 335 biegnącą od zachodniej granicy gminy do granicy miasta Lubin oraz na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 333 biegnącą od granicy miasta Lubin do południowej granicy gminy w powiecie lubińskim
- gminy Prusice, Żmigród, część gminy Oborniki Śląskie położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 340 w powiecie trzebnickim,

- część gminy Zagrodno położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Jadwisin – Modlikowice - Zagrodno oraz na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 382 biegnącą od miejscowości Zagrodno do południowej granicy gminy, część gminy wiejskiej Złotoryja położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę biegnącą od północnej granicy gminy w miejscowości Nowa Wieś Złotoryjska do granicy miasta Złotoryja oraz na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 382 biegnącą od granicy miasta Złotoryja do wschodniej granicy gminy w powiecie złotoryjskim,
- część gminy Chocianów położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 335 biegnącą od wschodniej granicy gminy do miejscowości Żabice, a następnie na południe od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Żabice – Trzebnice – Chocianowice - Chocianów – Pasternik biegnącą do zachodniej granicy gminy w powiecie polkowickim,
- gminy Chojnów i miasto Chojnów, Krotoszyce, Miłkowice w powiecie legnickim,
- powiat miejski Legnica,
- część gminy Wołów położona na wschód od linii wyznaczonej przez linię kolejową biegnącą od północnej do południowej granicy gminy, część gminy Wińsko położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 36 biegnącą od północnej do zachodniej granicy gminy, część gminy Brzeg Dolny położona na wschód od linii wyznaczonej przez linię kolejową od północnej do południowej granicy gminy w powiecie wołowskim
- gminy Leśna, Lubań z miastem Lubań, Olszyna, Platerówka, Siekierczyn w powiecie lubańskim,
- część gminy Zgorzelec położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Dłużyna Górna – Przesieczany – Gronów – Sławnikowice – Wyręba, biegnąca od północnej do południowej granicy gminy w powiecie zgorzeleckim,
- część gminy Nowogrodzic położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 94 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z linią kolejową w miejscowości Zebrzydowa, następnie na zachód od linii wyznaczonej przez linię kolejową biegnącą na południe od miejscowości Zebrzydowa do wschodniej granicy gminy w powiecie bolesławieckim,
- gmina Gryfów Śląski w powiecie lwóweckim,

w województwie lubelskim:

- gmina Milanów, Jabłoń, Parczew, Siemień, część gminy Dębowa Kłoda położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Przewłoka-Dębowa Kłoda biegnąca od północnej granicy gminy do miejscowości Dębowa Kłoda, a następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 819 biegnąca od miejscowości Dębowa Kłoda do południowej granicy gminy w powiecie parczewskim,
- gmina Wołyń, Komarówka Podlaska, część gminy Drelów położona na południe od kanału Wieprz – Krzna, część gminy Radzyń Podlaski położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 19 biegnącą od północnej granicy gminy do granicy miasta Radzyń Podlaski oraz na wschód od miasta Radzyń Podlaski w powiecie radzyńskim,
- część gminy Wisznice położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 812 w powiecie bialskim,
- gminy Niedźwiada, Ostrów Lubelski, Uścimów w powiecie lubartowskim.

6. Roumanie

Les zones réglementées III suivantes en Roumanie:

- Zona oraşului Bucureşti,
- Judeţul Constanţa,
- Judeţul Satu Mare,
- Judeţul Tulcea,
- Judeţul Bacău,
- Judeţul Bihor,

- Județul Bistrița Năsăud,
- Județul Brăila,
- Județul Buzău,
- Județul Călărași,
- Județul Dâmbovița,
- Județul Galați,
- Județul Giurgiu,
- Județul Ialomița,
- Județul Ilfov,
- Județul Prahova,
- Județul Sălaj,
- Județul Suceava
- Județul Vaslui,
- Județul Vrancea,
- Județul Teleorman,
- Județul Mehedinți,
- Județul Gorj,
- Județul Argeș,
- Județul Olt,
- Județul Dolj,
- Județul Arad,
- Județul Timiș,
- Județul Covasna,
- Județul Brașov,
- Județul Botoșani,
- Județul Vâlcea,
- Județul Iași,
- Județul Hunedoara,
- Județul Alba,
- Județul Sibiu,
- Județul Caraș-Severin,
- Județul Neamț,
- Județul Harghita,
- Județul Mureș,
- Județul Cluj,
- Județul Maramureș.

7. Allemagne

Les zones réglementées III suivantes en Allemagne:

Bundesland Brandenburg:

- Kreisfreie Stadt Cottbus,
- Landkreis Spree-Neiße:

- Gemeinde Kolkwitz mit den Gemarkungen Hänchen, Klein Gaglow, Kolkwitz, Gulben, Papitz, Glinzig, Limberg und Krieschow,

- Gemeinde Drebkau mit den Gemarkungen Jehserig, Domsdorf, Drebkau, Laubst, Leuthen, Siewisch, Casel und der Gemarkung Schorbus bis zur L521,
- Gemeinde Neuhausen/Spree mit den Gemarkungen Groß Oßnig, Klein Döbbern, Groß Döbbern, Haasow, Kathlow, Frauendorf, Koppatz, Roggosen, Sergen, Komptendorf, Laubsdorf, Neuhausen, Drieschnitz, Kahsel und Bagenz,
- Gemeinde Spremberg mit den Gemarkungen Sellessen, Bühlow, Groß Buckow, Klein Buckow, Spremberg, Radeweise und Straußdorf.

8. Grèce

Les zones réglementées III suivantes en Grèce:

- dans l'unité régionale de Serres:
 - les départements municipaux d'Irakleia, Valtero, Dasochori, Karperi, Koimisi, Lithotopos, Limnochori, Pontismeno, Chrysochorafa, Ammoudia, Gefiroudi, Triada, Cheimaros, Zeugolatio, Kalokastro, Livadochori et Strimoniko (municipalité d'Irakleia),
 - les départements municipaux de Kamaroto, Kerkini, Livadia, Makrynitsa, Neochori Sintikis, Platanakia, Kastanousi, Rodopoli, Ano Poroia, Kato Poroia, Akritochori, Neo Petritsi, Vyroneia, Megalochori, Mandraki, Strymonochori, Charopo, Chortero et Gonimo, une partie du département municipal de Sidirokastro et le département communal de Promahonas (municipalité de Sintiki),
 - les départements municipaux d'Anagennisi, Vamvakia et Provatas (municipalité de Serres),
 - les départements municipalité d'Ampeloi, Vergi, Dimitritsi, Nikokleia, Triantafilia (municipalité de Visaltia),
- dans l'unité régionale de Kilikis:
 - les départements municipaux suivants: Vathi, Agios Markos, Pontokerasea, Drosato, Amaranta, Antigoneia, Gerakario, Kokkinia, Tripotamos, Fyska, Myriofyto, Kentriko, Mouries, Agia Paraskevi, Stathmos Mourion et Kato Theodoraki, Melanthio, Anavrito, Elliniko, Eptalofos, Eukarpia, Theodosia, Isoma, Koiladi, Koronouda et Terpillios (municipalité de Kilikis)
- dans l'unité régionale de Thessalonique:
 - les départements municipaux de Vertiskos, Ossa, Karteres, Lahanas, Leukochori, Nikopoli, Xilopoli, Krioneri et Sochos (municipalité de Lagadas).

ANNEXE II

ZONES ÉTABLIES AU NIVEAU DE L'UNION EN TANT QUE ZONES INFECTÉES OU QUE ZONES RÉGLEMENTÉES COMPRENANT DES ZONES DE PROTECTION ET DE SURVEILLANCE**(visées à l'article 6, paragraphe 2 et à l'article 7, paragraphe 2)**

Partie A — Zones établies en tant que zones infectées à la suite de l'apparition d'un foyer de peste porcine africaine chez des porcins sauvages dans un État membre ou une zone préalablement indemne de la maladie:

État membre: Italie

Numéro de référence ADIS ⁽¹⁾ du foyer	Zone comprenant:	Applicable jusqu'au
IT-ASF-2023-00516	<p>Région Campanie:</p> <p>dans la province de Salerno, les municipalités suivantes: Sanza, Buonabitacolo, Sassano, Padula, Montesano sulla Marcellana, Casalbuono, Casaletto spartano, Caselle in Pittari, Piaggine, Morigerati, Monte San Giacomo, Tortorella, Teggiano, Sala Consilina, Rofrano, Valle Dell'Angelo, Torraca.</p> <p>Région Basilicate:</p> <p>dans la province de Potenza, les municipalités suivantes: Moliterno, Lagonegro, Grumento Nova, Paterno, Tramutola.</p>	22.8.2023

⁽¹⁾ SIMA (ADIS en anglais): le système d'information sur les maladies animales de l'Union européenne.»

DÉCISIONS

DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2023/1408 DE LA COMMISSION

du 3 juillet 2023

écartant du financement de l'Union européenne certaines dépenses effectuées par les États membres au titre du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)

[notifiée sous le numéro C(2023) 3494]

(Les textes en langues allemande, anglaise, bulgare, croate, espagnole, française, hongroise, irlandaise, italienne, lituanienne, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, suédoise et tchèque sont les seuls faisant foi.)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et (CE) n° 485/2008 du Conseil ⁽¹⁾, et notamment son article 52,

après consultation du comité des Fonds agricoles,

considérant ce qui suit:

- (1) Conformément à l'article 52 du règlement (UE) n° 1306/2013, la Commission procède aux vérifications nécessaires, communique aux États membres les résultats de ces vérifications, prend connaissance des observations émises par ceux-ci, engage des discussions bilatérales pour parvenir à un accord avec les États membres concernés et communique formellement ses conclusions à ces derniers.
- (2) Les États membres ont eu la possibilité de demander l'ouverture d'une procédure de conciliation. Cette possibilité a été utilisée dans certains cas, et les rapports émis à l'issue de la procédure ont été examinés par la Commission.
- (3) Conformément au règlement (UE) n° 1306/2013, seules les dépenses agricoles effectuées conformément au droit de l'Union peuvent être financées.
- (4) Il ressort des vérifications effectuées, des discussions bilatérales et des procédures de conciliation qu'une partie des dépenses déclarées par les États membres ne remplit pas cette condition et ne peut donc être financée au titre du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader).
- (5) Il y a lieu d'indiquer les montants qui n'ont pas été reconnus comme pouvant être imputés au FEAGA et au Feader. Ces montants ne concernent pas les dépenses effectuées plus de vingt-quatre mois avant que la Commission ait notifié par écrit les résultats des vérifications aux États membres.

⁽¹⁾ JO L 347 du 20.12.2013, p. 549.

- (6) Le calcul des montants écartés du financement de l'Union par la présente décision doit également tenir compte de toute réduction ou suspension appliquée conformément à l'article 41 du règlement (UE) n° 1306/2013, étant donné que ces réductions ou suspensions ont un caractère provisoire et sont sans préjudice des décisions prises en application des articles 51 ou 52 dudit règlement.
- (7) Par la décision C(2020) 1857 de la Commission, les paiements à la République tchèque ont été suspendus à hauteur d'un montant de 30 606,96 EUR pour les dépenses relatives à la période comprise entre le 16 octobre 2018 et le 31 décembre 2018. La décision d'exécution (UE) 2022/908 de la Commission ⁽²⁾ a exclu du financement de l'Union un montant de 3 300 907,65 EUR en tant que dépenses effectuées par la République tchèque au titre du Feader, tandis que l'incidence financière nette sur cet État membre était de 3 270 300,69 EUR, la différence résultant de la suspension de 30 606,96 EUR. Il est donc nécessaire de préciser que cette différence était due à la levée de la suspension prévue par la décision C(2020) 1857. Cette clarification n'a aucune incidence financière sur la République tchèque.
- (8) Pour les cas visés à la présente décision, l'évaluation des montants à écarter en raison de leur non-conformité au droit de l'Union a été communiquée par la Commission aux États membres dans le cadre du rapport de synthèse ⁽³⁾.
- (9) La présente décision ne préjuge en rien des conséquences financières que la Commission pourrait tirer d'arrêtés rendus par la Cour de justice de l'Union européenne dans des affaires en instance à la date du 9 mars 2023,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Les montants indiqués en annexe, qui concernent les dépenses engagées par les organismes payeurs agréés des États membres et déclarées dans le cadre du FEAGA ou du Feader, sont exclus du financement de l'Union.

Article 2

Le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, la République fédérale d'Allemagne, l'Irlande, le Royaume d'Espagne, la République française, la République de Croatie, la République italienne, la République de Lituanie, la Hongrie, le Royaume des Pays-Bas, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République slovaque et le Royaume de Suède sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 3 juillet 2023.

Par la Commission

Janusz WOJCIECHOWSKI

Membre de la Commission

⁽²⁾ Décision d'exécution (UE) 2022/908 de la Commission du 8 juin 2022 écartant du financement de l'Union européenne certaines dépenses effectuées par les États membres au titre du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) (JO L 157 du 10.6.2022, p. 15).

⁽³⁾ Ares(2023)2775872

Corrections financières

FEAGA

Corrections financières — hors conditionnalité

Ligne budgétaire: 6200

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
BE	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Retards de paiement - Programme à destination des écoles	MONTANT ESTIMÉ		EUR	- 18 986,16	0,00	- 18 986,16
					Total BE	EUR	- 18 986,16	0,00	- 18 986,16
État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
CZ	Aides directes découplées	2021	Toutes les faiblesses 2020	PONCTUEL		EUR	- 740 885,23	0,00	- 740 885,23
	Aides directes découplées	2019	Écologisation 2018	PONCTUEL		EUR	- 165 173,77	0,00	- 165 173,77
	Aides directes découplées	2020	Écologisation 2019	PONCTUEL		EUR	- 173 025,91	0,00	- 173 025,91
	Aides directes découplées	2019	RPUS 2018	PONCTUEL		EUR	- 748 996,93	0,00	- 748 996,93
	Aides directes découplées	2020	RPUS 2019	PONCTUEL		EUR	- 843 550,69	0,00	- 843 550,69
	Aides directes découplées	2019	Régime en faveur des jeunes agriculteurs 2018	PONCTUEL		EUR	- 163 044,70	0,00	- 163 044,70
	Aides directes découplées	2020	Régime en faveur des jeunes agriculteurs 2019	PONCTUEL		EUR	- 20 677,45	0,00	- 20 677,45
					Total CZ:	EUR	- 2 855 354,68	0,00	- 2 855 354,68

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
DE	Apurement des comptes - Apurement financier	2021	Dette avec retard dans les procédures de recouvrement pour le FEAGA	PONCTUEL		EUR	- 2 373,87	0,00	- 2 373,87
	Apurement des comptes - Apurement financier	2021	Erreurs financières dans le FEAGA hors SIGC	PONCTUEL		EUR	- 59 516,17	0,00	- 59 516,17
	Apurement des comptes - Apurement financier	2021	Rapprochement de la gestion des créances - FEAGA et Feader	PONCTUEL		EUR	- 2 831,79	0,00	- 2 831,79
					Total DE:	EUR	- 64 721,83	0,00	- 64 721,83
État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
ES	Vin - promotion dans les pays tiers	2019	Absence de contrôle clé Exercice 2019 - Exercice 2020	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 510 603,92	0,00	- 510 603,92
	Vin - promotion dans les pays tiers	2020	Absence de contrôle clé Exercice 2019 - Exercice 2020	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 352 382,86	0,00	- 352 382,86
	Vin - promotion dans les pays tiers	2021	Absence de contrôle clé Exercice 2021	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 296 961,54	0,00	- 296 961,54

	Soutien couplé facultatif	2019	Application correcte des exclusions et des sanctions administratives en cas de non-respect des exigences en matière d'identification et d'enregistrement - M10 (vaches allaitantes) - Année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 238 329,73	- 78,59	- 238 251,14
	Soutien couplé facultatif	2020	Application correcte des exclusions et des sanctions administratives en cas de non-respect des exigences en matière d'identification et d'enregistrement - M10 (vaches allaitantes) - Année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 240 853,71	0,00	- 240 853,71
	Soutien couplé facultatif	2021	Application correcte des exclusions et des sanctions administratives en cas de non-respect des exigences en matière d'identification et d'enregistrement - M10 (vaches allaitantes) - Année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 137 696,19	0,00	- 137 696,19
	Vin - promotion dans les pays tiers	2019	Lacune dans un contrôle clé - exercice 2019 - mise en œuvre intégrale - Andalousie	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 4 456,29	0,00	- 4 456,29
	Vin - promotion dans les pays tiers	2019	Lacune dans un contrôle clé - exercice 2019 - mise en œuvre intégrale - Aragon	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 454,32	0,00	- 454,32
	Vin - promotion dans les pays tiers	2019	Lacune dans un contrôle clé - exercice 2019 - mise en œuvre intégrale - Castille-La Manche	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 11 444,60	0,00	- 11 444,60

Vin - promotion dans les pays tiers	2019	Lacune dans un contrôle clé - exercice 2019 - mise en œuvre intégrale - Castille-et-León	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 13 435,47	- 37,71	- 13 397,76
Vin - promotion dans les pays tiers	2019	Lacune dans un contrôle clé - exercice 2019 - mise en œuvre intégrale - Catalogne	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 7 332,26	0,00	- 7 332,26
Vin - promotion dans les pays tiers	2019	Lacune dans un contrôle clé - exercice 2019 - mise en œuvre intégrale - Communauté valencienne	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 33 058,51	- 33 058,51	0,00
Vin - promotion dans les pays tiers	2019	Lacune dans un contrôle clé - exercice 2019 - mise en œuvre intégrale - Galice	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 4 205,63	0,00	- 4 205,63
Vin - promotion dans les pays tiers	2019	Lacune dans un contrôle clé - exercice 2019 - mise en œuvre intégrale - Madrid	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 4 663,46	0,00	- 4 663,46
Vin - promotion dans les pays tiers	2019	Lacune dans un contrôle clé - exercice 2019 - mise en œuvre intégrale - Murcie	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 55 261,74	0,00	- 55 261,74
Vin - promotion dans les pays tiers	2019	Lacune dans un contrôle clé - exercice 2019 - mise en œuvre intégrale - Navarre	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 5 393,84	0,00	- 5 393,84
Vin - promotion dans les pays tiers	2019	Lacune dans un contrôle clé - exercice 2019 - mise en œuvre intégrale - Pays basque	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 9 524,60	0,00	- 9 524,60
Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Erreur individuelle FEAGA non recouvrée exercice 2020	PONCTUEL		EUR	- 60,64	0,00	- 60,64

	Apurement des comptes - Apurement financier	2016	Erreurs individuelles exercice 2016 non encore recouvrées	PONCTUEL		EUR	- 432,49	- 5,06	- 427,43
	Apurement des comptes - Apurement financier	2019	Erreurs individuelles exercice 2019 non encore recouvrées	PONCTUEL		EUR	- 610,69	- 0,48	- 610,21
	Vin – Restructuration et reconversion des vignobles	2021	Retards de paiement - restructuration du secteur vitivinicole	PONCTUEL		EUR	- 523 690,12	- 0,01	- 523 690,11
	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Anciennes dettes FEAGA	PONCTUEL		EUR	- 458 099,36	0,00	- 458 099,36
	Aides directes découplées	2020	Faiblesse dans l'application du carton jaune	PONCTUEL		EUR	- 23 729,44	0,00	- 23 729,44
	Aides directes découplées	2018	Faiblesse dans le SIPA	PONCTUEL		EUR	- 317 920,61	0,00	- 317 920,61
	Soutien couplé facultatif	2018	Faiblesse dans le SIPA	PONCTUEL		EUR	- 235,66	0,00	- 235,66
	Aides directes découplées	2019	Faiblesse dans le SIPA	PONCTUEL		EUR	- 301 055,27	0,00	- 301 055,27
	Soutien couplé facultatif	2019	Faiblesse dans le SIPA	PONCTUEL		EUR	- 116,48	0,00	- 116,48
	Aides directes découplées	2020	Faiblesse dans le SIPA	PONCTUEL		EUR	- 282 587,64	0,00	- 282 587,64
	Soutien couplé facultatif	2020	Faiblesse dans le SIPA	PONCTUEL		EUR	- 542,27	0,00	- 542,27
	Aides directes découplées	2018	Faiblesse dans le régime des petits agriculteurs	PONCTUEL		EUR	- 1 769 315,33	0,00	- 1 769 315,33

	Aides directes découplées	2019	Faiblesse dans le régime des petits agriculteurs	PONCTUEL		EUR	- 1 363 439,40	0,00	- 1 363 439,40
	Aides directes découplées	2020	Faiblesse dans le régime des petits agriculteurs	PONCTUEL		EUR	- 814 969,59	0,00	- 814 969,59
	Aides directes découplées	2021	Faiblesse dans le régime des petits agriculteurs	PONCTUEL		EUR	- 585 488,92	0,00	- 585 488,92
					Total ES:	EUR	- 8 368 352,58	- 33 180,36	- 8 335 172,22
État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
FR	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Créances FEAGA	PONCTUEL		EUR	- 918 059,09	0,00	- 918 059,09
	Irrégularités	2020	Dettes indûment annulées/négligence de l'organisme payeur	PONCTUEL		EUR	- 19 232,13	0,00	- 19 232,13
	Apurement des comptes - Apurement financier	2019	Erreurs aléatoires et connues FEAGA SIGC	PONCTUEL		EUR	- 18 593,98	- 17 148,33	- 1 445,65
	Apurement des comptes - Apurement financier	2019	Erreurs connues OA1 FEAGA	PONCTUEL		EUR	- 173 938,91	0,00	- 173 938,91
	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Erreur connue	PONCTUEL		EUR	- 1 565,73	0,00	- 1 565,73
	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Négligence et retards dans la gestion des demandes de paiement concernant la mesure de promotion	PONCTUEL		EUR	- 8 530 615,24	0,00	- 8 530 615,24
					Total FR:	EUR	- 9 662 005,08	- 17 148,33	- 9 644 856,75

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
HU	Soutien couplé facultatif	2020	mesure M01 - année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 1 162 169,15	0,00	- 1 162 169,15
	Soutien couplé facultatif	2021	mesure M01 - année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 1 024 132,22	0,00	- 1 024 132,22
	Soutien couplé facultatif	2022	mesure M01 - année de demande 2021	PONCTUEL		EUR	- 855 443,63	0,00	- 855 443,63
					Total HU:	EUR	- 3 041 745,00	0,00	- 3 041 745,00
État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
IE	Régime de paiement de base	2020	RPB 2019 - point 1.1.1	PONCTUEL		EUR	- 254 478,84	- 157,02	- 254 321,82
	Régime de paiement de base	2020	RPB 2019 - point 1.2.1	PONCTUEL		EUR	- 1 074 643,62	- 663,08	- 1 073 980,54
	Régime de paiement de base	2021	RPB 2020 - point 1.1.1	PONCTUEL		EUR	- 252 451,01	- 149,67	- 252 301,34
	Régime de paiement de base	2021	RPB 2020 - point 1.2.1	PONCTUEL		EUR	- 1 551 644,75	- 919,90	- 1 550 724,85
	Régime de paiement de base	2022	RPB 2021 - point 1.2.1	PONCTUEL		EUR	- 467 239,49	- 259,33	- 466 980,16
	Régime de paiement de base	2023	RPB année de demande 2022 - point 1.2.1	PONCTUEL		EUR	- 467 239,49	0,00	- 467 239,49
	Paiement en faveur de l'écologisation	2020	Écologisation 2019 - point 1.1.1	PONCTUEL		EUR	- 111 970,19	- 93,13	- 111 877,06
	Paiement en faveur de l'écologisation	2020	Écologisation 2019 - point 1.2.1	PONCTUEL		EUR	- 472 843,19	- 393,30	- 472 449,89

	Paiement en faveur de l'écologisation	2021	Écologisation 2020 - point 1.1.1	PONCTUEL		EUR	- 111 076,89	- 88,96	- 110 987,93
	Paiement en faveur de l'écologisation	2021	Écologisation 2020 - point 1.2.1	PONCTUEL		EUR	- 682 723,69	- 546,79	- 682 176,90
	Paiement en faveur de l'écologisation	2022	Écologisation 2021 - point 1.2.1	PONCTUEL		EUR	- 205 585,38	- 153,63	- 205 431,75
	Paiement en faveur de l'écologisation	2023	Écologisation année de demande 2022 - point 1.2.1	PONCTUEL		EUR	- 205 585,37	0,00	- 205 585,37
	Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2020	PJA 2019 - point 1.1.1	PONCTUEL		EUR	- 16 014,71	- 13,62	- 16 001,09
	Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2020	PJA 2019 - point 1.2.1	PONCTUEL		EUR	- 6 104,63	- 5,19	- 6 099,44
	Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2021	PJA 2020 - point 1.1.1	PONCTUEL		EUR	- 10 888,29	0,00	- 10 888,29
	Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2021	PJA 2020 - point 1.1.2	PONCTUEL		EUR	- 3 298,20	0,00	- 3 298,20
	Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2022	PJA 2021 - point 1.2.1	PONCTUEL		EUR	- 3 421,16	0,00	- 3 421,16
					Total IE:	EUR	- 5 897 208,90	- 3 443,62	- 5 893 765,28
État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
LT	Soutien couplé facultatif	2019	M01 - population inéligible - Taux forfaitaire de 100 % - Année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	100,00%	EUR	- 121 982,06	0,00	- 121 982,06
	Soutien couplé facultatif	2020	M01 - population inéligible - Taux forfaitaire de 100 % - Année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	100,00%	EUR	- 110 237,66	0,00	- 110 237,66
	Soutien couplé facultatif	2021	M01 - population inéligible - Taux forfaitaire de 100 % - Année de demande 2020	TAUX FORFAITAIRE	100,00%	EUR	- 97 387,18	0,00	- 97 387,18

	Soutien couplé facultatif	2019	M01 - population non contrôlée - Taux forfaitaire 10 % - Année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 1 232 674,11	0,00	- 1 232 674,11
	Soutien couplé facultatif	2020	M01 - population non contrôlée - Taux forfaitaire 10 % - Année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 1 236 782,49	0,00	- 1 236 782,49
	Soutien couplé facultatif	2021	M01 - population non contrôlée - Taux forfaitaire 10 % - Année de demande 2020	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 1 311 303,18	0,00	- 1 311 303,18
	Soutien couplé facultatif	2019	M01 - population restante - ponctuel - 2018	PONCTUEL		EUR	- 74 091,97	0,00	- 74 091,97
	Soutien couplé facultatif	2020	M01 - population restante - ponctuel - 2019	PONCTUEL		EUR	- 201 596,42	0,00	- 201 596,42
	Soutien couplé facultatif	2021	M01 - population restante - ponctuel - 2020	PONCTUEL		EUR	- 219 486,17	0,00	- 219 486,17
	Soutien couplé facultatif	2019	M02 - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 149 916,78	0,00	- 149 916,78
	Soutien couplé facultatif	2020	M02 - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 156,69	0,00	- 156,69
	Soutien couplé facultatif	2021	M02 - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 4,03	0,00	- 4,03
	Soutien couplé facultatif	2020	M02 - année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 182 516,03	0,00	- 182 516,03
	Soutien couplé facultatif	2021	M02 - année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 11,11	0,00	- 11,11
	Soutien couplé facultatif	2021	M02 - année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 160 352,82	0,00	- 160 352,82
	Soutien couplé facultatif	2019	M03 - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 102 204,91	0,00	- 102 204,91

	Soutien couplé facultatif	2020	M03 - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 90,96	0,00	- 90,96
	Soutien couplé facultatif	2021	M03 - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 0,13	0,00	- 0,13
	Soutien couplé facultatif	2020	M03 - année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 138 875,64	0,00	- 138 875,64
	Soutien couplé facultatif	2021	M03 - année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 30,73	0,00	- 30,73
	Soutien couplé facultatif	2021	M03 - année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 126 218,18	0,00	- 126 218,18
	Soutien couplé facultatif	2019	M04 - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 17 058,59	0,00	- 17 058,59
	Soutien couplé facultatif	2020	M04 - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 5,44	0,00	- 5,44
	Soutien couplé facultatif	2021	M04 - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 0,09	0,00	- 0,09
	Soutien couplé facultatif	2020	M04 - année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 29 068,61	0,00	- 29 068,61
	Soutien couplé facultatif	2021	M04 - année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 7,55	0,00	- 7,55
	Soutien couplé facultatif	2021	M04 - année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 33 622,17	0,00	- 33 622,17
	Soutien couplé facultatif	2021	M05 - année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 286,42	0,00	- 286,42
					Total LT	EUR	- 5 545 968,12	0,00	- 5 545 968,12

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
NL	Aides directes découplées	2018	Faiblesse Aides à la surface 2017	PONCTUEL		EUR	- 60 127,10	0,00	- 60 127,10
	Aides directes découplées	2019	Faiblesses Aides à la surface 2018	PONCTUEL		EUR	- 201 713,16	0,00	- 201 713,16
	Aides directes découplées	2020	Faiblesses Aides à la surface 2019	PONCTUEL		EUR	- 237 948,20	0,00	- 237 948,20
	Aides directes découplées	2021	Faiblesses Aides à la surface 2020	PONCTUEL		EUR	- 141 579,93	0,00	- 141 579,93
	Soutien couplé facultatif	2019	Faiblesses du SCF lié aux animaux 2018 - bovins	PONCTUEL		EUR	- 233 464,78	0,00	- 233 464,78
	Soutien couplé facultatif	2019	Faiblesses du SCF lié aux animaux 2018 - ovins	PONCTUEL		EUR	- 274 260,26	0,00	- 274 260,26
	Soutien couplé facultatif	2020	Faiblesses du SCF lié aux animaux 2019	TAUX FORFAITAIRE	100,00%	EUR	- 1 361 953,62	0,00	- 1 361 953,62
	Soutien couplé facultatif	2021	Faiblesses du SCF lié aux animaux 2020	TAUX FORFAITAIRE	100,00%	EUR	- 1 446 149,85	0,00	- 1 446 149,85
					Total NL	EUR	- 3 957 196,90	0,00	- 3 957 196,90
État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
PL	Irrégularités	2018	Constatation n° 4: la décision de ne pas poursuivre le recouvrement n'est pas dûment justifiée	PONCTUEL		EUR	- 341 802,67	0,00	- 341 802,67

	Irrégularités	2018	Constatation n° 5: Correction/annulation injustifiée de la dette	PONCTUEL		EUR	- 666 343,87	0,00	- 666 343,87
	Irrégularités	2018	Constatation n° 1 et 2: demandes de recouvrement tardives et enregistrement tardif des créances dans le grand livre du débiteur	PONCTUEL		EUR	- 28 707 386,08	0,00	- 28 707 386,08
					Total PL:	EUR	- 29 715 532,62	0,00	- 29 715 532,62
État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
PT	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	FEAGA - Non-respect du délai de 18 mois	PONCTUEL		EUR	- 118 871,15	0,00	- 118 871,15
	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Apurement financier 2020 - erreur financière relevée par l'organisme de certification concernant le FEAGA	PONCTUEL		EUR	- 1 729,02	- 86,45	- 1 642,57
	Régime de paiement de base	2019	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la réserve nationale - RPB année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 440 927,22	- 22 046,36	- 418 880,86
	Régime de paiement de base	2020	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - RPB année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 1 952 618,14	- 97 630,92	- 1 854 987,22
	Régime de paiement de base	2021	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - RPB année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 714 958,82	0,00	- 714 958,82

Régime de paiement de base	2017	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - RPB année de demande 2016	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 1,43	- 1,43	0,00
Régime de paiement de base	2018	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - RPB année de demande 2017 - année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 2 849,89	- 2 849,89	0,00
Régime de paiement de base	2019	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - RPB année de demande 2017 - année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 2 920,39	- 2 920,40	0,01
Régime de paiement de base	2020	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - RPB année de demande 2017 - année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 1,07	0,30	- 1,37
Paiement en faveur de l'écologisation	2018	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - ÉCOLOGISATION - année de demande 2017	PONCTUEL		EUR	- 496 698,91	- 24 834,95	- 471 863,96
Paiement en faveur de l'écologisation	2019	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - ÉCOLOGISATION - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 297 662,86	- 14 883,14	- 282 779,72
Paiement en faveur de l'écologisation	2020	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - ÉCOLOGISATION - année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 1 284 415,15	- 64 220,76	- 1 220 194,39
Paiement en faveur de l'écologisation	2021	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Écologisation - année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 518 636,81	0,00	- 518 636,81

Paiement en faveur de l'écologisation	2017	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Écologisation - année de demande 2016	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 0,78	- 0,78	0,00
Paiement en faveur de l'écologisation	2018	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Écologisation - année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 1 413,83	- 1 413,83	0,00
Paiement en faveur de l'écologisation	2019	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Écologisation - année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 2,02	- 2,02	0,00
Paiement en faveur de l'écologisation	2020	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Écologisation - année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 0,23	0,00	- 0,23
Paiement en faveur de l'écologisation	2019	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Écologisation - année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 2 615,83	- 2 615,83	0,00
Paiement en faveur de l'écologisation	2020	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Écologisation - année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 1,38	0,00	- 1,38
Paiement redistributif	2018	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Paiement redistributif - année de demande 2017	PONCTUEL		EUR	- 19 263,97	- 963,20	- 18 300,77

	Paiement redistributif	2021	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Paiement redistributif - année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 49 618,08	0,00	- 49 618,08
	Paiement redistributif	2019	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Paiement redistributif - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 19 734,45	- 986,71	- 18 747,74
	Paiement redistributif	2018	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Paiement redistributif - année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 168,29	- 168,29	0,00
	Paiement redistributif	2019	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Paiement redistributif - année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 0,26	- 0,26	0,00
	Paiement redistributif	2020	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Paiement redistributif - année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 0,03	0,00	- 0,03
	Paiement redistributif	2019	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Paiement redistributif - année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 247,25	- 247,25	0,00
	Paiement redistributif	2020	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Paiement redistributif - année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 0,20	0,00	- 0,20
	Régime des petits agriculteurs	2017	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - RPA-année de demande 2016	PONCTUEL		EUR	- 4 053,85	- 202,69	- 3 851,16

Régime des petits agriculteurs	2018	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - RPA-année de demande 2017	PONCTUEL		EUR	- 1 186 500,00	- 59 325,01	- 1 127 174,99
Régime des petits agriculteurs	2019	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - RPA-année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 1 142 866,00	- 57 143,29	- 1 085 722,71
Régime des petits agriculteurs	2020	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - RPA-année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 1 029 472,80	- 51 473,63	- 977 999,17
Régime des petits agriculteurs	2021	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - RPA-année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 1 025 434,00	0,00	- 1 025 434,00
Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2018	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - PJA-année de demande 2017	PONCTUEL		EUR	- 9 263,91	- 463,21	- 8 800,70
Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2019	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - PJA-année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 16 538,66	- 826,92	- 15 711,74
Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2020	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - PJA-année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 15 560,98	- 778,04	- 14 782,94

Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2021	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - PJA-année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 11 818,57	0,00	- 11 818,57
Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2017	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - PJA-année de demande 2016	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 4,66	- 4,66	0,00
Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2018	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - PJA-année de demande 2016	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 0,02	- 0,02	0,00
Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2018	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - PJA-année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 1 484,15	- 1 484,15	0,00
Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2019	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - PJA-année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 2,06	- 2,06	0,00
Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2019	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - PJA-année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 1 834,75	- 1 834,75	0,00
Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2020	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - PJA-année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 3,48	0,00	- 3,48

	Paiement redistributif	2020	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Paiement redistributif - année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 26 367,94	- 1 318,39	- 25 049,55
	Régime de paiement de base	2020	Faiblesses dans la mise en place du RPB et du PJA - RPB- année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 5 415,53	- 5 415,53	0,00
	Régime de paiement de base	2021	Faiblesses dans la mise en place du RPB et du PJA - RPB- année de demande 2020	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 6 310,90	0,00	- 6 310,90
	Paiement en faveur de l'écologisation	2020	Faiblesses dans la mise en place du RPB et du PJA - Écologisation- année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 3 599,80	- 3 599,80	0,00
	Paiement en faveur de l'écologisation	2021	Faiblesses dans la mise en place du RPB et du PJA - ÉCOLOGISATION - année de demande 2020	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 4 647,10	0,00	- 4 647,10
	Paiement redistributif	2021	Faiblesses dans la mise en place du RPB et du PJA - Paiement redistributif - année de demande 2020	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 807,36	0,00	- 807,36
	Paiement redistributif	2020	Faiblesses dans la mise en place du RPB et du PJA - PJA- année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 328,85	- 328,85	0,00

	Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2020	Faiblesses dans la mise en place du RPB et du PJA - PJA-année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 2 004,25	- 2 004,25	0,00
	Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2021	Faiblesses dans la mise en place du RPB et du PJA - PJA-année de demande 2020	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 2 006,17	0,00	- 2 006,17
	Régime de paiement de base	2017	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - RPB-année de demande 2016	PONCTUEL		EUR	- 2 289,55	- 2 289,55	0,00
	Régime de paiement de base	2018	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - RPB-année de demande 2017	PONCTUEL		EUR	- 739 042,71	- 36 952,13	- 702 090,58
	Paiement en faveur de l'écologisation	2017	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - Écologisation- année de demande 2016	PONCTUEL		EUR	- 1 430,26	- 1 430,26	0,00
	Régime en faveur des jeunes agriculteurs	2017	Faiblesses dans la mise en place du RPB et de la RN - PJA-année de demande 2016	PONCTUEL		EUR	- 11,40	- 0,57	- 10,83
					Total PT:	EUR	- 11 164 457,17	- 462 749,93	- 10 701 707,24
État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
SE	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Procédures de recouvrement FEAGA	PONCTUEL		EUR	- 6 294,58	0,00	- 6 294,58
					Total SE:	EUR	- 6 294,58	0,00	- 6 294,58

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
SK	Vin – Restructuration et reconversion des vignobles	2018	Constatation 1.1, taux forfaitaire pour montants surestimés et études déficientes	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 4 766,21	0,00	- 4 766,21
	Vin – Restructuration et reconversion des vignobles	2019	Constatation 1.1, correction à taux forfaitaire pour les montants trop élevés et les études déficientes	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 54 415,55	0,00	- 54 415,55
	Vin – Restructuration et reconversion des vignobles	2020	Constatation 1.1, correction à taux forfaitaire pour les montants trop élevés et les études déficientes	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 78 047,78	0,00	- 78 047,78
	Vin – Restructuration et reconversion des vignobles	2018	Constatation 1.1, correction ponctuelle sur les montants payés au-delà des coûts réels (exercice 2018 - exercice 2020)	PONCTUEL		EUR	- 14 770,82	0,00	- 14 770,82
	Vin – Restructuration et reconversion des vignobles	2019	Constatation 1.1, correction ponctuelle sur les montants payés au-delà des coûts réels (exercice 2018 - exercice 2020)	PONCTUEL		EUR	- 1 446 057,78	0,00	- 1 446 057,78
	Vin – Restructuration et reconversion des vignobles	2020	Constatation 1.1, correction ponctuelle sur les montants payés au-delà des coûts réels (exercice 2018 - exercice 2020)	PONCTUEL		EUR	- 1 621 046,46	0,00	- 1 621 046,46
	Vin – Restructuration et reconversion des vignobles	2021	Constatation 1.1, correction ponctuelle sur les montants payés au-delà des coûts réels (exercice 2018 - exercice 2020)	PONCTUEL		EUR	0,00	0,00	0,00
	Programme de l'UE à destination des écoles	2019	Constatation 1.2, faiblesses dans les taux forfaitaires pour le programme de l'UE à destination des écoles	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 164 078,60	0,00	- 164 078,60

	Programme de l'UE à destination des écoles	2020	Constatation 1.2, faiblesses dans les taux forfaitaires pour le programme de l'UE à destination des écoles	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 167 355,77	0,00	- 167 355,77
	Programme de l'UE à destination des écoles	2021	Constatation 1.2, faiblesses dans les taux forfaitaires pour le programme de l'UE à destination des écoles	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 164 806,59	0,00	- 164 806,59
	Soutien couplé facultatif	2020	M01- Année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 952 938,91	0,00	- 952 938,91
	Soutien couplé facultatif	2021	M01- Année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 817 911,36	0,00	- 817 911,36
	Soutien couplé facultatif	2022	M01- Année de demande 2021	PONCTUEL		EUR	- 782 181,60	0,00	- 782 181,60
	Soutien couplé facultatif	2020	M02- Année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 1 230 279,99	0,00	- 1 230 279,99
	Soutien couplé facultatif	2021	M02- Année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 532 125,21	0,00	- 532 125,21
	Soutien couplé facultatif	2022	M02- Année de demande 2021	PONCTUEL		EUR	- 162 825,71	0,00	- 162 825,71
	Soutien couplé facultatif	2020	M03-CY2019	PONCTUEL		EUR	- 559 498,11	0,00	- 559 498,11
	Soutien couplé facultatif	2021	M03- Année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 169 275,51	0,00	- 169 275,51
	Soutien couplé facultatif	2022	M03- Année de demande 2021	PONCTUEL		EUR	- 36 456,86	0,00	- 36 456,86

Aides directes découplées	2020	Faiblesse dans la réalisation de contrôles sur place d'une qualité suffisante - Utilisation de la méthode de mesure correcte/application d'une tolérance de mesure année de demande 2019 - Paiement en faveur de l'écologisation	PONCTUEL		EUR	- 9 365,20	0,00	- 9 365,20
Aides directes découplées	2020	Faiblesse dans la réalisation de contrôles sur place d'une qualité suffisante - Utilisation de la méthode de mesure correcte/application d'une tolérance de mesure année de demande 2019 - RPUS	PONCTUEL		EUR	- 31 652,67	0,00	- 31 652,67
Aides directes découplées	2020	Faiblesse dans la réalisation de contrôles sur place d'une qualité suffisante - Utilisation de la méthode de mesure correcte/application d'une tolérance de mesure année de demande 2019 - RJA	PONCTUEL		EUR	- 388,98	0,00	- 388,98
Aides directes découplées	2021	Faiblesse dans la réalisation de contrôles sur place d'une qualité suffisante - Utilisation de la méthode de mesure correcte/application d'une tolérance de mesure année de demande 2020 - Paiement en faveur de l'écologisation	PONCTUEL		EUR	- 5 319,91	0,00	- 5 319,91

	Aides directes découplées	2021	Faiblesse dans la réalisation de contrôles sur place d'une qualité suffisante - Utilisation de la méthode de mesure correcte/application d'une tolérance de mesure année de demande 2020 - RPUS	PONCTUEL		EUR	- 21 443,66	0,00	- 21 443,66
	Aides directes découplées	2021	Faiblesse dans la réalisation de contrôles sur place d'une qualité suffisante - Utilisation de la méthode de mesure correcte/application d'une tolérance de mesure année de demande 2020 - RJA	PONCTUEL		EUR	- 154,90	0,00	- 154,90
					Total SK:	EUR	- 9 027 164,14	0,00	- 9 027 164,14

Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
EUR	- 89 324 987,76	- 516 522,24	- 88 808 465,52

Corrections financières — hors conditionnalité

Ligne budgétaire: 6200

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
BG	Conditionnalité	2018	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 308 711,77	- 84,38	- 308 627,39
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 2 480,38	0,00	- 2 480,38
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 240,62	0,00	- 240,62
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 23,39	0,00	- 23,39
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 2 247 392,94	- 2 530,61	- 2 244 862,33
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 1 879,63	0,00	- 1 879,63
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 138,13	0,00	- 138,13
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 2 247 526,97	- 3 732,80	- 2 243 794,17
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 366,87	0,00	- 366,87
					Total BG:	EUR	- 4 808 760,70	- 6 347,79	- 4 802 412,91

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
IT	Conditionnalité	2018	2017 animaux	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 422 172,31	- 9 796,07	- 412 376,24
	Conditionnalité	2020	2017 animaux	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 9 803,61	0,00	- 9 803,61
	Conditionnalité	2018	2017 BCAE 7	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 4 299,11	- 86,00	- 4 213,11
	Conditionnalité	2020	2017 BCAE 7	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 76,49	0,00	- 76,49
	Conditionnalité	2019	2018 animaux	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 413 066,81	0,00	- 413 066,81
	Conditionnalité	2021	2018 animaux	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 3 833,89	0,00	- 3 833,89
	Conditionnalité	2019	2018 BCAE 7	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 55 803,19	0,00	- 55 803,19
	Conditionnalité	2021	2018 BCAE 7	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 420,16	0,00	- 420,16
	Conditionnalité	2020	2019 animaux	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 414 905,37	0,00	- 414 905,37
	Conditionnalité	2020	2019 BCAE 7	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 63 268,40	0,00	- 63 268,40
	Conditionnalité	2018	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 681 321,34	- 43 053,47	- 638 267,87
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 20 336,47	0,00	- 20 336,47
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 1 222,87	0,00	- 1 222,87

	Conditionnalité	2021	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 1 202,36	0,00	- 1 202,36
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 1 530 247,51	0,00	- 1 530 247,51
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 24 976,59	0,00	- 24 976,59
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 3 461,81	0,00	- 3 461,81
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 1 546 300,88	0,00	- 1 546 300,88
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 9 726,71	0,00	- 9 726,71
	Conditionnalité	2018	VIN Année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 5 108,83	0,00	- 5 108,83
					Total IT:	EUR	- 5 211 554,71	- 52 935,54	- 5 158 619,17
État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
LT	Conditionnalité	2018	Année de demande 2017, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 53 000,31	- 34,99	- 52 965,32
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2017, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 586,15	0,00	- 586,15
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2017, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 292,97	0,00	- 292,97
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2017, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 6,96	0,00	- 6,96

	Conditionnalité	2018	Année de demande 2017, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 11 803,17	- 12,57	- 11 790,60
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2017, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 618,35	0,00	- 618,35
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2017, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 64,67	0,00	- 64,67
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2017, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 7,79	0,00	- 7,79
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2018, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 2 623 548,19	- 1 125,96	- 2 622 422,23
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2018, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 853,54	0,00	- 853,54
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2018, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 0,40	0,00	- 0,40
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2018, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 605 847,32	- 315,74	- 605 531,58
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2018, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 358,94	0,00	- 358,94
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2018, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 3,23	0,00	- 3,23
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2019, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 2 613 087,30	0,00	- 2 613 087,30
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2019, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 43,22	0,00	- 43,22

	Conditionnalité	2020	Année de demande 2019, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 643 271,51	0,00	- 643 271,51
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2019, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 96,48	0,00	- 96,48
					Total LT:	EUR	- 6 553 490,50	- 1 489,26	- 6 552 001,24

Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
EUR	- 16 573 805,91	- 60 772,59	- 16 513 033,32

Feader

Corrections financières - hors conditionnalité

Ligne budgétaire: 5040

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
HR	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2022	Qualité insuffisante des contrôles administratifs - Mesure 14 - Année de demande 2021	PONCTUEL		EUR	- 83 081,39	0,00	- 83 081,39
					Total HR:	EUR	- 83 081,39	0,00	- 83 081,39

Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
EUR	- 83 081,39	0,00	- 83 081,39

Ligne budgétaire: 6201

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
BE	Feader - Développement rural - Mesures bénéficiant d'une aide à taux forfaitaire	2017	Contrôle approprié de l'éligibilité du projet - plan d'entreprise ajouté - 2017 - jeunes agriculteurs	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 13 275,00	0,00	- 13 275,00
	Feader - Développement rural - Mesures bénéficiant d'une aide à taux forfaitaire	2018	Contrôle approprié de l'éligibilité du projet - plan d'entreprise ajouté - 2018 - jeunes agriculteurs	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 20 625,00	0,00	- 20 625,00
	Feader - Développement rural - Mesures bénéficiant d'une aide à taux forfaitaire	2019	Contrôle approprié de l'éligibilité du projet - plan d'entreprise ajouté - 2019 - jeunes agriculteurs	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 77 075,00	- 409,78	- 76 665,22
	Feader - Développement rural - Mesures bénéficiant d'une aide à taux forfaitaire	2020	Contrôle approprié de l'éligibilité du projet - plan d'entreprise ajouté - 2020 - jeunes agriculteurs	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 183 275,00	0,00	- 183 275,00
	Feader - Développement rural - Mesures bénéficiant d'une aide à taux forfaitaire	2017	Contrôle approprié de l'éligibilité du projet - absence de plan d'entreprise - 2017 - jeunes agriculteurs payés intégralement	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 53 950,00	0,00	- 53 950,00

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
	Feader - Développement rural - Mesures bénéficiant d'une aide à taux forfaitaire	2018	Contrôle approprié de l'éligibilité du projet - absence de plan d'entreprise - 2018 - jeunes agriculteurs payés intégralement	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 88 450,00	0,00	- 88 450,00
	Feader - Développement rural - Mesures bénéficiant d'une aide à taux forfaitaire	2019	Contrôle approprié de l'éligibilité du projet - absence de plan d'entreprise - 2019 - jeunes agriculteurs payés intégralement	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 197 800,00	- 1 051,64	- 196 748,36
	Feader - Développement rural - Mesures bénéficiant d'une aide à taux forfaitaire	2020	Contrôle approprié de l'éligibilité du projet - absence de plan d'entreprise - 2020 - jeunes agriculteurs payés intégralement	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 17 050,00	0,00	- 17 050,00
	Investissement Feader en faveur du développement rural - bénéficiaires privés	2019	Contrôles appropriés du caractère raisonnable des coûts - prix de référence - M4.1	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 173 148,30	- 920,57	- 172 227,73
	Investissement Feader en faveur du développement rural - bénéficiaires privés	2020	Contrôles appropriés du caractère raisonnable des coûts - prix de référence - M4.1	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 204 178,34	0,00	- 204 178,34
	Investissement Feader en faveur du développement rural - bénéficiaires privés	2021	Contrôles appropriés du caractère raisonnable des coûts - prix de référence - M4.1	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 265 864,12	0,00	- 265 864,12

Investissement Feader en faveur du développement rural - bénéficiaires privés	2022	Contrôles appropriés du caractère raisonnable des coûts - prix de référence - M4.1	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 162 775,44	0,00	- 162 775,44
Feader - Développement rural - Mesures bénéficiant d'une aide à taux forfaitaire	2017	Contrôle clé - Contrôle approprié visant à vérifier que le projet remplit tous les critères d'éligibilité - absence de plan d'entreprise - cessation de l'activité agricole (M6.1)	PONCTUEL		EUR	- 7 000,00	0,00	- 7 000,00
Feader - Développement rural - Mesures bénéficiant d'une aide à taux forfaitaire	2018	Contrôle clé - Contrôle approprié visant à vérifier que le projet remplit tous les critères d'éligibilité - absence de plan d'entreprise - cessation de l'activité agricole (M6.1)	PONCTUEL		EUR	- 28 500,00	0,00	- 28 500,00
Feader - Développement rural - Mesures bénéficiant d'une aide à taux forfaitaire	2019	Contrôle clé - Contrôle approprié visant à vérifier que le projet remplit tous les critères d'éligibilité - absence de plan d'entreprise - cessation de l'activité agricole (M6.1)	PONCTUEL		EUR	- 47 000,00	0,00	- 47 000,00
Investissement Feader en faveur du développement rural - bénéficiaires privés	2019	Contrôles sur place - M4.1 et M4.4	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 367 950,96	- 1 956,27	- 365 994,69

	Investissement Feader en faveur du développement rural - bénéficiaires privés	2020	Contrôles sur place - M4.1 et M4.4	TAUX FORFAITAIRE	5,00%	EUR	- 378 054,96	0,00	- 378 054,96
	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Taux de non-conformité extrapolé Feader SIGC	MONTANT ESTIMÉ		EUR	- 35 994,05	0,00	- 35 994,05
					Total BE:	EUR	- 2 321 966,17	- 4 338,26	- 2 317 627,91
État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
BG	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2019	M14 - Introduction tardive des demandes et contrôles sur place effectués tardivement - années de demande 2017, 2018 et 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 179 363,64	0,00	- 179 363,64
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	M14 - Introduction tardive des demandes et contrôles sur place effectués tardivement - années de demande 2017, 2018 et 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 384 578,11	0,00	- 384 578,11
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	M14 - Introduction tardive des demandes et contrôles sur place effectués tardivement - années de demande 2017, 2018 et 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 37 354,72	0,00	- 37 354,72
					Total BG:	EUR	- 601 296,47	0,00	- 601 296,47

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
CZ	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Montants irrécouvrables	PONCTUEL		EUR	- 89 063,27	0,00	- 89 063,27
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	Développement rural - 2018-2020	PONCTUEL		EUR	- 1 545 782,89	0,00	- 1 545 782,89
					Total CZ:	EUR	- 1 634 846,16	0,00	- 1 634 846,16
État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
DE	Apurement des comptes - Apurement financier	2021	Erreurs financières Feader SIGC	PONCTUEL		EUR	- 388,16	0,00	- 388,16
	Apurement des comptes - Apurement financier	2021	Erreurs financières Feader hors SIGC	PONCTUEL		EUR	- 18 852,45	0,00	- 18 852,45
	Apurement des comptes - Apurement financier	2021	TNCE Feader hors SIGC pour l'exercice 2021	MONTANT ESTIMÉ		EUR	- 60 675,27	0,00	- 60 675,27
	Apurement des comptes - Apurement financier	2021	Rapprochement de la gestion des créances - FEAGA et Feader	PONCTUEL		EUR	- 3 519,56	0,00	- 3 519,56
					Total DE:	EUR	- 83 435,44	0,00	- 83 435,44

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
ES	Apurement des comptes - Apurement financier	2021	FEADER non-SIGC	PONCTUEL		EUR	- 272 236,69	0,00	- 272 236,69
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	Contrôles inappropriés du respect des engagements à long terme - Mesures 10 et 11 - Année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 41 886,68	0,00	- 41 886,68
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Contrôles inappropriés du respect des engagements à long terme - Mesures 10 et 11 - Année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 797,09	0,00	- 797,09
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Contrôles inappropriés du respect des engagements à long terme - Mesures 10 et 11 - Année de demande 2020	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 13 770,86	0,00	- 13 770,86
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	Calendrier incorrect des contrôles sur place - Mesure 10 - Année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 29 709,01	0,00	- 29 709,01
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Calendrier incorrect des contrôles sur place - Mesure 10 - Année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 527,87	0,00	- 527,87

	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Calendrier incorrect des contrôles sur place - Mesure 10 - Année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 12 495,48	0,00	- 12 495,48
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2022	Calendrier incorrect des contrôles sur place - Mesure 10 - Année de demande 2021	PONCTUEL		EUR	- 6 833,06	0,00	- 6 833,06
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	Calendrier incorrect des contrôles sur place - Mesure 11 - Année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 18 069,62	0,00	- 18 069,62
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Calendrier incorrect des contrôles sur place - Mesure 11 - Année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 477,77	0,00	- 477,77
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Calendrier incorrect des contrôles sur place - Mesure 11 - Année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 1 705,91	0,00	- 1 705,91
	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Erreurs individuelles Feader Exercice 2020 non recouvrées	PONCTUEL		EUR	- 74,60	0,00	- 74,60
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	Vérification inefficace du respect de tous les critères d'éligibilité, engagements et autres obligations - Mesure 10 - Année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 52 528,17	0,00	- 52 528,17

	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Vérification inefficace du respect de tous les critères d'éligibilité, engagements et autres obligations - Mesure 10 - Année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 933,32	0,00	- 933,32
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Vérification inefficace du respect de tous les critères d'éligibilité, engagements et autres obligations - Mesure 10 - Année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 26 906,55	0,00	- 26 906,55
	Apurement des comptes - Apurement financier	2021	TNCE Feader pour la population hors SIGC	MONTANT ESTIMÉ		EUR	- 3 096,54	0,00	- 3 096,54
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2018	Faiblesse dans le SIPA	PONCTUEL		EUR	- 307 103,39	0,00	- 307 103,39
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2019	Faiblesse dans le SIPA	PONCTUEL		EUR	- 205 729,96	0,00	- 205 729,96
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	Faiblesse dans le SIPA	PONCTUEL		EUR	- 150 606,89	0,00	- 150 606,89
	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Faiblesse contrôle clé «Évaluation appropriée du caractère raisonnable des coûts»	PONCTUEL		EUR	- 10 554,50	0,00	- 10 554,50
					Total ES:	EUR	- 1 156 043,96	0,00	- 1 156 043,96

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
FR	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Créances Feader	PONCTUEL		EUR	- 45 902,21	0,00	- 45 902,21
	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Erreur extrapolée Feader hors SIGC	MONTANT ESTIMÉ		EUR	- 28 322 222,52	- 5 257 692,98	- 23 064 529,54
	Apurement des comptes - Apurement financier	2019	Erreur extrapolée Feader hors SIGC	MONTANT ESTIMÉ		EUR	- 32 179 303,82	- 6 430 188,35	- 25 749 115,47
	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Erreurs connues Feader hors SIGC	PONCTUEL		EUR	- 3 348,10	- 0,73	- 3 347,37
	Apurement des comptes - Apurement financier	2019	Erreurs connues OA1 Feader	PONCTUEL		EUR	- 89 666,81	0,00	- 89 666,81
	Apurement des comptes - Apurement financier	2019	Erreurs connues pour le Feader hors SIGC	PONCTUEL		EUR	- 67 934,09	- 17,01	- 67 917,08
	Apurement des comptes - Apurement financier	2019	Procédure de créances	PONCTUEL		EUR	- 3 384 771,93	0,00	- 3 384 771,93
					Total FR:	EUR	- 64 093 149,48	- 11 687 899,07	- 52 405 250,41

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
HR	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	Qualité insuffisante des contrôles administratifs - Mesure 14 - Année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 45 541,20	0,00	- 45 541,20
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Qualité insuffisante des contrôles administratifs - Mesure 14 - Année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 1 348,89	0,00	- 1 348,89
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Qualité insuffisante des contrôles administratifs - Mesure 14 - Année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 141 649,79	0,00	- 141 649,79
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2022	Qualité insuffisante des contrôles administratifs - Mesure 14 - Année de demande 2021	PONCTUEL		EUR	- 47 784,18	0,00	- 47 784,18
					Total HR:	EUR	- 236 324,06	0,00	- 236 324,06
État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
IT	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2018	Système de sanction incorrect pour M13 - IT01 (AGEA) - année de demande 2017	PONCTUEL		EUR	- 438 049,93	- 8 522,90	- 429 527,03
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2019	Système de sanction incorrect pour M13 - IT01 (AGEA) - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 315 902,75	- 102,06	- 315 800,69

	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	Système de sanction incorrect pour M13 - IT01 (AGEA) - année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 301 285,99	0,00	- 301 285,99
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2018	Système de sanction incorrect pour M13 - IT05 (AVEPA) - année de demande 2017	PONCTUEL		EUR	- 9 520,25	- 0,86	- 9 519,39
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2019	Système de sanction incorrect pour M13 - IT05 (AVEPA) - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 6 286,14	- 0,11	- 6 286,03
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	Système de sanction incorrect pour M13 - IT05 (AVEPA) - année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 25 266,99	0,00	- 25 266,99
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2018	Système de sanction incorrect pour M13 - IT08 (AGREA) - année de demande 2017	PONCTUEL		EUR	- 2 715,42	- 0,73	- 2 714,69
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2019	Système de sanction incorrect pour M13 - IT08 (AGREA) - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 4 453,00	- 0,47	- 4 452,53
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	Système de sanction incorrect pour M13 - IT08 (AGREA) - année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 6 048,05	0,00	- 6 048,05
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2018	Système de sanction incorrect pour M13 - IT10 (ARPEA) - année de demande 2017	PONCTUEL		EUR	- 6 083,08	0,00	- 6 083,08
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2019	Système de sanction incorrect pour M13 - IT10 (ARPEA) - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 2 158,35	0,00	- 2 158,35

	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	Système de sanction incorrect pour M13 - IT10 (ARPEA) - année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 3 214,40	0,00	- 3 214,40
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2018	Système de sanction incorrect pour M13 - IT23 (OPRLo) - année de demande 2017	PONCTUEL		EUR	- 7 849,86	- 44,27	- 7 805,59
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2019	Système de sanction incorrect pour M13 - IT23 (OPRLo) - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 8 037,65	- 0,82	- 8 036,83
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2018	Système de sanction incorrect pour M13 - IT24 (OPPAB) - année de demande 2017	PONCTUEL		EUR	- 53,94	0,00	- 53,94
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2019	Système de sanction incorrect pour M13 - IT24 (OPPAB) - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 165,54	0,00	- 165,54
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2018	Système de sanction incorrect pour M13 - IT25 (APPAG) - année de demande 2017	PONCTUEL		EUR	- 3 517,15	- 0,52	- 3 516,63
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2019	Système de sanction incorrect pour M13 - IT25 (APPAG) - année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 12 732,00	- 0,47	- 12 731,53
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	Système de sanction incorrect pour M13 - IT25 (APPAG) - année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 4 889,37	0,00	- 4 889,37
	Apurement des comptes - Apurement financier	2018	Taux de non-conformité prévu significatif pour le Feader hors SIGC	MONTANT ESTIMÉ		EUR	- 3 434 492,58	0,00	- 3 434 492,58

Apurement des comptes - Apurement financier	2015	Taux de non-conformité prévu significatif dans la population Feader hors SIGC	PONCTUEL		EUR	- 151 116,42	- 30 566,55	- 120 549,87
Apurement des comptes - Apurement financier	2016	Taux de non-conformité prévu significatif dans la population Feader hors SIGC	PONCTUEL		EUR	- 135 818,30	- 3 297,32	- 132 520,98
Apurement des comptes - Apurement financier	2018	Taux de non-conformité prévu significatif dans la population Feader hors SIGC	PONCTUEL		EUR	- 45 034,50	0,00	- 45 034,50
Feader - Développement rural - Mesures forestières	2019	Absence de contrôle rétroactif à la suite de contrôles sur place lorsque des différences de surface sont détectées, mesures forestières, année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 9 788,33	0,00	- 9 788,33
Feader - Développement rural - Mesures forestières	2020	Absence de contrôle rétroactif à la suite de contrôles sur place lorsque des différences de surface sont détectées, mesures forestières, année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 14 056,58	0,00	- 14 056,58
Feader - Développement rural - Mesures forestières	2021	Absence de contrôle rétroactif à la suite de contrôles sur place lorsque des différences de surface sont détectées, mesures forestières, année de demande 2020	PONCTUEL		EUR	- 188 404,24	0,00	- 188 404,24

	Feader - Développement rural - Mesures forestières	2019	Lorsque les résultats d'un contrôle sur place sont modifiés après une visite supplémentaire sur le terrain, la documentation relative au rapport de contrôle n'est pas suffisante. Année de demande 2018	PONCTUEL		EUR	- 1 908,14	0,00	- 1 908,14
	Feader - Développement rural - Mesures forestières	2020	Lorsque les résultats d'un contrôle sur place sont modifiés après une visite supplémentaire sur le terrain, la documentation relative au rapport de contrôle n'est pas suffisante. Année de demande 2019	PONCTUEL		EUR	- 10 692,94	0,00	- 10 692,94
					Total IT:	EUR	- 5 149 541,89	- 42 537,08	- 5 107 004,81
État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
PL	Feader Leader - Développement rural	2018	Correction forfaitaire de 2 % pour la sous-mesure 19.2 - exercice 2018-2020	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 660 187,72	0,00	- 660 187,72
	Feader Leader - Développement rural	2019	Correction forfaitaire de 2 % pour la sous-mesure 19.2 - exercice 2018-2020	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 1 762 670,70	0,00	- 1 762 670,70
	Feader Leader - Développement rural	2020	Correction forfaitaire de 2 % pour la sous-mesure 19.2 - exercice 2018-2020	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 1 371 204,76	0,00	- 1 371 204,76
	Feader Leader - Développement rural	2021	Correction forfaitaire de 2 % pour la sous-mesure 19.2 - exercice 2021	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 1 018 046,98	0,00	- 1 018 046,98

	Feader Leader - Développement rural	2018	Dépenses pour projet inéligible - M 19.2 (aide: 50 000 PLN, déclaré à l'UE: 7 598,93 EUR) Exercice 2018	PONCTUEL		EUR	- 7 598,93	- 7 598,93	0,00
	Investissement Feader en faveur du développement rural - bénéficiaires privés	2018	Dépenses pour projet inéligible - M 4.1 (3 bénéficiaires, aide: 900 000 PLN, déclaré à l'UE: 3 x 135 829,32 EUR)	PONCTUEL		EUR	- 407 487,96	- 83 626,55	- 323 861,41
	Irrégularités	2013	Constatation n° 3: Négligence dans l'identification de l'irrégularité, perte de la possibilité d'utiliser la garantie bancaire	PONCTUEL		EUR	- 3 617 189,90	0,00	- 3 617 189,90
	Irrégularités	2013	Constatation n° 5: Correction/annulation injustifiée de la dette	PONCTUEL		EUR	- 21 599,26	0,00	- 21 599,26
	Apurement des comptes - Apurement financier	2018	Constatation n° 5: Correction/annulation injustifiée de la dette	PONCTUEL		EUR	- 225,66	0,00	- 225,66
	Apurement des comptes - Apurement financier	2018	Constatation n° 1 et 2: demandes de recouvrement tardives et enregistrement tardif des créances dans le grand livre des débiteurs	PONCTUEL		EUR	- 3 136 244,08	0,00	- 3 136 244,08
					Total PL:	EUR	- 12 002 455,95	- 91 225,48	- 11 911 230,47

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
PT	Certification	2016	Feader - Non-respect du délai de 18 mois	PONCTUEL		EUR	- 90 373,50	0,00	- 90 373,50
	Attestation	2017	Feader - Non-respect du délai de 18 mois	PONCTUEL		EUR	- 121 446,03	0,00	- 121 446,03
					Total PT:	EUR	- 211 819,53	0,00	- 211 819,53
État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
SE	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	Aucun contrôle approprié du respect des engagements à long terme n'est effectué pour M10 - Année de demande 2019	POURCENTAGE ESTIMATIF	10,42%	EUR	- 270 499,84	0,00	- 270 499,84
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Aucun contrôle approprié du respect des engagements à long terme n'est effectué pour M10 - Année de demande 2019	POURCENTAGE ESTIMATIF	10,42%	EUR	- 8 814,72	0,00	- 8 814,72
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Aucun contrôle approprié du respect des engagements à long terme n'est effectué pour M10 - Année de demande 2020	POURCENTAGE ESTIMATIF	10,42%	EUR	- 73 488,51	0,00	- 73 488,51
	Apurement des comptes - Apurement financier	2021	Gestion de la dette Feader exercice 2021	PONCTUEL		EUR	- 7 317,24	0,00	- 7 317,24

	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Erreurs comptables	PONCTUEL		EUR	- 11 350,94	0,00	- 11 350,94
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	Notification préalable des contrôles sur place pour la mesure 14 - année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 30 274,84	0,00	- 30 274,84
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Notification préalable des contrôles sur place pour la mesure 14 - année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	67,24	0,00	67,24
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Notification préalable des contrôles sur place pour la mesure 14 - année de demande 2020	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 13 783,00	0,00	- 13 783,00
	Apurement des comptes - Apurement financier	2020	Procédures de recouvrement Feader	PONCTUEL		EUR	- 41 593,25	0,00	- 41 593,25
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2020	Calendrier des contrôles sur place pour M10 - année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 20 959,89	0,00	- 20 959,89
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Calendrier des contrôles sur place pour M10 - année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 683,02	0,00	- 683,02
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2021	Calendrier des contrôles sur place pour M10 - année de demande 2020	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 13 075,52	0,00	- 13 075,52
					Total SE:	EUR	- 491 773,53	0,00	- 491 773,53

Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
EUR	- 87 982 652,64	- 11 825 999,89	- 76 156 652,75

Corrections financières — hors conditionnalité

Ligne budgétaire: 6201

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
BG	Conditionnalité	2018	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 109 842,93	- 5 177,34	- 104 665,59
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 2 475,99	- 1,53	- 2 474,46
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 223,61	0,00	- 223,61
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 79,78	0,00	- 79,78
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 383 726,11	- 220,85	- 383 505,26
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 335,93	0,00	- 335,93
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 974,23	0,00	- 974,23
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 378 724,65	- 55,57	- 378 669,08
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 87,14	0,00	- 87,14
					Total BG:	EUR	- 876 470,37	- 5 455,29	- 871 015,08

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
IT	Conditionnalité	2018	2017 animaux	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 236 809,06	- 293,78	- 236 515,28
	Conditionnalité	2019	2017 animaux	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 119 438,77	- 183,84	- 119 254,93
	Conditionnalité	2020	2017 animaux	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 22 591,35	0,00	- 22 591,35
	Conditionnalité	2021	2017 animaux	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 2 619,83	0,00	- 2 619,83
	Conditionnalité	2018	2017 BCAE 7	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 9 610,36	- 11,07	- 9 599,29
	Conditionnalité	2019	2017 BCAE 7	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 6 124,54	- 9,62	- 6 114,92
	Conditionnalité	2020	2017 BCAE 7	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 1 002,03	0,00	- 1 002,03
	Conditionnalité	2021	2017 BCAE 7	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 70,24	0,00	- 70,24
	Conditionnalité	2019	2018 animaux	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 167 717,89	- 296,24	- 167 421,65
	Conditionnalité	2020	2018 animaux	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 152 150,46	0,00	- 152 150,46
	Conditionnalité	2021	2018 animaux	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 7 399,14	0,00	- 7 399,14
	Conditionnalité	2019	2018 BCAE 7	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 6 952,22	- 10,77	- 6 941,45

	Conditionnalité	2020	2018 BCAE 7	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 6 557,68	0,00	- 6 557,68
	Conditionnalité	2021	2018 BCAE 7	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 362,34	0,00	- 362,34
	Conditionnalité	2020	2019 animaux	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 254 482,30	0,00	- 254 482,30
	Conditionnalité	2021	2019 animaux	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 9 978,78	0,00	- 9 978,78
	Conditionnalité	2020	2019 BCAE 7	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 12 467,28	0,00	- 12 467,28
	Conditionnalité	2021	2019 BCAE 7	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	- 408,50	0,00	- 408,50
	Conditionnalité	2018	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 58 027,83	- 95,42	- 57 932,41
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 4 486,98	- 1,48	- 4 485,50
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 620,13	0,00	- 620,13
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2017	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 660,26	0,00	- 660,26
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 109 932,86	- 38,20	- 109 894,66
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 12 802,88	0,00	- 12 802,88
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2018	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 225,38	0,00	- 225,38
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 56 540,47	- 1,24	- 56 539,23

	Conditionnalité	2020	Année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 58 374,00	- 1,28	- 58 372,72
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2019	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 4 162,00	- 0,09	- 4 161,91
					Total IT:	EUR	- 1 322 575,56	- 943,03	- 1 321 632,53
État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
LT	Conditionnalité	2018	Année de demande 2017, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 63 231,06	- 7,76	- 63 223,30
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2017, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 294,63	0,00	- 294,63
	Conditionnalité	2018	Année de demande 2017, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 17 114,42	- 2,41	- 17 112,01
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2017, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 246,10	0,00	- 246,10
	Conditionnalité	2018	Année de demande 2018, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 4 607,98	0,00	- 4 607,98
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2018, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 421 945,10	- 1 321,53	- 420 623,57
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2018, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 15,04	0,00	- 15,04
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2018, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 78,94	0,00	- 78,94

	Conditionnalité	2018	Année de demande 2018, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 29,91	0,00	- 29,91
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2018, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 96 473,41	- 188,25	- 96 285,16
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2018, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 99,22	0,00	- 99,22
	Conditionnalité	2019	Année de demande 2019, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 5 223,81	0,00	- 5 223,81
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2019, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 353 342,83	- 1 792,92	- 351 549,91
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2019, agriculteurs avec animaux 10 %	TAUX FORFAITAIRE	10,00%	EUR	- 0,19	0,00	- 0,19
	Conditionnalité	2020	Année de demande 2019, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 74 437,05	- 275,57	- 74 161,48
	Conditionnalité	2021	Année de demande 2019, agriculteurs sans animaux 3 %	TAUX FORFAITAIRE	3,00%	EUR	- 13,92	0,00	- 13,92
					Total LT:	EUR	- 1 037 153,61	- 3 588,44	- 1 033 565,17

Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
EUR	- 3 236 199,54	- 9 986,76	- 3 226 212,78

Levée des suspensions

Feader

Ligne budgétaire: 08030102 / 6201

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé	Suspensions levées
CZ	Investissement Feader en faveur du développement rural - bénéficiaires privés	2019	Levée de la suspension créée par la décision C(2020) 1857	PONCTUEL		EUR	- 30 606,96	0,00	0,00	30 606,96
					Total CZ:	EUR	- 30 606,96	0,00	0,00	30 606,96

Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé	Suspensions levées
EUR	- 30 606,96	0,00	0,00	30 606,96

Remboursements

FEAGA

Ligne budgétaire: 08020601

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
IT	Aides directes découplées	2018	Remboursement à la suite de l'arrêt dans l'affaire T-221/21	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	63 295 659,16	0,00	63 295 659,16
	Remboursement des aides directes lié à la discipline financière	2018	Remboursement à la suite de l'arrêt dans l'affaire T-221/21	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	0,00	0,00	0,00

	Soutien couplé facultatif	2018	Remboursement à la suite de l'arrêt dans l'affaire T-221/21	TAUX FORFAITAIRE	2,00%	EUR	4 072 613,83	0,00	4 072 613,83
					Total IT:	EUR	67 368 272,99	0,00	67 368 272,99

Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
EUR	67 368 272,99	0,00	67 368 272,99

Feader**Ligne budgétaire: 08030102**

État membre	Mesure	Exercice financier	Motif	Type	Correction (%)	Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
RO	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2017	Remboursement à la suite de l'arrêt dans l'affaire T-33/21	TAUX FORFAITAIRE	25,00%	EUR	7 674 875,25	0,00	7 674 875,25
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2018	Remboursement à la suite de l'arrêt dans l'affaire T-33/21	TAUX FORFAITAIRE	25,00%	EUR	10 958 924,68	0,00	10 958 924,68
	Feader - Développement rural - Mesures relevant du SIGC	2019	Remboursement à la suite de l'arrêt dans l'affaire T-33/21	TAUX FORFAITAIRE	25,00%	EUR	83 675,15	0,00	83 675,15
					Total RO:	EUR	18 717 475,08	0,00	18 717 475,08

Devise	Montant brut	Déductions	Net décidé
EUR	18 717 475,08	0,00	18 717 475,08

DÉCISION (UE) 2023/1409 DE LA COMMISSION**du 4 juillet 2023****donnant instruction à l'administrateur central du registre de l'Union de restituer aux États membres et au Royaume-Uni l'excédent de l'Union à la fin de la deuxième période d'engagement du protocole de Kyoto**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu la décision (UE) 2015/1339 du Conseil du 13 juillet 2015 relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'amendement de Doha au protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et à l'exécution conjointe des engagements qui en découlent ⁽¹⁾, et notamment son article 4,

considérant ce qui suit:

- (1) L'Union a conclu l'amendement de Doha au protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. L'amendement de Doha a instauré une deuxième période d'engagement au titre du protocole de Kyoto, débutant le 1^{er} janvier 2013 et se terminant le 31 décembre 2020.
- (2) Conformément à l'article 4 de la décision (UE) 2015/1339, toutes les unités de quantité attribuée délivrées au titre de la deuxième période d'engagement et disponibles dans le registre de l'Union après que celle-ci a satisfait à son obligation figurant à l'article 11, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil ⁽²⁾ et après un éventuel transfert d'unités de quantité attribuée en vertu d'actes d'exécution adoptés sur la base de l'article 10, paragraphe 7, du règlement (UE) n° 525/2013 (ci-après dénommées l'«excédent de l'Union») sont restituées aux États membres à la fin de la deuxième période d'engagement.
- (3) Après transfert au Fonds pour l'adaptation du prélèvement applicable, l'excédent net de l'Union dans le registre de l'Union s'élève à 2 215 147 885 unités de quantité attribuée. Ces unités devraient être restituées aux États membres et au Royaume-Uni ⁽³⁾ conformément aux règles énoncées à l'article 4, paragraphe 2, de la décision (UE) 2015/1339.
- (4) Il convient que la Commission donne instruction à l'administrateur central du registre de l'Union de restituer les unités aux États membres et au Royaume-Uni,

DÉCIDE:

Article unique

La Commission donne instruction à l'administrateur central du registre de l'Union de restituer aux comptes de la Belgique, de la Bulgarie, de la Tchéquie, du Danemark, de l'Allemagne, de l'Estonie, de l'Irlande, de la Grèce, de l'Espagne, de la France, de la Croatie, de l'Italie, de Chypre, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, de la Hongrie, de Malte, des Pays-Bas, de l'Autriche, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Slovaquie, de la Finlande, de la Suède et du Royaume-Uni les unités de quantité attribuée indiquées dans l'annexe.

Fait à Bruxelles, le 4 juillet 2023.

Par la Commission
Frans TIMMERMANS
Vice-président exécutif

⁽¹⁾ JO L 207 du 4.8.2015, p. 1.

⁽²⁾ Règlement (UE) n° 525/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif à un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et pour la déclaration, au niveau national et au niveau de l'Union, d'autres informations ayant trait au changement climatique et abrogeant la décision n° 280/2004/CE (JO L 165 du 18.6.2013, p. 13).

⁽³⁾ JO C 384 I du 12.11.2019, p. 59.

ANNEXE

État membre	Unités de quantité attribuée de l'excédent de l'Union allouées
Autriche	13 779 438
Belgique	21 010 620
Bulgarie	129 595 427
Croatie	7 379 327
Chypre	1 611 575
Tchéquie	136 916 575
Danemark	13 496 692
Estonie	52 162 070
Finlande	8 895 367
France	102 390 482
Allemagne	200 540 800
Grèce	16 329 385
Hongrie	110 193 391
Irlande	11 665 373
Italie	81 862 104
Lettonie	41 199 008
Lituanie	72 359 623
Luxembourg	2 472 803
Malte	315 853
Pays-Bas	31 245 242
Pologne	306 866 601
Portugal	13 660 512
Roumanie	503 842 880
Slovaquie	77 068 229
Slovénie	3 376 854
Espagne	60 009 461
Suède	13 580 833
Royaume-Uni	181 321 357

DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2023/1410 DE LA COMMISSION**du 4 juillet 2023****modifiant la décision d'exécution (UE) 2021/1182 en ce qui concerne des normes harmonisées pour la stérilisation des produits de santé et l'évaluation biologique des dispositifs médicaux**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision n° 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil ⁽¹⁾, et notamment son article 10, paragraphe 6,

considérant ce qui suit:

- (1) Conformément à l'article 8, paragraphe 1, du règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil ⁽²⁾, les dispositifs conformes aux normes harmonisées applicables, ou à des parties pertinentes de ces normes, dont les références ont été publiées au *Journal officiel de l'Union européenne*, doivent être présumés conformes aux exigences dudit règlement relevant de ces normes ou de parties de celles-ci.
- (2) Le règlement (UE) 2017/745 a remplacé les directives 90/385/CEE ⁽³⁾ et 93/42/CEE ⁽⁴⁾ du Conseil à partir du 26 mai 2021.
- (3) Par sa décision d'exécution C(2021) 2406 ⁽⁵⁾, la Commission a adressé au Comité européen de normalisation (ci-après le «CEN») et au Comité européen de normalisation électrotechnique (ci-après le «Cenelec») une demande de révision des normes harmonisées existantes relatives aux dispositifs médicaux élaborées à l'appui des directives 90/385/CEE et 93/42/CEE et de rédaction de nouvelles normes harmonisées à l'appui du règlement (UE) 2017/745.
- (4) Sur la base de la demande formulée dans la décision d'exécution C(2021) 2406, le CEN et le Cenelec ont à nouveau révisé la norme harmonisée EN ISO 25424:2019, dont la référence est publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*, et ont révisé la norme harmonisée EN ISO 10993-10:2013, dont la référence n'est pas publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*, afin de tenir compte des derniers progrès techniques et scientifiques et de la nécessité de soutenir les exigences du règlement (UE) 2017/745. Il en a résulté l'adoption de la modification EN ISO 25424:2019/A1:2022 de la norme harmonisée EN ISO 25424:2019 relative à la stérilisation des produits de santé, ainsi que l'adoption de la norme harmonisée révisée EN ISO 10993-10:2023 relative à l'évaluation biologique des dispositifs médicaux.
- (5) La Commission, en collaboration avec le CEN et le Cenelec, a examiné si la modification EN ISO 25424:2019/A1:2022 de la norme harmonisée EN ISO 25424:2019 ainsi que la norme harmonisée EN ISO 10993-10:2023 étaient conformes à la demande formulée dans la décision d'exécution C(2021) 2406.

⁽¹⁾ JO L 316 du 14.11.2012, p. 12.

⁽²⁾ Règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2017 relatif aux dispositifs médicaux, modifiant la directive 2001/83/CE, le règlement (CE) n° 178/2002 et le règlement (CE) n° 1223/2009 et abrogeant les directives du Conseil 90/385/CEE et 93/42/CEE (JO L 117 du 5.5.2017, p. 1).

⁽³⁾ Directive 90/385/CEE du Conseil du 20 juin 1990 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs (JO L 189 du 20.7.1990, p. 17).

⁽⁴⁾ Directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux (JO L 169 du 12.7.1993, p. 1).

⁽⁵⁾ Décision d'exécution C(2021) 2406 de la Commission du 14 avril 2021 relative à une demande de normalisation adressée au Comité européen de normalisation et au Comité européen de normalisation électrotechnique en ce qui concerne les dispositifs médicaux à l'appui du règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil et les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro à l'appui du règlement (UE) 2017/746 du Parlement européen et du Conseil.

- (6) La modification EN ISO 25424:2019/A1:2022 de la norme harmonisée EN ISO 25424:2019 ainsi que la norme harmonisée EN ISO 10993-10:2023 satisfont aux exigences qu'elles visent à couvrir et qui sont énoncées dans le règlement (UE) 2017/745. Il y a donc lieu de publier au *Journal officiel de l'Union européenne* la référence de la modification EN ISO 25424:2019/A1:2022 de la norme harmonisée EN ISO 25424:2019 et la référence de la norme harmonisée EN ISO 10993-10:2023.
- (7) L'annexe de la décision d'exécution (UE) 2021/1182 de la Commission ⁽⁶⁾ contient les références des normes harmonisées élaborées à l'appui du règlement (UE) 2017/745.
- (8) Pour faire en sorte que les références des normes harmonisées élaborées à l'appui du règlement (UE) 2017/745 figurent dans un seul acte, il convient d'inclure la référence de la modification EN ISO 25424:2019/A1:2022 de la norme harmonisée EN ISO 25424:2019 et la référence de la norme harmonisée EN ISO 10993-10:2023 dans la décision d'exécution (UE) 2021/1182.
- (9) Il y a donc lieu de modifier la décision d'exécution (UE) 2021/1182 en conséquence.
- (10) La conformité avec une norme harmonisée confère une présomption de conformité avec les exigences essentielles correspondantes énoncées dans la législation d'harmonisation de l'Union à partir de la date de publication de la référence de cette norme au *Journal officiel de l'Union européenne*. La présente décision devrait donc entrer en vigueur le jour de sa publication,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'annexe de la décision d'exécution (UE) 2021/1182 est modifiée conformément à l'annexe de la présente décision.

Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 4 juillet 2023.

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN

⁽⁶⁾ Décision d'exécution (UE) 2021/1182 de la Commission du 16 juillet 2021 concernant les normes harmonisées relatives aux dispositifs médicaux élaborées à l'appui du règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil (JO L 256 du 19.7.2021, p. 100).

ANNEXE

L'annexe est modifiée comme suit:

- 1) l'entrée n° 5 est remplacée par le texte suivant:

N°	Référence de la norme
«5.	EN ISO 25424:2019 Stérilisation des produits de santé — Formaldéhyde et vapeur à faible température — Exigences pour le développement, la validation et le contrôle de routine d'un procédé de stérilisation pour dispositifs médicaux (ISO 25424:2018) EN ISO 25424:2019/A1:2022»;

- 2) l'entrée suivante est ajoutée:

N°	Référence de la norme
«17.	EN ISO 10993-10:2023 Évaluation biologique des dispositifs médicaux — Partie 10: Essais de sensibilisation cutanée (ISO 10993-10:2021)».

DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2023/1411 DE LA COMMISSION**du 4 juillet 2023****modifiant la décision d'exécution (UE) 2021/1195 en ce qui concerne une norme harmonisée pour la stérilisation des produits de santé**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif à la normalisation européenne, modifiant les directives 89/686/CEE et 93/15/CEE du Conseil ainsi que les directives 94/9/CE, 94/25/CE, 95/16/CE, 97/23/CE, 98/34/CE, 2004/22/CE, 2007/23/CE, 2009/23/CE et 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la décision 87/95/CEE du Conseil et la décision n° 1673/2006/CE du Parlement européen et du Conseil ⁽¹⁾, et notamment son article 10, paragraphe 6,

considérant ce qui suit:

- (1) Conformément à l'article 8, paragraphe 1, du règlement (UE) 2017/746 du Parlement européen et du Conseil ⁽²⁾, les dispositifs conformes aux normes harmonisées applicables, ou à des parties pertinentes de ces normes, dont les références ont été publiées au *Journal officiel de l'Union européenne*, doivent être présumés conformes aux exigences dudit règlement relevant de ces normes ou de parties de celles-ci.
- (2) Le règlement (UE) 2017/746 a remplacé la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾ à partir du 26 mai 2022.
- (3) Par sa décision d'exécution C(2021) 2406 ⁽⁴⁾, la Commission a adressé au Comité européen de normalisation (ci-après le «CEN») et au Comité européen de normalisation électrotechnique (ci-après le «Cenelec») une demande de révision des normes harmonisées existantes relatives aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro élaborées à l'appui de la directive 98/79/CE et de rédaction de nouvelles normes harmonisées à l'appui du règlement (UE) 2017/746.
- (4) Sur la base de la demande formulée dans la décision d'exécution C(2021) 2406, le CEN et le Cenelec ont à nouveau révisé la norme harmonisée EN ISO 25424:2019, dont la référence est publiée au *Journal officiel de l'Union européenne*, afin de tenir compte des derniers progrès techniques et scientifiques et de la nécessité de soutenir les exigences du règlement (UE) 2017/746. Il en a résulté l'adoption de la modification EN ISO 25424:2019/A1:2022 de la norme harmonisée EN ISO 25424:2019 relative à la stérilisation des produits de santé.
- (5) La Commission, en collaboration avec le CEN et le Cenelec, a examiné si la modification EN ISO 25424:2019/A1:2022 de la norme harmonisée EN ISO 25424:2019 était conforme à la demande formulée dans la décision d'exécution C(2021) 2406.
- (6) La modification EN ISO 25424:2019/A1:2022 de la norme harmonisée EN ISO 25424:2019 satisfait aux exigences qu'elle vise à couvrir et qui sont énoncées dans le règlement (UE) 2017/746. Il y a donc lieu de publier au *Journal officiel de l'Union européenne* la référence de la modification EN ISO 25424:2019/A1:2022 de la norme harmonisée EN ISO 25424:2019.

⁽¹⁾ JO L 316 du 14.11.2012, p. 12.

⁽²⁾ Règlement (UE) 2017/746 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2017 relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro et abrogeant la directive 98/79/CE et la décision 2010/227/UE de la Commission (JO L 117 du 5.5.2017, p. 176).

⁽³⁾ Directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro (JO L 331 du 7.12.1998, p. 1).

⁽⁴⁾ Décision d'exécution C(2021) 2406 de la Commission du 14 avril 2021 relative à une demande de normalisation adressée au Comité européen de normalisation et au Comité européen de normalisation électrotechnique en ce qui concerne les dispositifs médicaux à l'appui du règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil et les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro à l'appui du règlement (UE) 2017/746 du Parlement européen et du Conseil.

- (7) L'annexe de la décision d'exécution (UE) 2021/1195 de la Commission ⁽⁵⁾ contient les références des normes harmonisées élaborées à l'appui du règlement (UE) 2017/746.
- (8) Pour faire en sorte que les références des normes harmonisées élaborées à l'appui du règlement (UE) 2017/746 figurent dans un seul acte, il convient d'inclure la référence de la modification EN ISO 25424:2019/A1:2022 de la norme harmonisée EN ISO 25424:2019 dans la décision d'exécution (UE) 2021/1195.
- (9) Il y a donc lieu de modifier la décision d'exécution (UE) 2021/1195 en conséquence.
- (10) La conformité avec une norme harmonisée confère une présomption de conformité avec les exigences essentielles correspondantes énoncées dans la législation d'harmonisation de l'Union à partir de la date de publication de la référence de cette norme au *Journal officiel de l'Union européenne*. La présente décision devrait donc entrer en vigueur le jour de sa publication,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'annexe de la décision d'exécution (UE) 2021/1195 est modifiée conformément à l'annexe de la présente décision.

Article 2

La présente décision entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Fait à Bruxelles, le 4 juillet 2023.

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN

⁽⁵⁾ Décision d'exécution (UE) 2021/1195 de la Commission du 19 juillet 2021 concernant les normes harmonisées relatives aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro élaborées à l'appui du règlement (UE) 2017/746 du Parlement européen et du Conseil (JO L 258 du 20.7.2021, p. 50).

ANNEXE

À l'annexe, l'entrée n° 4 est remplacée par le texte suivant:

N°	Référence de la norme
«4.	EN ISO 25424:2019 Stérilisation des produits de santé — Formaldéhyde et vapeur à faible température — Exigences pour le développement, la validation et le contrôle de routine d'un procédé de stérilisation pour dispositifs médicaux (ISO 25424:2018) EN ISO 25424:2019/A1:2022»

ISSN 1977-0693 (édition électronique)
ISSN 1725-2563 (édition papier)



Office des publications
de l'Union européenne
L-2985 Luxembourg
LUXEMBOURG

FR